



Mémoires de la Résistance et de la guerre : redéploiements en région Rhône-Alpes

Alain Battegay, Marie-Thérèse Têtu-Delage

► To cite this version:

Alain Battegay, Marie-Thérèse Têtu-Delage (Dir.). Mémoires de la Résistance et de la guerre : redéploiements en région Rhône-Alpes. pp.81, 2007. halshs-00727412

HAL Id: halshs-00727412

<https://shs.hal.science/halshs-00727412>

Submitted on 2 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Programme interministériel de recherche
« cultures, villes et dynamiques sociales »

**MEMOIRES DE LA RESISTANCE ET DE LA GUERRE :
REDEPLOIEMENTS EN REGION RHONE-ALPES**

13 juin 2007

*Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation
Lyon*

Séminaire organisé dans le cadre de l'atelier de recherche
**« Travail de mémoire, mémoires partagées :
vérités, traduction, événement, reconnaissance »**

MoDyS-UMR 5264CNRS

MEMOIRES DE LA RESISTANCE ET DE LA GUERRE : **REDEPLOIEMENTS EN REGION RHONE-ALPES**

**Séminaire organisé dans le cadre du programme de recherches
territorialisées 2005-2007**

**« Travail de mémoire et mémoires partagées : vérités, traduction,
événements, reconnaissance ».**

Autour de la Résistance et de la guerre s'est forgée depuis 60 ans en France une mémoire nationale qui se voulait unifiée et qui a été marquée par des divisions et des polémiques politiques. Des travaux d'historiens, bénéficiant de l'ouverture d'archives et de récits de témoins, revisitent progressivement ces années noires. Les musées et mémoriaux de la Résistance, dont certains ont vocation nationale, s'appuient sur ces travaux, tout en s'inscrivant dans des sites et des territoires - ce qui les conduit à dialoguer avec les mémoires à l'œuvre et avec les institutions qui soutiennent leur travail de mise en patrimoine dans un souci pédagogique et parfois de valorisation d'une ressource touristique.

Aujourd'hui l'attention à l'émergence de nouveaux acteurs, de nouveaux récits et de nouveaux usages publics de la mémoire incite à poser l'hypothèse d'un redéploiement mémoriel. Ce redéploiement prend l'allure d'un événement contemporain qui modifie une mémoire héroïsante et doloriste, figée dans le seul devoir de mémoire, pour s'enrichir, sous des formes singulières et localisées, par des croisements et des partages en deçà et au-delà de la seule échelle nationale.

Tel est le constat et l'orientation qui conduisent à mettre en place sur l'année 2007 un cycle de réflexion sur les redéploiements des mémoires de la Résistance et de la guerre. Son objectif est d'examiner les diverses manifestations, et d'envisager les ressources et les défis d'un travail continué d'histoire et de mémoire à l'échelle locale, nationale et européenne. A l'échelle régionale, l'historiographie des lieux de mémoires fait apparaître de nouveaux usages et récits de mémoire, tenant compte tant des études historiennes réalisées que des transmissions et renouvellements générationnels, et de l'importance accrue des collectivités territoriales dans l'institutionnalisation de ces mémoires. A l'échelle internationale, les manières de commémorer font apparaître les sens différents accordés à ces mémoires et à leurs usages publics selon les contextes nationaux (France, Allemagne, Italie...), ainsi que les enjeux liés à leurs évolutions dans un contexte de construction européenne. Au-delà de l'opposition entre mémoire et histoire, quelles nouvelles formes de constructions publiques des mémoires de la guerre et de la Résistance se dessinent, entre transmission historique, débat public et pédagogie sociale ?

La journée du mercredi 13 juin 2007, première séance de ce cycle, porte sur les évolutions récentes des lieux de mémoires et d'histoire dans la région Rhône-Alpes, dans leurs rapports avec les sites et les territoires, et en appui sur l'expérience de professionnels. Comment rendre compte des nouveaux usages de la mémoire de la Résistance et de la guerre, en lien avec les singularités des territoires et leur développement autant qu'avec les récits nationaux ? Quels sont les acteurs, les formes commémoratives, les usages publics de l'histoire qui émergent et modifient les configurations de ces mémoires ? Quels changements produisent ou induisent la circulation et la diversité des publics, dans les formes et les contenus des productions mémorielles ? Comment les professionnels et les chercheurs qui se trouvent à l'intersection de l'histoire et de l'actualité de ces sites se saisissent du renouvellement des récits historiques et de leur inscription territoriale ?

MEMOIRES DE LA RESISTANCE ET DE LA GUERRE : REDEPLOIEMENTS EN REGION RHONE-ALPES

Programme de la journée

9 h 00 - 9 h 15
Accueil des participants

9 h 15 - 9 h 30
Ouverture et présentation de la journée : Dominique BELKIS, Université Jean Monnet - Modys, responsable du programme de recherches

9 h 30 - 10 h 00
Introduction : François PORTET, conseiller à l'ethnologie, DRAC.
Des évolutions des mémoires de la Résistance et de la seconde guerre mondiale à l'échelle régionale.

Matinée Lieux de mémoires et d'histoire de la Résistance et de la guerre : rapports aux sites et aux territoires

10 h 00 – 11 h 30
Des professionnels retracent l'évolution des relations entre les structures qu'ils animent et les territoires dans lesquels ils s'inscrivent. Après avoir rappelé les périodes-clefs qui ont marqué l'histoire de ces structures, il évoquent les rôles et missions qui leur sont aujourd'hui attribués, et parlent de leurs rapports aux territoires comme espaces d'inscription et d'initiatives.

Intervenants : Isabelle DORE-RIVE, directrice du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon ; Geneviève ERRAMUZPE, directrice de la Maison mémorial des enfants juifs exterminés d'Izieu ; Jean-Claude DUCLOS, conservateur en chef du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, Grenoble.

11 h 45 – 12 h 45
Christiane HOSS, historienne, co-fondatrice de Aktives Museum
L'expérience de Aktives Museum et le travail de préfiguration de Topographie de la terreur, Berlin.

Après-midi Mémoires publiques de la Résistance et de la guerre : sites, acteurs, récits, enjeux

14 h 30 – 14 h 45
Introduction : Alain BATTEGAY, sociologue Modys,
Le présent de la mémoire et de l'histoire

14 h 45 – 15 h 15
Marina GUICHARD CROZET, doctorante en anthropologie politique, Université Jean Monnet Modys,
Les associations de résistants et l'institutionnalisation de la mémoire de la Résistance sur le plateau des Glières.

15 h 15 – 15 h 45
Marie-Thérèse TETU, socio-anthropologue Modys, Philippe HANUS, Centre permanent d'initiation à l'environnement du Vercors,
Un tournant mémoriel sur le Vercors entre blocage et ressources.

15 h 45 – 16 h 15
Anne-Marie GRANET ABISSET, historienne, UPMF Grenoble, LARHRA,
Les usages de la mémoire en territoire délicat : quand l'histoire s'en mêle.

16 h 30 – 17 h 30
Ouverture du débat par André BRUSTON, sociologue, urbaniste

**13 JUIN 2007 - CENTRE D'HISTOIRE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION –
14, avenue Berthelot – 69007 LYON**

Ouverture de la journée

Dominique Belkis

Anthropologue Modys
responsable de l'atelier « travail de mémoire et mémoires partagées »

Bonjour et bienvenue à ce séminaire « mémoires de la résistance et de la guerre : redéploiements en région Rhône-Alpes ». Je tiens à remercier tout de suite le CHRD et sa directrice, Isabelle Doré-Rivé, pour nous accueillir aujourd'hui dans cette salle et pour avoir contribué au montage de cette journée de réflexion.

Certains d'entre vous ont déjà participé aux deux autres séminaires que nous avons organisé, ils connaissent donc déjà le cadre dans lequel s'inscrivent ces journées, mais pour les autres, je voudrais rappeler que cette rencontre est le dernier séminaire organisé dans le cadre d'un atelier de recherche qui fonctionne depuis deux ans maintenant et qui réunit des enseignants, des enseignants-chercheurs, et des chercheurs en sociologie et en anthropologie des Universités Lumière Lyon 2 et Jean Monnet de St Etienne. Cet atelier s'intitule « Travail de mémoire et mémoires partagées : vérité, traduction, événement, reconnaissance » et s'inscrit dans le cadre du Programme de Recherches Territorialisées Rhône-Alpes 2005-2007 « Quand la ville se raconte, enjeux culturels et urbains du travail de mémoire ».

Je rappelle que le PRT s'inscrit dans le cadre du programme interministériel « Culture, ville et dynamiques sociales », initié par le ministère de la Culture et le ministère de l'Équipement (PUCA) en collaboration avec les collectivités territoriales et pour ce qui concerne la région Rhône-Alpes, avec la Drac, le Grand Lyon et les villes de Lyon, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Villeurbanne et la ville de St Etienne. Ce programme est en outre dirigé par André Bruston qui nous fait l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui et interviendra en fin de journée pour lancer la discussion.

L'objectif de cet atelier était de créer un espace de réflexion sur les processus mémoriels à l'œuvre dans la ville. Il s'agissait, en croisant plusieurs approches disciplinaires mais également plusieurs professionnalités d'interroger les différentes dimensions du travail de mémoire ainsi que les enjeux sociaux, culturels et politiques qui lui sont liés. Pour aborder ces questions, nous avons choisi de partir des activités qui mobilisent ou créent de la mémoire avec en arrière plan une question centrale : En quoi ces activités autour de la mémoire sont-elles porteuses de partage c'est-à-dire en quoi elles participent de la construction d'un commun et, dans le même temps, en quoi elles créent de la séparation ? Nous voulions partager ces interrogations en confrontant nos réflexions à d'autres approches mais surtout à d'autres milieux professionnels que celui de la recherche. C'est pourquoi le parti pris de cet atelier a été dès le début de croiser différents discours et d'élaborer des journées de réflexion en collaboration avec les acteurs professionnels

directement concernés par la problématique travaillée. C'est ce que nous avons tenté de faire à partir de trois entrées très différentes qui sont autant de journées de séminaire.

Comme je l'ai dit, deux séminaires se sont déjà tenus depuis un an.

- Le premier a eu lieu à l'Université Lumière Lyon 2 en mai 2006, il a été organisé par Denis Cerclet et Bianca Botea dans le cadre du Master professionnel des métiers de arts et de la culture et s'intitulait « mémoire, événement et (de)territorialisation ».

Cette journée a permis de confronter diverses expériences d'artistes et acteurs du milieu culturel dans la ville en centrant le débat sur la place et la nature de l'intervention artistique dans l'espace public. Des exemples variés d'opérations esthétiques ont donné à voir le rapport complexe entre intervention artistique et mémoire. La mémoire est-elle seulement un prétexte ou un support à la création ou est-elle une résultante de l'intervention artistique dans l'espace urbain ? L'enjeu des interventions esthétiques dans l'espace public est apparu comme une possibilité de créer un nouvel ordre symbolique là où les formes traditionnelles de représentation du monde social ne parviennent plus à le rendre intelligible. Elles permettent d'habiter autrement l'espace, de le « reterritorialiser » à partir d'expériences sensibles partagées qui deviennent alors potentiellement des lieux de mémoire.

- La deuxième journée a eu lieu en janvier 2007 à l'Université de Saint-Etienne. Nous l'avons intitulée « Ville en construction : projet, regards d'ailleurs, mémoire ». Elle a été élaborée autour de l'idée qu'un processus de configuration urbaine donne à voir le lien problématique qui existe entre des mémoires multiples et un projet de nouvelle urbanité. Et si lors de la première journée sur l'événement esthétique, nous avons travaillé avec des artistes et acteurs du milieu culturels, nous avons ici travaillé avec ceux qui participent à la construction concrète et symbolique du projet urbain stéphanois puisque le montage de la journée a été élaboré en collaboration avec nos partenaires de la DDE de la Loire et de l'EPASE. Nous avons en effet choisi de faire du projet stéphanois un cas d'étude puisque nous sommes à Saint-Etienne en plein processus de reconfiguration urbaine dans lequel l'histoire locale et les mémoires sont des dimensions problématiques avec lesquelles les aménageurs doivent composer et sur lesquels ils s'appuient pour élaborer le projet de ville. C'est pourquoi nous avons interrogées la mémoire des projets et de ceux qui les élaborent (la mémoire comme opérateur du projet urbain) mais également les oublis de ces mémoires, celles qui sont enfouies ou mises de côté.

Les actes de ces deux journées sont en ligne et donc accessibles sur le site du Cresal/ Modys laboratoire qui porte ce programme ainsi que sur le site de la faculté de sociologie de Lyon2.

- Nous voici donc à la dernière journée de ce séminaire sur le travail de mémoire et le partage des mémoires. Vous avez vu sur le programme qu'il s'agit aujourd'hui de mettre la question des mémoires de la résistance et de la guerre à l'épreuve des approches pluridisciplinaires afin de dépasser l'opposition persistante et pourtant pas forcément productive entre mémoire et histoire ou, autrement dit, entre l'approche historique et l'approche anthropologique de la question de la mémoire. De la mettre à l'épreuve aussi du dialogue entre chercheurs et praticiens, ceux qui sont responsables de ces mémoires et de leur valorisation et de leur transmission à travers les lieux dont ils ont la charge, qu'il s'agisse de musées ou de mémoriaux. Enfin de la mettre à l'épreuve de la question du territoire. Et je pense que là est la question centrale de la journée et si l'on parle dans le titre de cette journée de redéploiement mémoriel c'est à la fois pour poser la question des enjeux actuels du travail de mémoire sur la 2^e guerre mondiale mais c'est également pour signifier que ces enjeux sont inscrits sur des territoires, que le travail sur cette mémoire et les actes mémoriels qui en découlent participent à créer de nouveaux rapports au territoire voire de nouvelles échelles territoriales en deçà et au-delà de la seule échelle nationale ; et ce n'est pas par hasard que nous avons invité Christiane Hoss du *Actives Museum* et qui

vient de Berlin pour réfléchir avec nous sur ce rapport entre mémoire et territoire ou plus précisément entre activités mémorielles, usages publics de ces mémoires et constitution des lieux de mémoire.

Voilà très rapidement l'orientation de cette journée pour laquelle des conservateurs de musées et des chercheurs ont acceptés de partager leurs expériences et réflexions. J'insiste sur ce point car c'est là l'un des enjeux centraux de ce séminaire que de mettre ensemble des publics divers et d'essayer de trouver un langage commun.

N'oubliez pas qu'il s'agit d'un séminaire de travail dans lequel toute parole est la bienvenue afin d'alimenter le débat. Aussi, n'hésitez pas à prendre la parole, mais comme cet atelier fera l'objet d'une publication d'actes, toute la journée va être enregistrée, je vous demanderai donc de bien vouloir systématiquement prendre un micro et vous présenter lorsque vous voulez intervenir.

Je vous souhaite une bonne journée et je passe tout de suite la parole à Alain Battegay qui va présenter le programme de la journée et que je tiens à remercier dès maintenant, ainsi que Marie-Thérèse Têtu pour avoir proposé et pris en charge l'organisation et le montage de cette journée.

Matinée : Lieux de mémoires et d'histoire de la Résistance et de la guerre : rapports aux sites et aux territoires

Introduction

Alain Battégay

Sociologue Modys

Bonjour,

Cette journée qui a été co-organisée et conçue par le Modys avec le CHRD et la Maison d'Izieu porte sur les redéploiements des mémoires de la Résistance et de la guerre, et part de l'expérience de musées et de lieux de mémoires régionaux.

Si elle a pu se réaliser sous ce format, à l'articulation de préoccupations de chercheurs s'intéressant au travail de mémoire dans le présent des villes, et de préoccupations de professionnels réfléchissant à leur expérience pour interroger leur place dans le présent des territoires dans lesquels ils s'inscrivent, c'est probablement que nous disposons d'un socle de constats partagés et de questionnements qui ont donné au terme *Redéploiement*, inscrit au titre de cette journée et choisi précisément en raison de son caractère non normatif, une partie de son sens.

Les redéploiements des mémoires de la Résistance et de la guerre que nous entendons aujourd'hui soumettre à diagnostic et à réflexion s'inscrivent dans une trame d'histoire récente de ces mémoires et des manières de commémorer dont je voudrais signaler ici quatre lignes fortes d'évolution, en m'appuyant sur de nombreux travaux d'historiens et d'anthropologues, qui, au début des années 80, se sont lancés dans une histoire de la mémoire.

- D'une part une prolifération des lieux de mémoires dédiés à la Résistance et à la guerre, depuis un vingtaine d'années, le milieu des années 80. (1988 : mémorial de Caen ; 1992, CHRD ; 1994 Mémorial de Vassieux, Musée de la Résistance de Grenoble, 1999 Centre de la Mémoire d'Oradour). Cette prolifération, accompagnant les perspectives de la décentralisation, a été interprétée comme un temps de dispersion de la mémoire sur le territoire national, en lien avec et qui se traduit par l'importance des politiques locales, parfois et souvent notables, que « *des politiques publiques ne suffisent pas à re-nationaliser* » (Rioux 160).

- D'autre part, par le passage d'une conception des mémoires de la Résistance qui entendait « honorer la mémoire de ceux qui ont été tombés dans la lutte victorieuse contre le fascisme et l'hitlérisme » à une conception de lieux de mémoire et d'hommage aux « victimes des horreurs de la guerre », sollicitant et s'appuyant sur une mémoire victimaire.

- En troisième lieu, par la concentration du feu sur les « années noires de l'Occupation (*Le chagrin et la pitié* -1971, *La France de Vichy* Paxton, 1973) qui a débouché de 1979 à 1994 sur les inculpations et condamnations de Leguay, Bousquet, Touvier, au procès Barbie-1987- et à celui de Papon établissant ainsi un rapport organique entre la diffusion, militante puis officielle du « devoir de mémoire » et l'instrumentalisation judiciaire de l'histoire.

- Enfin par l'institution de lieux de « provocation de la mémoire », de « remémoration intentionnelle », de temples du souvenir semblent accroître l'idée « qu'il suffirait de parler de quelque chose, de l'évoquer, pour provoquer un effet éducatif, civique, pour faire que ça ne recommence pas ».

Ce constat largement partagé et autour duquel converge nombre de réflexions, montre les nouveaux sens que prend la notion de devoir de mémoire, qui a été promue dans ces évolutions et qui a pris une densité sociale proportionnée aux hantises du présent autant qu'à la véracité d'un passé qui ne passerait pas. (Rioux, 165).

« Vieillesse des derniers témoins intéressés au premier chef, entrée en lice de leurs descendants et de leurs proches, activisme des médias qui croient compenser ainsi la recrudescence d'un présent qu'ils actualisent inlassablement, crise des valeurs qui bouchent l'avenir, mutations technologiques et sociales qui décrochent culturellement le train des générations, recherche par les anciens combattants d'un relais civique chez les jeunes à l'heure où ceux-ci ne sont plus conviés massivement au Service National, souci des pouvoirs publics de rafraîchir en urgence la citoyenneté : tout s'est mêlé pour faire de ce devoir de mémoire une occasion favorable, une évidence à bon compte, un substitut à la mise en perspective, un recours contre les désaveux, les pannes et les ruses de l'histoire présente ; une sorte de quasi-historicité à l'heure où l'individualisme, l'instantanéité et la mondialisation semblaient l'emporter. »

Or, précisément, ce que nous souhaitons examiner au cours de cette journée, c'est la manière dont opère, relativement aux mémoires de la guerre et de la résistance, le travail de mémoire lui-même, en inscrivant nos réflexions moins dans le devoir de mémoire, que dans le devoir d'intelligence, dont parle Rioux lui-même tout en reconnaissant que le débat et le départ entre devoir de mémoire et devoir d'histoire, d'intelligence, de connaissance ou de vérité sont difficiles.

Cela nous conduira dans la matinée, à entendre les réflexions et analyses des professionnels qui œuvrent dans des institutions de mémoire de la Résistance et de la guerre, et qui ont accepté de réfléchir à voix haute, à partir de leur expérience à la place qui leur est faite et qu'ils prennent dans les territoires dans lesquels ils s'inscrivent. En fin de matinée nous entendrons, en contre-point l'analyse de C. Hoss concernant le travail de mémoire qui a été mené à Berlin par l'association *Aktives Museum*.

L'après-midi sera consacré à des expériences régionales sur des territoires qui ont été des hauts-lieux de la Résistance et dont les rapports aux mémoires de la Résistance et de la guerre évoluent aujourd'hui. Elle se clôturera par un débat général animé par André Bruston. Nous vous remercions donc de réserver une grande partie de vos questions pour cet après-midi, de telle manière à ce que nous puissions entendre l'ensemble des intervenants pressentis et bénéficier de leurs réflexions.

Tenant compte du temps limité dont nous disposons, je passe immédiatement la parole à François Portet qui va nous proposer une mise en perspective, à l'échelle régionale, de l'évolution des mémoires de la guerre et de la Résistance.

Des évolutions des mémoires de la Résistance et de la seconde guerre mondiale à l'échelle régionale

François Portet

Conseiller à l'ethnologie, DRAC

Il est important de signaler que jusqu'à la fin des années 90 du précédent siècle, cette historiographie était encore très lacunaire, et les musées de la Seconde Guerre mondiale, pourtant nombreux (et particulièrement dans la région Rhône-Alpes, une quinzaine à ce moment-là) parce qu'ils étaient généralement des musées associatifs ou municipaux, étaient peu connus.

Nous avons la chance néanmoins de disposer de travaux d'historiens et notamment de deux mémoires d'Anne-Claire JANIER-MALNOURY que je citerai à plusieurs reprises, car elle porte sur ces musées un regard qu'on pourrait qualifier quelquefois d'ethnographique.

Les quelques observateurs qui ont tenté une approche historiographique des musées distinguent généralement deux générations dans la réalisation de ces musées : une première génération qui débiterait dans les années 50 jusque dans les années 80 : musées réalisés essentiellement par des associations d'anciens combattants et déportés, puis à partir de ce moment et surtout dans les années 90, la réalisation de musées « professionnels ».

C'est là une vision rapide qui ne tient pas nécessairement compte de l'évolution des structures : la plupart des musées contemporains sont issus de projets associatifs.

Dans les faits, juste après la Seconde Guerre mondiale, seulement deux musées sont réalisés presque immédiatement : le musée du Mont Mouchet (1946) et le Musée de Joigny (1946).

Les années soixante et sans doute la perspective et l'occasion du vingtième anniversaire de la Libération, avec notamment l'entrée de Jean MOULIN au Panthéon, célébrée par André MALRAUX, sont marquées par la création d'une vague de Musées de la Résistance et parfois de la déportation, attachés à un haut-lieu de la Résistance ou à un territoire. Dans cette période marquée par l'affrontement politique entre gaullistes et communistes, les musées se définissent la plupart du temps en référence à un mouvement de Résistance de même obédience. Entre 1962 et 1984-1985, une dizaine de musées sont ainsi créés.

Il s'agit du musée de la Résistance de Morette (Thônes), créé en 1962 avec une partie consacrée à la Déportation en 1965, dans le prolongement de la nécropole des Glières, des Musées de la Résistance et de la Déportation des deux plus grandes villes de Rhône-Alpes, Grenoble (1963-1965), Musée de la Résistance Dauphinoise (puis MRDI) et Lyon avec le Musée de la Résistance et de la Déportation (1965).

Est-ce un effet de la « concurrence » que se livrent les deux villes autour du titre de « Capitale de la Résistance »... ?

Puis un peu plus tard, le Musée de la Résistance et de la Déportation de Pont de Beauvoisin (1970) de Saint-Etienne (1970), le Musée de la Résistance et Déportation de Romans (1971), le Musée de la Résistance du Vercors (1973) fondé par Monsieur LA PICIRELLA... Puis en 1979, les musées de la Résistance de Bonneville (1979), Musée communal de la Résistance et de la Déportation de Vénissieux (1979).

On peut mentionner enfin le Musée de l'Armée Secrète et de Résistance d'Estivareilles (Loire) 1984, le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura à Nantua en 1985.

Il n'est pas question de reprendre ici dans le détail les analyses d'Anne-Claire JARIER-MALNOURY sur ces musées associatifs. Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'elle essaie d'appréhender dans quel processus mémoriel ces projets sont insérés.

Prenant au sérieux la construction de la mémoire et les phénomènes de reconnaissance du public de ces musées, elle évite l'écueil, le regard rapide et parfois dépréciatif que les observateurs « savants » portaient alors sur eux, ainsi par exemple ces commentaires émis lors d'une journée d'étude de 1996 : « Des musées d'histoire pour quoi, pour qui ? »

« Les musées associatifs présentent une histoire événementielle et biographique qui réussit la gageure d'être à la fois ennuyeuse et anecdotique, au pire, et le pire est le plus fréquent. On offre en pâture aux visiteurs une bouillie indigeste et incompréhensible de reliques où surnagent quelques morceaux coriaces de mythes (...) »

Un rapport, commenté dans cette même période évoquait aussi la « cohorte des musées pauvres » « rassemblant les photographies jaunies des camarades ».

L'historienne, en s'attachant de près à l'observation des ensembles de textes, des objets, des illustrations présentées dans ces lieux, apporte une analyse sensiblement différente.

Quelques exemples repris de ces observations à propos de deux musées de ce type permettent de comprendre comment à travers ces projets, se manifestent des « mémoires en construction ».

Bien entendu, ces mémoires collectives que l'historienne attribue à ceux qu'elle nomme génériquement « les anciens », s'exercent autour de la thématique privilégiée de la Résistance, et prioritairement de la Résistance armée.

Prenant l'exemple du musée dit de la PICIRELLA, dans le Vercors, elle le cite comme « l'œuvre d'un homme au caractère trempé Joseph La PICIRELLA, ancien combattant. C'est à la fois un musée-livre qui expose au jour le jour longuement le récit des actions menées dans la région, mêlé de réflexions très personnelles sur l'occupant et sa sauvagerie. En même temps, un musée collection d'objets où les armes tiennent une place énorme est présenté en parallèle (...). Plus qu'ailleurs la volonté du fondateur de faire de son musée un lieu de commémoration à caractère sacré s'impose presque autoritairement (...).

Si ces musées associatifs mettent d'abord en avant les faits de Résistance, y compris lorsqu'ils parlent aussi de la Déportation, certains d'entre eux dans leur souci de témoignage, vont assez loin, dans un travail qui vise par exemple à désanonymiser les combattants de la Résistance « à Morette, les anciens ont placé un très grand panneau offrant les visages de tous les résistants du plateau accompagnés de leurs noms, dates de naissance et décès. Ils ne passent pas sous silence ceux qui venaient d'ailleurs : Anglais, Espagnols ».

Je cite le texte :

« Éléments d'une importance extrême par sa valeur humaine et son expérience combative, un groupe de 56 espagnols auront une conduite exemplaire jusqu'au bout ».

Le musée du Vercors comme le note encore justement Anne-Claire JANIER-MALNOURY, est aussi conçu ainsi. « Joseph La PICIRELLA se fait un devoir de mettre un nom sur chacun des visages de ceux qui sont morts à la guerre ou de la barbarie nazie ou inversement de trouver le visage correspondant à un nom. Il est intéressant de remarquer que des Allemands sont nommés et représentés ».

Progressivement les vides devaient être comblés.

« Le Musée du Vercors de Monsieur La PICIRELLA est celui d'un soldat qui retrace les combats de sa région avec une célébration de ses morts ».

Ainsi a-t-il minoré, voire ignoré « tous les aspects qui le gênaient d'une France lâche, attentiste, collaboratrice (...). Il célèbre la mémoire de ceux qui sont morts soit en combattant, soit en étant victimes de la « barbarie nazie » au Vercors ».

Dans ces musées, la collaboration se résume bien souvent aux figures de la légion française ou de la milice.

L'observatrice note dans ces nouvelles la difficulté à dire la déportation, montrée avec des photos et illustrée dans telle ou telle présentation par des objets parfois fabriqués dans les camps. La surabondance de documents et d'objets nuit à la lisibilité.

La deuxième vague de création de musées, mémoriaux et centres d'histoire (qu'il s'agisse de création *ex nihilo* ou de refonte complète de ces lieux) concerne entre 1992 et 1995 neuf musées. On considère généralement que cette vague correspond sensiblement au cinquantième anniversaire des faits qui ont marqué la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est explicitement sur le registre de cet anniversaire qui signerait définitivement l'éloignement des mémoires et l'entrée dans l'histoire que se place par exemple une initiative conduite par un collectif de neuf musées autour de la publication de deux vidéogrammes intitulés « Déportés de Rhône-Alpes », l'un de ces deux volumes présentant les témoignages oraux d'anciens déportés. Le livret d'accompagnement de ces deux documents s'ouvre ainsi sur une citation de Paul RICOEUR « les cinquantenaires sont les lieux de la dernière confrontation de la mémoire des survivants et du travail des historiens ».

Et cependant, la création des trois plus importants des musées et centres de mémoires, qui se mettent en place dans cette période le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, la Maison des enfants juifs exterminés d'Izieu, et le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, sont directement liés, au moins pour les deux premiers d'entre eux au resurgissement, à la mise en lumière évidente des mémoires oubliées du grand public, des mémoires jusqu'ici silencieuses qui trouvent à s'exprimer alors en public.

En effet, l'événement fondateur pour ces deux institutions est bien le procès de Klaus BARBIE en 1987, présent dans ces lieux du C.H.R.D., par la diffusion d'extraits en continu, résonnant aussi dans toute la présentation du site d'Izieu, autour de la notion de « crimes contre l'humanité ». Au palais de justice de Lyon, à travers les derniers témoins qui ont pu évoquer les conditions de la vie dans la maison d'Izieu et l'organisation de la rafle du 6 avril 1944 sous la responsabilité de Klaus BARBIE, c'est une mémoire jusque là silencieuse et sans doute en partie oubliée par la population française qui s'exprime.

Sabine ZLATIN, par exemple, dans sa déposition, fait ainsi « remonter » des pans entiers de cette mémoire oubliée : la déportation des enfants et les mécanismes qui ont conduit à un génocide, mais aussi à travers son histoire personnelle et familiale, les mesure discriminatoires contre les Juifs de l'Etat français, la solidarité d'une partie de l'église catholique, une vision jusqu'ici peu connue des organismes de solidarité juive (une certaine vision des événements voyaient avant tout les Juifs comme des victimes), la collaboration, la délation sont aussi présents et enfin la question de la mémoire et de l'oubli des faits sur les lieux mêmes, à mon sens assez bien exprimée par ces deux affirmations à la fin de son témoignage.

« La gendarmerie enquêtant sur les déportations a demandé au Maire d'Izieu, M. TISSOT s'il avait des déportations à signaler dans sa commune, il a répondu par la négative ».

« Les habitants d'Izieu et de Bregnier-Cordon (...) n'ont jamais perdu le souvenir des enfants d'Izieu, des moniteurs et de leur directeur ».

Il reviendra à chacune de ces institutions de présenter leur action, le travail sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale qui a pu être effectué, avec la mise en place de comités scientifiques, un important travail documentaire (chacun de ces lieux a mis en place ainsi un important centre de documentation). Comment en ce qui les concerne le Centre et le Musée de la Résistance de la Déportation de Lyon et Grenoble, ont été construites des

expositions permanentes qui reposent sur un travail historique, et tout ce qui fait largement appel aux historiens ? Quelle place dans ces dispositifs est accordée aux mémoires à l'heure où les témoins directs des événements disparaissent ?

Comment à partir des thématiques « de la Résistance et de la Déportation », peut-on organiser une présentation plus générale de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, collaboration économique, épuration, etc., les silences et les oublis ? Y a-t-il des difficultés aujourd'hui encore au nom des mémoires, d'aborder ces mémoires honteuses, refoulées ?

Le procès BARBIE et d'autres procès pour complicités de crimes contre l'humanité qui interviennent dans les années suivantes (Procès contre Paul TOUVIER, arrestation de René BOUSQUET puis de Maurice PAPON) amènent sur le devant de la scène des silences et des oublis qui concernent plus directement la société française.

La Maison d'Izieu (peut-être Geneviève ERRAMUZPE s'expliquera sur les titres « Maison mémorial, maison des enfants juifs exterminés d'Izieu ») est réalisée à partir de cette mémoire-absence des enfants pour rendre présente cette absence. Avec deux bâtiments séparés où le mémorial (la maison) se distinguerait de « la grange musée », l'objectif resterait double : témoigner pour eux de l'histoire de ces enfants et de leur famille et donner à cette histoire une dimension universelle. Dans la grange musée, le parcours s'appuie sur l'histoire reconstituée à travers des recherches actives de chaque enfant et de sa famille.

Là aussi, comment s'articule ce travail de témoignage « pour » et une démarche historique à vocation universelle ?

A travers les exemples des trois « institutions » importantes mises en place, suivant des statuts différents entre 1992 et 1994 (un Conseil Général, une grande ville, une association à vocation clairement nationale) nous avons rapidement suggéré à la fois les thématiques contradictoires du resurgissement des silences et des mémoires oubliées et de l'éloignement en quelque sorte de l'horizon mémoriel qui accompagne avec la distance temporelle l'entrée dans l'histoire.

Qu'en est-il des musées, mémoriaux et centres d'histoire d'aujourd'hui de ces neuf musées rénovés, refondés dans ces années 90 ? Les premiers fondateurs, témoins des associations de résistants et des fédérations de déportés, ont dû s'éloigner pour laisser la place à des enseignants, ou des professionnels alors qu'un certain nombre d'entre eux étaient repris par des collectivités territoriales : villes, départements.

Peut-être conviendrait-il, à ce point de notre exposé, de considérer une dernière dimension dans les enjeux contemporains des mémoires : la contradiction forte qui peut exister entre des attentes de la société nationale qui emblématise et patrimonialise certains sites considérés comme des « hauts lieux de la mémoire » et un travail localisé autour des mémoires. Il en est très certainement ainsi des sites comme le massif du Vercors et le Plateau des Glières dont il sera question cet après-midi.

Des témoins aux héritiers et aux héritages

Aujourd'hui la refonte de certains musées est envisagée. Ainsi des musées réalisés par des groupes de résistants ou des personnalités charismatiques comme le petit musée de la Résistance de Vénissieux « illustrent la volonté de témoigner des résistants communistes à travers leur chef, le commandant CUVIER organisateur des maquis de l'Azergue » ou encore le musée de Bonneville qui a une histoire à peu près identique.

A des degrés divers, les trois musées qui sont entrés dans un processus de rénovation dans les années 90 sont confrontés à la difficulté de traiter les mémoires de la période de guerre et au passage des témoignages aux « héritages contemporains des valeurs ».

A Estivareilles dans la Loire par exemple, l'équipe de la Conservation du musée a recentré la présentation du musée autour d'une histoire générale du XXe siècle, dans laquelle Résistance et Déportation sont incluses. La mémoire des combats d'Estivareilles et de l'Armée Secrète qui constituent le socle de l'ancien musée occupe toujours une place centrale mais à l'intérieur d'une histoire générale du XXe siècle. C'est explicitement en réaction avec cette orientation que le « lieu de mémoire » installé à Saint-Etienne en 1999 s'intitule ainsi « Mémorial de la Résistance et de la Déportation de la Loire ».

L'exemple du musée de la Résistance et de la Déportation de Nantua est sans doute assez significatif de la difficulté des « musées de mémoire et d'histoire » à la fois à traiter des différentes mémoires et à se déplacer de la mémoire légitime des témoins vers un « héritage » encore imprécis autour des notions de citoyenneté et de « fragilité de la liberté ».

Le musée de Nantua est l'un des musées de la Résistance détenant le plus grand nombre d'objets, avec un important fonds iconographique, des documents d'archives sur la Résistance et la Déportation, des affiches de propagande, des films. Dès la création de l'association en 1985, un corpus d'une centaine de témoignages de Résistants et Déportés a été collecté. La responsable du musée affirme que le Musée ne peut pas se « limiter à transmettre des connaissances historiques ».

Pour autant, le musée souhaite se démarquer d'organismes d'anciens combattants qui mélangeraient selon elle mémoire et souvenir. Dans cette perspective aussi, le musée souhaite se dégager des manifestations commémoratives. Pour se déplacer du souvenir vers les mémoires, le travail du musée voudrait élargir la notion de Résistance au-delà des maquis, s'intéresser aux faits de résistance civile dans les villes et les villages. Le musée d'Oyonnax nous semble un résumé assez exemplaire de cette tentative d'élargissement des mémoires, d'appel à de nombreux faits qui étaient jusque là passés sous silence, et ce travail qui est certes un travail historique est aussi un travail en direction des mémoires plurielles qui trouve ses limites lorsqu'il s'agit d'aborder localement par exemple les mémoires de la collaboration.

Isabelle Dore Rive

directrice du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon

Le C.H.R.D., que vous découvrez peut-être aujourd'hui pour la première fois est installé dans un lieu chargé d'histoire, de mémoire et aussi, donc de mythes et de fantasmes. Les locaux de l'ancienne école des Services de santé militaire, édifiés en 1881 par A. HIRSCH, architecte de la Ville de Lyon pour y accueillir ce service « replié » depuis Strasbourg. Cet édifice de facture classique a été le siège de la Gestapo lyonnaise entre mars 1943 et mai 1944. C'est surtout à ce titre qu'il est connu des Lyonnais, bien plus, je pense, que l'hôtel Terminus, les prisons de Montluc, Saint-Joseph, Saint-Paul ou que la Doua. L'imaginaire collectif associe l'avenue Berthelot aux « années noires » : le bâtiment tel qu'il se présente à vous est incomplet : manque l'aile qui était située en façade, sur l'avenue même et qui, presque totalement détruite par le bombardement du 26 mai 1944, n'a jamais été reconstruite.

Paradoxalement, l'histoire du lieu nous est mal connue, notamment pour ce qui concerne la période de la guerre. C'est notamment des informations sur les destinations des différents lieux qui font cruellement défaut. Cette absence d'étude précise peut en partie s'expliquer par les contradictions existant dans les récits des témoins (rares, bien sûr), mais aussi par un respect quasi superstitieux d'une mémoire douloureuse et encore chargée d'une indicible terreur.

Depuis quelques mois, trois ans après nos voisins et amis du L.A.R.H.R.A., nous nous intéressons à l'histoire du lieu. Les Journées du Patrimoine, en septembre prochain devant nous donner l'occasion d'une première synthèse.

Depuis, nous avons, grâce à l'aide du Docteur GUILLIN, entrepris des recherches dans les archives de l'École de Bron.

Il y a une réelle contradiction à établir un musée dédié avant tout à faire connaître l'histoire de la Résistance, et à la célébrer dans le lieu le plus emblématique de l'occupation allemande et de la répression allemande. À bien y réfléchir, la plupart de nos lieux sont des lieux de souffrances, d'oppression, marqués par la présence des bourreaux. Demandez à un visiteur de citer « les lieux de la Résistance à Lyon » : il vous citera Caluire, l'avenue Berthelot, l'Hôtel Terminus, la prison de Montluc. Et très probablement pas les centaines de « boîtes aux lettres », les cafés, les salons, les cuisines, ni même les usines, administrations (je reste en ville et n'évoque donc pas les maquis).

La résistance et la déportation, son corollaire répressif (attention, je ne parle pas de la Shoah), n'évoque paradoxalement pas tellement la vie. Et pourtant...

Les origines

Le C.H.R.D. doit sa vie à lui à plusieurs volontés farouches et obstinées : celles d'un groupe d'anciens Résistants et Déportés d'abord, qui constitués en une association baptisée « les amis du musée de la Résistance et de la Déportation » ont créé en 1965 le premier « musée » alors hébergé dans les locaux du musée Guimet. Pour ce faire, ils ont réuni une collection faite de photographies - de différentes provenances, on ne se souciait guère des

droits alors -, d'affiches, de faux tampons, d'archives d'associations. Chacun apportant, jour après jour, ce qui finit par constituer la base de la collection du musée, contrôlé par l'Etat à partir de 1965.

Très vite, les deux salles allouées par le musée se révélèrent insuffisantes et les membres de l'association se mirent à rêver d'horizons plus vastes pour pérenniser la mémoire de la Résistance lyonnaise et de la Déportation.

La ville fut sollicitée à plusieurs reprises.

En 1983, commença l'instruction du procès de Klaus BARBIE. L'histoire de la Résistance lyonnaise et plus largement de Lyon sous l'occupation, se trouva alors projetée sur le devant de la scène pour le meilleur (l'intérêt suscité dans l'opinion) et pour le pire (les fantasmes sur les révélations potentielles de l'accusé, en particulier à propos de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire).

Le procès se déroule du 11 mai au 3 juillet et provoqua bien l'effervescence médiatique escomptée. Ce qui marqua les esprits, ce ne fut pas tant Klaus BARBIE que les très nombreux témoignages de ses victimes, qui pour la plupart parlaient pour la première fois. Ce procès avait été conçu comme une immense leçon d'histoire : des classes entières assistaient aux séances, et surtout il fut filmé « pour l'histoire ».

Cet auditorium a pour vocation principale de servir à la diffusion, 5 fois par jour, des 45 minutes d'extraits tirés des 180 heures de tournage.

L'émotion suscitée encouragea certains acteurs du procès mais aussi la municipalité à se lancer dans la construction de ce Centre (les locaux se trouvaient alors vacants).

Il s'agissait de conserver et transmettre « la mémoire » à travers un musée doté d'un centre de documentation et d'archives, mais aussi d'une galerie d'actualité tant il semblait déjà évident qu'il était primordial de créer un lien avec le monde contemporain, une vaste salle d'expositions temporaires.

Le lien avec le contemporain, la défense des droits de l'homme était clairement affirmé par le rattachement de la nouvelle structure à la délégation « aux droits des citoyens » et non à celle de la culture, particularité conservée jusqu'à nos jours ou presque.

Projet lyonnais, établissement municipal : pas un franc ne fut demandé à l'Etat ou à d'autres collectivités : seule la ville assura les frais d'investissement et ensuite de fonctionnement.

C'est ce dernier poste, bien sûr qui se révéla le plus lourd sur le long terme. Aujourd'hui, l'Etat contribue un peu au fonctionnement.

Fonctionnement et missions

Les anciens Résistants et Déportés, acteurs des faits, demeurent acteurs du fonctionnement de la structure.

Tout d'abord par le biais du Conseil d'Orientation, autrefois dénommé Conseil de Gestion (à tort puisqu'il s'agit d'un établissement municipal donc sans grande latitude de gestion) : il rassemble sept associations représentant les différentes tendances de la Résistance : A.N.A.C.R., F.N.D.I.R.P., M.U.A.D.I.R., C.V.R...

Ces mêmes associations sont chargées de « permanences » réparties sur des ½ journées : ils accueillent alors les scolaires, toujours plus nombreux (35 000 par an).

Cette demande pédagogique intergénérationnelle est au cœur même des missions du C.H.R.D. Elle a évolué avec le temps, les demandes, les attentes, mais l'échange demeure.

La collection du musée, quant à elle, reste un peu « en retrait ». Peu présente dans l'exposition permanente qui traite surtout les phénomènes au niveau national, à partir de documents issus de fonds nationaux, elle n'est guère jusqu'à maintenant mise en valeur par

les expositions temporaires, dont les sujets embrassent des périodes plus vastes, et d'autres espaces.

L'année 1994, cinquantième anniversaire vit une sorte d'apogée de fréquentation : 69 000 visiteurs, dont une part importante en mars-avril : donc avant les anniversaires mais pendant l'exposition DOISNEAU, qui contribua à lancer l'établissement, et à en faire un lieu d'expositions photo reconnu.

L'autre pic de fréquentation intervient dix ans plus tard, en 2004 donc, avec le succès espéré mais inattendu, de l'exposition consacrée à Germaine TILLION, grande Résistante, très peu locale.

Pour résumer : le territoire d'implantation du C.H.R.D., c'est la ville ou l'agglomération lyonnaise, son territoire de rayonnement, c'est la région au sens un peu plus large et sa nouvelle frontière, c'est le national.

Parallèlement, le C.H.R.D. se redécouvrit musée, en 2002. Le 20 août exactement, le musée devient musée de France le 3 février de l'année suivante.

Musée = collections.

Le premier de nos devoirs est de conserver une collection atypique car en grande partie immatérielle (700 témoignages sur support audiovisuel).

L'histoire dans la Ville

Alors que nous nous interrogeons depuis plusieurs années sur ce que sera notre Centre après la disparition des témoins, se pose une autre question, moins anticipée : celle du devenir des lieux.

Des lieux de la répression le plus souvent donc.

A cet égard, le prochain transfert des détenus des trois prisons de Lyon, vers un nouveau centre de détention à Corbas a servi d'électrochoc. La question, portée avec passion par un certain nombre d'anciens, dont Monsieur TASSANI, peut se poser simplement : que faire de Montluc ? Et si on conserve ce lieu comme lieu de mémoire, qui va payer ?

Cette échéance : la prison sera vide fin 2009 nous a fait comprendre l'urgence de prendre en compte l'ensemble des lieux au C.H.R.D. D'en étudier l'histoire d'abord, et de les rendre virtuellement (et si possible réellement) accessibles ensuite.

Il est acquis que l'on ne peut « tout garder », les nécropoles nationales (je pense autant à celle de la Doua qu'à celle de Chasselay), ont cela de bon qu'elles sont faites pour être gardées, dûment (et très bien d'ailleurs) entretenues par l'Etat qu'elles ont, si je puis dire, leur avenir tout tracé. Pour l'instant du moins. Cela n'exclut pas qu'on se pose la question de leur valorisation, que nos amis ethnologues s'interrogent sur les liens qui vont mener les générations futures à cette histoire qui devient ancienne.

Les lieux récemment édifiés (mémorial arménien) l'ont été à la demande expresse d'un groupe.

Quant aux prisons, hôtels, écoles, immeubles qui furent les théâtres des événements tragiques de la guerre, ils étaient jusqu'alors toujours prisons, hôtels, écoles, immeubles ou caves et cela constituait leur meilleure chance de conservation. Pour la mémoire...

Avant de devenir lyonnaise, j'ai longtemps travaillé dans l'ouest de la France, en milieu semi-rural, mais avec le monde rural. Cette zone avait connu, entre 1940 et 1942, une intense activité, en arrière de la grange littorale, pour le renseignement. Les sites de

parachutage, de « pic up », d'émission, les caches d'armes ou d'hommes y étaient extrêmement nombreux.

Cette terre avait depuis longtemps été rendue à l'agriculture (la formule est jolie, mais en fait, elle n'avait jamais cessé d'être agricole), remembrée (terrible, le remembrement dans l'ouest !), mais d'anciens résistants, agriculteurs avaient, il y a 25 ans déjà, entrepris de poser des « balises » sur les lieux où « il s'était passé quelque chose » et de cartographier (à la main, cela va sans dire) cette géographie non maritime.

C'est ce type de projet que je souhaiterais mettre en œuvre avec vous, en milieu urbain certes, mais cela ne change rien.

Geneviève Erramuzpé

directrice de la Maison mémorial des enfants juifs exterminés d'Izieu

La Maison d'Izieu est un lieu d'histoire et de mémoire. C'est un lieu "authentique", qui n'a été ni un camp, ni un lieu de mort, mais bien au contraire un lieu de vie, un refuge.

Ouverte par un couple, Sabine et Miron Zlatin, elle accueille de mai 1943 à avril 1944 cent cinq enfants juifs pour les soustraire aux persécutions antisémites.

Après la défaite de juin 1940, le couple Zlatin s'est installé en zone Sud, près de Montpellier.

Avec le soutien de la Préfecture de l'Hérault, avec l'aide de deux prêtres catholiques, Sabine Zlatin ouvre à Palavas les Flots, un home d'enfants de l'OSE, cette maison accueille à partir de 1941 quelques uns de ces enfants que cet organisme fait sortir des camps d'internement du sud de la France.

À la suite des grandes rafles de l'été 1942 et la décision de déporter les enfants de moins de seize ans (y compris ceux, jusqu'alors épargnés en zone non occupée), les maisons d'enfants ne sont plus un refuge sûr. Dès la fin du mois d'août 1942, l'OSE prend la décision de fermer les maisons d'enfants et d'organiser leur sauvetage par des voies clandestines. Petit à petit, tous les refuges sont fermés avant que l'OSE n'organise son repli à Chambéry.

En avril 1943, la situation se dégradant dans l'Hérault, le couple Zlatin part, sur la demande du préfet, avec quelques enfants vers l'Ain, alors sous occupation italienne. Aidés par le sous-préfet de Belley, ils s'installent dans une grande maison à Izieu.

La maison sert de lieu de passage à ces enfants, avant qu'ils soient pris en charge par une famille d'accueil, une autre colonie ou une filière pour gagner la Suisse. La vie s'y organise presque normalement.

Au matin du 6 avril 1944, 44 enfants et 7 éducateurs s'y trouvent. Sur ordre de Klaus Barbie, responsable de la Gestapo de Lyon, ils sont raflés et déportés. À l'exception de deux adolescents et de Miron Zlatin, fusillés à Reval (aujourd'hui Tallin) en Estonie, le groupe fut déporté à Auschwitz. Seule une adulte en revint, tous les autres furent gazés dès leur arrivée. Un adulte parvint à s'échapper pendant la rafle et fut sauvé grâce à la solidarité d'habitants d'Izieu.

Ce n'est qu'après l'arrestation de Klaus Barbie et surtout son procès en 1987 à Lyon, que l'histoire et la mémoire de la colonie d'Izieu sont entrées dans la mémoire collective nationale.

les périodes et dates clés avant 1994

- 1946

Dès 1945/46, Sabine Zlatin entreprend des démarches officielles pour faire connaître l'histoire des enfants et faire poser une plaque commémorative sur la maison d'Izieu. Une souscription nationale est lancée pour recueillir les fonds.

La première commémoration officielle de la République à Izieu se déroule le 7 avril 1946, elle est présidée par Laurent Casanova, ministre communiste des Victimes de guerre. Ce jour là, on inaugure et dévoile la plaque apposée sur la Maison, et dans le village de

Brégnier-Cordon, en contrebas d'Izieu, le monument de pierre que la commune a fait édifier à la mémoire des victimes de la rafle, monument en partie dessiné par Sabine Zlatin. Cet événement d'avril 1946 est extrêmement important. La population locale y est présente, le proviseur du collège de Belley (où quatre des plus grands enfants ont été scolarisés) est venu, comme également le père Chailley, fondateur de *Témoignage Chrétien*, et acteur important du sauvetage d'enfants juifs au cours de l'été 1942 lors de la nuit de Vénissieux.

Quelques mois auparavant, à Nuremberg, au cours d'une audience en février 1946, Edgar Faure produit parmi les pièces de l'accusation française le télégramme qui confondra Klaus Barbie 41 ans plus tard à Lyon. À Nuremberg en 1946, ce ne sont pas l'histoire d'Izieu et Klaus Barbie qui intéressent le tribunal international, mais la citation de la rafle qui permet de verser une preuve supplémentaire au dossier de la déportation des Juifs de France et en particulier des enfants.

- 1964

Il faut attendre presque vingt ans pour qu'une deuxième cérémonie, officielle, se déroule en présence de quelques personnalités, ce sera à l'occasion du vingtième anniversaire de la rafle en 1964. Cependant qu'à titre privé, Sabine Zlatin comme d'autres personnes directement concernées par la rafle viennent régulièrement et chaque année se recueillir devant la maison.

- 1984

8 avril 1984 :

Date marquante dans la mémoire d'Izieu en ce qu'elle est à l'origine d'un clivage.

Le public a été convié à une cérémonie très œcuménique qui rassemble Juifs, Chrétiens, hommes politiques de tous bords (gauche et droite) et d'autres personnalités telles que le grand rabbin de la région Rhône Alpes, l'archevêque de Lyon, Mr Decourtray, les époux Klarsfeld auxquels on doit la traque, l'arrestation et le retour en France de Klaus Barbie en février 1983.

Cette cérémonie est d'autant plus importante que l'on est en cours d'instruction du procès de K. Barbie, et qu'il s'agit de mobiliser l'opinion publique jusqu'alors peu concernée.

Le président à l'échelon national du CRIF, Théo Klein, dans son discours, déclare (citation) : « *nous avons commis comme les autres, un péché d'oubli envers ces enfants* ». Il parle au nom de la collectivité juive pour exprimer le regret qu'elle ait ignoré l'histoire des enfants d'Izieu et ne les ait pas commémorés jusqu'alors. C'est ce « *comme les autres* » qui va blesser et braquer profondément et pour longtemps les autorités et la population locale.

dernier dimanche d'avril 1984 :

La riposte vient quelques semaines plus tard dans le discours du maire de Brégnier-Cordon lors de la journée nationale de la déportation : *"Comme les autres, la formule valait assurément pour la communauté au nom de laquelle le président du CRIF parlait et vaut aussi pour d'autres associations. Elle ne s'appliquait pas aux institutions de la république et notamment à celle au nom de laquelle je parle..."*.

Il fait allusion au souvenir de cet événement, préservé localement, et commémoré chaque année par certaines communes des environs, par les venues régulières de Sabine Zlatin et des familles des enfants disparus. Démarches individuelles des personnes ayant été proches des enfants ou sensibles à cette histoire.

D'une certaine façon, "la hache de guerre était déterrée" : à compter de cette date, l'histoire des enfants de la colonie d'Izieu et leur rafle deviendront l'objet d'enjeux mémoriels.

- **1987** : le procès de K. Barbie

C'est le procès de Klaus Barbie à Lyon de mai à juillet 1987 qui porte définitivement à l'échelon national et international la connaissance de l'histoire de la colonie d'Izieu, plusieurs audiences (3) du procès sont consacrées à la rafle d'Izieu qui est l'un des quatre chefs d'accusation retenus pour condamner Barbie à la réclusion à perpétuité pour crime contre l'humanité.

- **de 1988 à 1994**

À l'issue du procès, de nombreuses personnes groupées autour de Sabine Zlatin décident de fonder une association dont l'objectif premier est d'acquérir les lieux pour en faire un "musée mémorial" (ambiguïté de la dénomination déjà).

Le 4 mars 1988, l'association, dite "Musée mémorial des enfants d'Izieu" est créée « *en souvenir des 44 enfants, de leur directeur et de leurs éducateurs, juifs et martyrs, déportés le 6 avril 1944, et en hommage aux résistants et déportés, plus particulièrement de l'Ain, de l'Isère, du Jura, du Rhône, de la Haute-Savoie, de la Savoie et de la Saône-et-Loire* ».

On note la référence aux *résistants et déportés* de plusieurs départements, et l'on a du mal à repérer les liens directs entre la colonie d'Izieu et les résistants déportés du Jura ou de Saône-et-Loire, par exemple, si ce n'est à regarder du côté des souscripteurs, par exemple. La mention de cette référence indique que l'enjeu, déjà, pour Mme Zlatin est de faire, dans le lieu même de l'histoire, un musée-mémorial (concept aux contours assez flous) ouvert à tous, et particulièrement aux jeunes générations et affranchi de toute appartenance communautaire revendiquée, en dépit des premières manifestations de cette revendication, déjà à la fin des années 1980. En introduisant de la résistance là où il n'y en n'avait pas vraiment, Sabine Zlatin comprend que c'est par ce biais (ou cette allégeance) que l'association ancrera le lieu dans le champ de la laïcité et de la mémoire partagée car universelle. Cependant, que cela reste clair : il n'a jamais été question, à aucun moment, de dissoudre dans l'universel la singularité de l'histoire des enfants d'Izieu.

Donc, une volonté associative préside à la création du lieu, mais, une volonté associative soutenue et relayée par l'Etat. Sabine Zlatin, aidée de quelques personnalités, parvient à intéresser François Mitterrand, alors président de la République. Grâce à une souscription nationale, l'association acquiert en juillet 1990 la "Maison d'Izieu". En 1992, François Mitterrand, inscrit au programme des Grands Travaux le projet d'un musée dédié aux enfants d'Izieu. Le 24 avril 1994, il inaugure le "Musée mémorial des enfants d'Izieu".

Auparavant, par décret présidentiel du 3 février 1993, la Maison d'Izieu est devenue, avec l'ancien Vélodrome d'Hiver et l'ancien camp d'internement de Gurs, l'un des trois lieux de mémoire nationale des persécutions racistes et antisémites commises par l'Etat français sous le régime de Vichy.

Nouvelle ambiguïté introduite, avec cette décision qui n'avait d'autre objectif que de "territorialiser" Izieu dans la République.

Le rôle et les missions de l'institution

Dès la création de l'association, par ses statuts : *la Maison d'Izieu est un lieu d'accueil et d'éveil à la vigilance, à travers l'évocation des enfants d'Izieu et la perpétuation de leur souvenir, elle consacre ses activités à l'information et à l'éducation de tous les publics sur le crime contre l'humanité et les circonstances qui l'engendrent. Elle entend contribuer à la défense de la dignité des droits et de la justice et à la lutte contre toutes les formes d'intolérance et de racisme.*

On accorde autant d'importance à l'éveil à la vigilance et l'incitation à la réflexion qu'à la perpétuation du souvenir.

De récentes modifications statutaires ont introduit le mot "histoire" dans la définition et les missions de l'institution : La maison d'Izieu est un lieu d'histoire et de mémoire.

Il était temps.

En 1993, disposant de très peu de temps, les muséographes allèrent à l'essentiel, dissociant par les bâtiments les deux fonctions du lieu : une ancienne grange fut dédiée à l'*Histoire* et accueille l'exposition permanente, tandis que la maison, bâtiment où vécut le groupe des enfants et des adultes fut dédiée à la *Mémoire*.

Mais, paradoxalement, lors de l'inauguration d'Izieu en 1994, le travail historique sur l'histoire de la colonie d'Izieu était loin d'être terminé, il était même à peine entamé. Depuis plusieurs années se poursuit le travail de recherche qui avait été entrepris en dépouillant les archives, celles en notre possession et les autres réparties dans divers fonds, et en collectant des photos quand cela est encore possible.

C'est ce travail d'histoire qui peut d'une certaine façon nous "sauver" des dérives mémorielles qui ne prennent appui que sur du symbolique, voire d'irrationnel et sur lesquelles je reviendrai pour finir.

Dans ses statuts toujours, la suite du texte cité plus haut est :

"Elle entretient avec des établissements comparables, en France et dans d'autres pays, des liens de partenariat et d'échange."

Ainsi la dimension de partenariat et d'échanges, tant en France que dans d'autres pays, est-elle clairement exprimée, nous avons fait en sorte que ce ne soit pas une clause de style, mais une réalité.

À Izieu, il est rapidement devenu évident que l'histoire ne pouvait être travaillée sous un angle "loco-local". La Maison d'Izieu, lieu d'accueil des enfants, a fonctionné pendant onze mois, de mai 1943 au 6 avril 1944. Certes, l'histoire de cette maison est toujours replacée dans le contexte de la politique antisémite de Vichy et de l'organisation du sauvetage des enfants juifs, mais le motif pour lequel le couple Zlatin vient de Montpellier à Izieu (qui est alors en zone d'occupation italienne) et les origines multiples de ces enfants arrivés à Izieu, invitent à donner au travail d'histoire un caractère plus européen.

L'engagement de la Maison d'Izieu dans des activités régulières et durables avec des partenaires, allemands, italiens, espagnols et nous l'espérons bientôt polonais, répond à trois objectifs :

- **travailler l'histoire ensemble,**
- **transmettre,**
- **commémorer ensemble.**

La découverte de l'histoire de nos voisins et de leurs lieux de mémoire est nécessaire pour les historiens, les enseignants et les personnes travaillant elles-mêmes dans les mémoriaux. Outre l'évident enrichissement intellectuel, professionnel, muséographique que l'on en retire, l'étude comparatiste, les projets communs aident à évoluer en portant un regard théorique et critique sur nos propres pratiques professionnelles. Il est nécessaire, pour comprendre les lieux de mémoire européens et la manière dont le contenu informatif y est organisé, de se placer dans un va et vient entre l'histoire singulière du pays étudié et la façon dont il a géré sa mémoire. L'exemple italien est particulièrement intéressant à cet égard.

C'est à ce type de travail et de projets que la Maison d'Izieu consacre une partie de ses activités. Ainsi des projets communs ont-ils vu le jour sur des thématiques définies ensemble et sous des formes diverses : échanges d'expositions, d'historiens, production de documents communs et bilingues de recherche historique, et surtout des projets d'accueil réciproque et d'échanges d'élèves autant que des formations communes d'enseignants.

Dans le projet d'extension de nos activités et des bâtiments, nous prévoyons de développer l'exposition permanente et les activités pédagogiques autour de trois axes en y introduisant

chaque fois que cela sera possible des références ou des exemples pris dans d'autres lieux en Europe :

1/ les enfants juifs arrivés à Izieu, leurs parcours, leurs nationalités diverses, l'histoire de la colonie et les raisons de son implantation à Izieu (la situation du village en zone italienne). Le développement d'un récit historique plus documenté que celui actuellement présenté est nécessaire (la création dans l'urgence du mémorial a empêché la possibilité de mener des recherches très approfondies, développer le thème de l'occupation italienne et de ses conséquences "bénéfiques" pour les juifs pourchassés ailleurs est intéressant et peu traité),
2/ le crime contre l'humanité, l'évolution du droit pénal dans ce domaine, les grands procès de l'après-guerre, leur rôle pour la connaissance historique et la mise en oeuvre des démocraties,

3/ la mémoire : à quoi sert un lieu de mémoire, qu'est-ce, pourquoi faut-il se souvenir, et comment s'opère la sélection entre mémoire et oubli, la transmission de la mémoire (les acteurs et les vecteurs de cette transmission), les modalités de la transmission, les usages politiques de la mémoire, ceci dans une perspective comparée prenant appui sur les exemples d'autres pays et lieux en Europe ?

Depuis 1994 jusqu'à ce jour, l'ambiguïté ne profite à personne.

Mémoire locale, mémoire nationale, mémoire communautaire : quels sont les territoires de la mémoire ?

Dès sa création, avec une accélération depuis quelques années, la vie de l'association est traversée de crises, de tentatives de remise en question de ses missions de la part des adhérents qui la composent.

Car là est bien la complexité de la situation : nous sommes tiraillés entre la demande associative qui devient de plus en plus communautaire, et l'offre professionnelle qui tend à maintenir le cap sur le travail d'histoire, de réflexion et d'ouverture.

Mais les événements qui perturbent régulièrement la vie de l'association lors de ses rassemblements ne sont au fond que la cristallisation de la suite d'ambiguïtés, dont l'origine remonte à la création du mémorial, lorsque les fondateurs ont voulu que soit construite et transmise la mémoire des enfants d'Izieu : en respectant la singularité du génocide des Juifs sans l'enfermer, en l'intégrant dans une histoire universelle à laquelle elle appartient aussi.

Le grief principal fait par certains membres de l'association à d'autres membres de l'association a été ainsi formulé dans l'accusation de : "déjudaïser la Shoah". Le fond du problème se trouve résumé dans la dernière phrase du courrier qu'un adhérent nous avait adressé en 2005 : "La Maison d'Izieu appartient à la République, mais les 44 enfants d'Izieu appartiennent au peuple juif". C'est cette question de l'appartenance qui se pose de façon déterminante à Izieu.

D'où la question : à qui appartiennent l'Histoire et la Mémoire ?

Jean-Claude Duclos

Conservateur en chef du patrimoine
*Directeur du Musée dauphinois et du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère /
Maison des Droits de l'Homme*

L'expérience iséroise

Initié dès 1963 en vue du 20^{ème} anniversaire de la Libération, le musée de Grenoble appartient à cette première génération de musées de la Résistance et de la Déportation voulus par des anciens résistants et déportés, engagés eux-mêmes dans des associations majoritairement orientées à gauche. Quatre personnages y jouent un rôle capital. Il s'agit d'un ancien résistant, communiste et directeur d'école, d'un inspecteur d'académie, du directeur des Archives départementales et du président de la section iséroise de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance) qui regroupe le plus grand nombre de résistants du département. Les deux premiers sont d'ardents partisans de la "pédagogie Freinet". Peut-être faut-il préciser que cette pédagogie, initiée dans les années 1930 par Célestin Freinet et toujours en pratique dans plusieurs pays, consiste à gagner la confiance des enfants et développer leur personnalité et leur autonomie en les conduisant à enquêter, interroger et dépouiller eux-mêmes des documents afin qu'ils se communiquent l'acquis de leurs recherches.

Trois anciens résistants déportés, membres du comité directeur de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés, résistants patriotes) de l'Isère - l'association qui rassemble le plus grand nombre de rescapés de la Déportation - rejoignent peu après les quatre promoteurs et les décident à remplacer la première appellation, celle de *Musée de la Résistance dauphinoise*, par celle de *Musée de la Résistance et de la Déportation*. Par ailleurs, dès l'origine, la précaution est prise de confier la présidence de l'association du musée à un représentant de l'Education nationale. Ainsi le musée ne devrait pas être soupçonné d'être inféodé à une association plutôt qu'à une autre et les enseignants pourraient y conduire leurs élèves en confiance. Quoi qu'il en soit, la vocation pédagogique de ce musée était affirmée comme majeure, dès sa création.

Le maire de Grenoble, Hubert Dubedout, l'inaugure en 1966 dans le local qu'il a mis à la disposition de l'association du musée (l'appartement natal de Stendhal), en présence de Laure Moulin, la sœur du chef incontesté de la Résistance intérieure, Jean Moulin. En 1970, ce musée prend le nom de *Musée de la Résistance et de la Déportation* et reçoit la visite et le soutien d'un homme politique de gauche de premier plan, alors député de l'Isère, Pierre Mendès-France.

Aménagé par les anciens résistants et déportés, qui viennent, soir et dimanche, peindre, scier, clouer, monter eux-mêmes panneaux et vitrines en payant souvent les matériaux de leur poche, ce musée comporte cinq parties. Dans l'entrée, figurent les portraits des principaux responsables de la Résistance locale, victimes de la répression de la fin 1943. Au-delà, une salle est consacrée à la déportation, une deuxième, la plus spacieuse, à la Résistance locale et une troisième aux maquis du Vercors. Un couloir, dans lequel sont

évoquées les résistances étrangères, permet de rejoindre la sortie. Des cadres muraux remplis de textes et de photos, de petites vitrines foisonnantes d'objets, d'archives et de cartes, déconcertent plutôt le visiteur non averti. Heureusement, un ancien est là, très souvent, pour commenter ces documents, leur donner sens et communiquer avec émotion son vécu de la période. Ainsi, ce musée fonctionne-t-il, de 1966 à 1994, grâce au dévouement des membres de l'association fondatrice, avec une fréquentation annuelle de 1 000 à 4 000 visiteurs.

Au début des années 1980, tandis que l'orientation politique de la majorité des membres de cette association demeure à gauche, les plus mobilisés d'entre eux commencent à mesurer leurs limites. Les locaux sont trop étroits, la fréquentation reste faible et la vieillesse gagne ceux qui l'animent. Un relais doit être trouvé. C'est à cette époque que le transfert du musée dans un lieu plus approprié est demandé aux autorités. En 1981, le nouveau président de l'association du musée, professeur d'histoire et de géographie, va modifier peu à peu la composition du comité du Musée en contactant des associations qui, pour des raisons politiques, en étaient restées jusque là à l'écart, notamment en raison du nombre élevé de membres du parti communiste engagés dans l'action du musée. En 1986, le président du Conseil général de l'Isère, également maire de Grenoble, accepte le principe du transfert et du développement du musée. En 1991, tandis que la décision est prise de créer un musée départemental pour remplacer le précédent, l'association qui jusqu'alors ne réunissait que des personnes physiques, modifie ses statuts et instaure un nouveau conseil d'administration, composé notamment des représentants des 27 associations départementales d'anciens combattants, résistants et déportés (dites abusivement "*associations originelles*") et ce, quel que soit le nombre de leurs membres. C'est ainsi, en douceur, que la majorité politique qui domine jusqu'alors au sein de l'association est renversée. En fait et même si dans la perspective de la départementalisation du musée et de la célébration du cinquantième de la Libération, l'unité prévaut en façade, chacun ne renonce pas à défendre ses idées politiques et combattre ses adversaires. C'est d'ailleurs ce qui va se passer en 1998, tandis que l'élection du président de la Région Rhône-Alpes, qui a bénéficié des voix de l'extrême droite, provoque une scission au sein de l'association du musée. Cette crise sera, en Isère, le dernier affrontement gauche - droite, lié à la mémoire de la Résistance.

En attendant, les professionnels que nous sommes, sont appelés à transformer ce musée d'association en musée de collectivité territoriale bénéficiant de l'agrément de la Direction des musées de France (ministère de la Culture). Nous proposons alors, dès 1990 :

- 1- De mettre à l'étude un programme muséographique, chronologique, basé sur l'histoire et les spécificités iséroises des vécus de la Deuxième Guerre mondiale, accordant, comme les membres de l'association du musée le demandent alors, une place à l'actualité des valeurs de la Résistance.
- 2- De réaliser un inventaire informatisé des collections en vue d'obtenir le classement du futur musée au titre des "musées contrôlés" afin de bénéficier des subventions de l'Etat et d'instruire le programme du futur musée en connaissance de cause.
- 3- D'installer un conseil scientifique, composé pour moitié d'anciens Résistants et Déportés, représentants de l'association du Musée et pour l'autre d'historiens et d'enseignants, afin de discuter et d'approuver le futur programme muséographique.
- 4- De préparer une exposition de préfiguration, destinée à montrer à l'ensemble des partenaires en présence un échantillon de ce qui allait être fait dans le futur musée et de connaître leurs réactions.

Pendant l'inventaire, les collections - des armes, du matériel de sabotage et de parachutage, des radios, des faux tampons, des bannières, des tenues de déportés mais aussi des photographies et de nombreuses archives imprimées ou manuscrites - se sont vite avérées semblables à celles de n'importe quel autre musée de la Résistance. Ce n'est donc pas sur elles qu'il fallait compter pour donner au futur musée sa spécificité mais plutôt sur la mémoire des résistants et des déportés, dont la collecte est alors entreprise.

La conception du programme de ce musée a été conduite suivant les principes de l'écomuséologie en créant les conditions d'une négociation tripartite qui associe des représentants d'un groupe social (les résistants et les déportés, représentés par leurs associations), des experts (les historiens et les enseignants) et ces médiateurs (les muséographes) que nous sommes. Dans ce cas précis, cette démarche a vite pour effet de mettre en évidence un certain nombre de points de friction¹. Nous savons cependant que la présentation commanditée par le pouvoir politique, en vue de la célébration du cinquantenaire de la Libération, doit être consensuelle, autant dans le monde de la Résistance et de la Déportation, que chez les historiens. Le constatant, nous réalisons que cette présentation qui réunira, en un temps donné, les accords de tous devra être renégociée, au gré de l'évolution des mémoires et des progrès de la connaissance historique, sous peine de ne plus réunir l'opinion favorable des partenaires et de se périmer. C'est dans cet esprit qu'un dialogue s'est établi entre une mémoire plurielle, au moins aussi divisée qu'elle le fut pendant la Résistance, et des historiens qui, parce que la recherche n'a pas exploré tous les aspects de la période, n'ont pas toujours pu répondre à nos demandes. Nous prenons alors conscience de l'ampleur des travaux à faire avant que soient comblées toutes les lacunes qui apparaissent peu à peu, si tant est qu'elles puissent (ou doivent) l'être.

Le 1^{er} juillet 1994, le musée départemental est inauguré par Alain Carignon, alors président du Conseil général de l'Isère et ministre de l'Environnement, dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de la Libération. Très favorablement accueillies, grâce aux leçons que nous avons tirées de l'exposition de préfiguration, ses présentations ne suscitent pas de critique. Certes, quelques voix s'élèvent pour regretter l'oubli de telle personnalité mais, après discussions, là encore, nos partenaires, conviennent qu'une galerie de portraits, qui en effet serait vite lassante, affecterait sensiblement la portée pédagogique des présentations.

Du fait des lacunes observées, plusieurs points du programme restent en suspend. Lorsque des représentants de la communauté juive, par exemple, viennent demander ce que nous allons montrer sur la Résistance juive en Isère, nous avouons que les données historiques font défaut sur ce point et que du temps sera encore nécessaire pour les rassembler, d'autant qu'il faut aussi convaincre les autres composantes de la Résistance locale de l'existence, fréquemment ignorée, d'une Résistance juive. Ce n'est qu'en 1997, après une année d'échanges et de recherches, qu'une exposition, "*Etre juif en Isère entre 1939 et 1945*" permet de partager une mémoire qui n'avait guère dépassé jusqu'alors le cercle des personnes concernées.

La présentation des maquis, dont la plupart de nos interlocuteurs disait qu'elle devait occuper une place importante dans le musée d'une ville qui eut la réputation d'être « la capitale des maquis », obéit au même processus. En 1993, pourtant, tandis que les choix muséographiques se précisent, il est impossible de parvenir à une vision globale de l'histoire des maquis de l'Isère qui réunisse l'accord des associations d'anciens maquisards et des historiens. Pressés par l'inauguration, nous décidons alors de les traiter sommairement et de remettre à plus tard une nouvelle recherche. Ponctué d'échanges avec les associations

¹ CF Jean-Claude Duclos, « Les résistants, les historiens et les muséographes : histoire d'une transaction et de ses enseignements ». In *Résistants et Résistance*, sous la coordination de Jean-Yves Boursier, L'Harmattan, 1997.

concernées, cette recherche est conduite en 1999. L'année suivante, une exposition temporaire, "*Maquis de l'Isère, dernières nouvelles*", permet de présenter une histoire plus détaillée des maquis, certes moins glorieuse que celle que certains croyaient, mais acceptée des historiens comme de la majorité des acteurs en présence.

Ces expériences, quant au vécu des Juifs en Isère pendant la guerre, à l'histoire des maquis et à d'autres aspects qui méritaient d'être étudiés et partagés, tel l'internement ou l'épuration, permettent en 2001, après sept ans d'ouverture, de procéder aux premiers réaménagements des présentations muséographiques. Treize ans plus tard, en cette année 2007, ce sont les présentations de la Déportation qui sont repensées et toujours de la même façon, par la confrontation des points de vue des associations en présence et de l'avis des historiens. C'est ainsi que le musée évolue, au fur et à mesure que la mémoire collective de la Résistance et de la Déportation se transforme et que progresse la connaissance historique, dans l'objectif qui finit toujours par rallier les suffrages, celui de la pédagogie. Cette expérience montre comment, dans le cadre officiel du musée et grâce aux échanges qu'offre le média exposition, l'histoire et la mémoire peuvent se croiser, se confronter et, finalement, se compléter. Certes, cela n'évite pas les conflits, mais si l'équipe du musée conserve la confiance de sa tutelle, ainsi que ce fut toujours le cas en Isère, alors un peu de rigueur et de persévérance suffisent à les surmonter.

Cette évolution n'est cependant pas sans poser question. C'est la mémoire, nous l'avons vu, qui fut motrice dans la création de ce musée et de bien d'autres de sa catégorie. Mais qu'advient-il lorsque cette mémoire à force d'être rattrapée par l'histoire, s'érodera peu à peu au point de s'éteindre ? Autrement dit, quelle sera la raison d'être de ce Musée de la Résistance et de la Déportation lorsque la mémoire des luttes et des sacrifices des années 1940 - 1945 se sera tue ? A qui restera-t-il utile, tandis que tous les acteurs de la période auront disparu et que ceux qui en portent le souvenir ne s'exprimeront plus ? Actuellement, les statistiques de fréquentation, continuent de progresser, notamment du fait d'un accroissement du nombre de visiteurs scolaires, dû lui-même aux facilités accordées aux enseignants et aux outils que le musée leur fournit². Mais peut-on concevoir qu'il ne soit plus qu'une annexe de l'école ? S'il l'on peut se poser cette question, et s'il se confirme bien que l'utilité sociale de tels musées perde de son évidence au fil des années futures, c'est bien évidemment à l'autorité politique qui les finance qu'il appartiendra de se déterminer. S'agissant de la famille de ces musées, le problème du « grand nivellement » dénoncé par l'historienne Régine Robin³, reste posé. Si l'on finit par ne plus s'en remettre qu'à l'histoire, un discours unifié dominera bientôt partout.

Son actualité

Lentement mais inéluctablement, nous l'avons dit, la mémoire des contemporains de la Seconde Guerre mondiale s'adoucit pour rejoindre progressivement l'histoire. Une preuve nous en fut donnée, lors des dernières collectes de témoignages effectuées auprès des témoins de la Libération et des rescapés de la Déportation⁴, quand ceux que nous interrogeons demandaient à parler sous le contrôle du musée. Voyons cependant comment cette mémoire s'exprime encore, qui l'exprime et ce qu'elle apporte d'enseignements pour faire évoluer l'institution muséale.

² La fréquentation du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, s'établit autour d'une moyenne de 25 000 visiteurs par an au cours des années 2000.

³ Régine Robin, « Une juste mémoire, est-ce possible ? » in *Devoir de mémoire, Droit à l'oubli*, 2002, op. cit.

⁴ Dans le cadre du soixantième anniversaire de la Libération, en 2004, puis de la fin des camps nazis, en 2005.

1. Le politique

Les exigences qui nous parvenaient, au moment de la création du musée départemental, en 1994, tant de la part des gaullistes que des communistes se sont tues aujourd'hui ou sont en voie de le faire à brève échéance. Les soixantièmes anniversaires de la Libération et de la fin de l'univers concentrationnaire, en 2004 et 2005, mobilisèrent encore les politiques mais dans le sillage des commémorations nationales et avec moins d'ampleur, en Isère, qu'en 1994 et 1995. Chacun, sans le dire, avait à l'esprit que cette commémoration décennale serait la dernière à s'accomplir en présence des acteurs encore en vie de la période.

Fin 2001, à la suite d'un changement de majorité politique au Conseil général, un fait nouveau intervient avec la demande d'instruire dans ce musée, la création d'une *Maison des Droits de l'Homme* (MDH). Vient-elle de la pression des nombreuses associations qui défendent les Droits de l'Homme à Grenoble ? Il est vrai que le prestigieux édifice de l'ancien palais du Parlement de Dauphiné, occupé jusqu'alors par le Palais de Justice, va être libéré et que l'idée d'y aménager un *Centre des Droits de l'Homme*, commence à se propager dans le milieu des associations. Ou traduit-elle déjà les doutes du Conseil général quant à l'avenir du Musée de la Résistance et de la Déportation, du fait de l'éloignement dans le temps de la période traitée ? Sans doute y a-t-il des deux dans cette demande à laquelle nous répondons en mettant en place un Conseil consultatif et un ambitieux programme de rencontres dont l'objectif est de fonder ce projet par le partage de réflexions et de débats⁵, en étroite relation avec le réseau des associations. En 2007, tandis que le Conseil général prépare la réhabilitation de cet ancien palais du Parlement et annonce qu'il hébergera notamment à terme « *un musée de la justice et des droits fondamentaux* », ceux qui espéraient encore la création de la MDH deviennent moins confiants. Certes, la vice-présidente du Conseil général chargée des actions de mémoire et des Droits de l'Homme, les rassure, affirmant que rien n'est réellement décidé et que la décision de l'autorité départementale tiendra quoi qu'il en soit compte des avis de tous, dans le cadre d'une très large concertation. Mais que traduit cette hésitation de la part du politique ? Notre devoir de réserve nous empêche de la commenter ici. Nous observerons toutefois que le champ est libre, désormais, pour passer de la Résistance et de la Déportation à d'autres préoccupations liées aux droits fondamentaux. Aussi avons-nous poursuivi le programme que nous nous étions donné, tant pour apprécier l'ancrage historique d'une future MDH, par une exposition ambitieuse, *Rester libres ! Les expressions de la liberté des Allobroges à nos jours*, que pour rechercher de possibles filiations entre Résistance et militance et traiter ainsi de sujets plus actuels. Cette dernière action, basée sur la collecte du témoignage vidéo-filmé des grandes figures du militantisme local, débouchera fin 2007 sur la réalisation d'un film et la publication d'un ouvrage dont le titre commun, *Résister, militer*, suffit à dire l'évolution du projet, d'un Musée de la Résistance, vers une Maison des Droits de l'Homme, voire un Musée de la Justice et des Droits fondamentaux.

2. Les derniers et les fils de...

Au moment où les principaux acteurs de la Résistance disparaissent et que s'évanouit avec eux toute possibilité de contradiction, des réclamations arrivent au musée pour dénoncer « l'injuste oubli » de tel ou tel. Si quelques unes de ces revendications ne sont pas dénuées d'arrière-pensées, d'autres sont sincères, surtout lorsqu'elles viennent d'un descendant direct, d'un fils ou d'une fille en quête de l'histoire encore à faire d'un père ou d'une mère qui n'aurait rien ou pas assez dit. Dans certains cas, l'expérience l'a montré, la vérité n'est pas toujours bonne à dire car très en retrait et parfois même en contradiction avec l'idée que s'en faisait les intéressés. Ces demandes doivent cependant être reçues avec respect et instruites avec doigté. Jamais nous nous sommes dit qu'il faudrait réécrire aussitôt au

⁵ Cf Jean-Claude Duclos, *Une construction collective et permanente*. In Cahier n° 1 de la Maison des Droits de l'Homme. Edition du MRDI/MDH, Grenoble, novembre 2004.

musée, tel ou tel pan de l'histoire ou, quoi qu'il en soit, pas avant que les historiens ne l'aient recommandé, après expertise.

3. Les associations

Des vingt-sept associations d'anciens combattants, résistants et déportés associées à la départementalisation du musée, moins d'une dizaine subsistent en 2007. Dans le monde de la Résistance, seule l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance) occupe encore une place notable, grâce à la section qu'elle a su créer en Isère, des *Amis de la Résistance*, à son journal trimestriel, *Résistance Isère* et surtout au *Festival du film de résistance* qu'elle organise depuis cinq ans. Dans le monde de la déportation, un nouveau partenaire est apparu : la *Fondation pour la mémoire de la Déportation* et sa section départementale, particulièrement active en Isère, l'AFMD (*Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation*) sans pour autant que les sections des autres associations de déportés n'aient disparu. Le souhait de ces dernières (FNDIRP et UNADIF) est d'exister tant qu'elles auront des membres. Quant à l'association qui fut à l'origine même du musée, devenue l'*Association des amis du MRDI*, elle soutient chacune de ses actions, édite un copieux bulletin, *Résistances*, et organise diverses manifestations. Pourtant, la capacité de mobilisation de ces associations s'affaiblit. Bien que leur relais soit toujours recherché, force est de constater qu'elles peinent à décider leurs membres à participer aux actions du musée. Aussi ce dernier doit-il de plus en plus chercher ailleurs le public des événements qu'il propose.

4. Les revendications mémorielles

La principale vient sans conteste des diverses composantes de la communauté juive. Elle a commencé, dans les années 1990, nous l'avons vu, par demander la mise en évidence au musée, de la Résistance juive. Elle se poursuit, au début des années 2000, par des sollicitations de plus en plus nombreuses, relatives à la mémoire de la Shoah. Notons la célébration, avec un nombre de participants croissant, de *Yom Ha Shoah* (le Jour de la Shoah). Chaque année, depuis 2005, le CRIF organise cette cérémonie dans l'espace du musée consacré à la déportation ; les noms des Juifs arrêtés en Isère (et depuis deux ans, ceux des enfants seulement) sont lus. Quelques uns s'offusquent du caractère strictement religieux de l'événement... Il faut bien sûr réduire le déficit dont a longtemps souffert la connaissance de la Shoah et toutes les occasions de le faire doivent être saisies mais ne court-on pas de risque, comme c'est ici le cas, en laissant à la communauté juive entretenir seule sa mémoire ?

D'autres communautés ont aussi trouvé dans ce musée la possibilité d'évoquer leur histoire. Les Argentins de Grenoble, à l'occasion du trentième anniversaire de la dictature en Argentine, les Arméniens, lors de l'année de l'Arménie en France, en 2007. En 2008, les Grenoblois d'origine cambodgienne seront associés à l'exposition qui se prépare à propos du génocide du Cambodge, autour des travaux du photographe Pascal Mérigard.

Son futur

A vrai dire, l'on y pense déjà depuis longtemps. Plusieurs des fondateurs de l'ancien musée avec lesquels nous avons partagé sa départementalisation l'avaient dit : la Résistance perdrait son sens s'il fallait en réduire la portée à ce qu'elle avait été entre 1940 et 1944. Cette ouverture sur l'intemporalité et l'universalité des valeurs de la Résistance ouvre une séduisante perspective, celle de tendre vers un *musée des résistances*. L'historien Pierre Laborie⁶ aide à la préciser, observant que l'idée de Résistance suppose :

⁶ Cité par Laurent Douzou in *La Résistance, une histoire périlleuse*, op. cit. p. 285.

- 1- la volonté de nuire à l'ennemi,
- 2- la conscience de résister,
- 3- et une forme d'action qui impose des pratiques de transgression.

Des exemples de situations dans lesquelles ces trois conditions sont réunies sont alors faciles à trouver. Cela suffit-il cependant pour que le musée leur donne écho ? Comment le faire sans disposer du recul qu'exige toute analyse historique ? Comment s'abstenir de juger ? Et le risque d'être accusé de prosélytisme et de ruiner la crédibilité du musée, quel pouvoir politique acceptera de l'assumer ? Et puis quelle résistance montrer ? Celle des Palestiniens ? Des Tchétchènes ? Des minorités qui refusent les avantages de la société de consommation et dénoncent la gabegie ? Des opposants aux nanotechnologies ou aux manipulations génétiques ? Ou des *Sans terre* du Chiapas, et leur leader, le sous-commandant Marcos ? Ces quelques exemples suffisent à démontrer la grande difficulté de la tâche. Nous avons pu la contourner jusqu'ici, en nous en remettant à la création artistique, photographique notamment. Après tout, un musée d'art contemporain qui présente l'œuvre d'un artiste ne milite pas pour autant pour ses opinions ou son engagement. C'est ainsi que les photographies de Guy Martin-Ravel, nous ont permis d'évoquer la résistance Kurde (*Halabja mon amour*, 1995), celles de Jacqueline Salmon, le problème de l'accueil des immigrés (*Sangatte, le hangar*, 2001), celles de Maryvonne Arnaud, la question tchétchène (*Tchétchénie Sur [exposée]*, 2005) ou celles de Julio Pantoja, des Argentins qui payèrent de leur vie le refus d'une dictature aux complicités gênantes (*Los Hijos, Tucumán, veinte años después*, 2006). La création artistique contemporaine est riche de tant d'œuvres qui parlent des atteintes faites à l'humain sur la planète, qu'il n'y a que l'embarras du choix pour le mémorial ou le musée qui veut les présenter. Rien ne l'empêche d'accompagner les œuvres qui disent et dénoncent ces maux, d'une présentation de l'histoire qui les a précédés. Rien non plus ne lui interdit, surtout dans le cadre du musée, d'axer sa politique d'acquisition dans ce domaine ; c'est ce que fait la Cité nationale de l'histoire de l'immigration qui sera inaugurée à Paris en septembre 2007.

Pour conclure

Nos démocraties ne manquent pas de moyens pour conserver, faire respecter et transmettre, grâce à la mémoire et l'histoire, les valeurs qui les fondent. La conservation des archives, les commémorations, la recherche historique, l'enseignement de l'histoire, l'action associative, la justice, la loi, la médiation de l'art et le musée-mémorial composent un arsenal de moyens dont les possibilités sont immenses. On imagine quelle pourrait être son efficacité si les actions qu'il permet étaient coordonnées à l'échelle d'un pays, dans le cadre d'une *politique publique de la mémoire*. On frémit pourtant à l'idée qu'un pouvoir puisse s'emparer de tous ces leviers à la fois et en jouer pour conduire son projet politique. Faut-il donc souhaiter la mise en place d'une *politique de la mémoire* comme elle semble vouloir se dessiner en France où, avec des objectifs au départ différents, vient d'être créé un *ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement* ? On peut en effet se le demander lorsque l'on sait que ce nouveau ministère partage désormais avec celui de la Culture et de la Communication, la *Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives* (DPMA)⁷. Que peut-on espérer d'une telle initiative alors que nombre d'intellectuels et d'associations qui défendent les Droits de l'Homme, en France et au-delà, estiment que « *l'identité nationale constitue une synthèse du pluralisme et de la diversité des populations et ne saurait être fixée dans le périmètre d'un ministère* »⁸ ? Ne serait-il pas plus démocratique de laisser les archivistes, les

⁷ Cette direction dépendait auparavant des ministères des Affaires étrangères et du ministère de la Défense.

⁸ Extrait de la pétition lancée le 21 juin 2007 par les huit chercheurs démissionnaires de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et signée par deux cents intellectuels et universitaires français et étrangers.

historiens, les enseignants, les militants du monde associatif, les juges, les législateurs, les artistes et les équipes de musées et de mémoriaux, dans chacun des domaines cités, agir librement, selon leurs compétences et leurs attributions ? La voie sur laquelle nos démocraties cheminent se situe quelque part entre ces tendances. Où la trouver ? La virulence du débat que suscite sa recherche, en France, suffit à révéler l'acuité et la gravité que connaît aujourd'hui ce problème pour l'avenir de la démocratie.

Jean-Claude Duclos

E-mail : jc.duclos@cg38.fr

Site web : www.resistance-en-isere.com

L'expérience de Actives Museum et le travail de préfiguration de Topographie de la terreur, Berlin

Christiane Hoss

Historienne, co-fondatrice de Aktives Museum

Je voudrais en premier lieu esquisser brièvement les conditions dans lesquelles le souvenir des crimes nazis s'est élaboré en Allemagne de l'ouest et à Berlin-ouest. L'« Aktives Museum » est une fondation ouest berlinoise, c'est la raison pour laquelle je laisse de côté l'évolution en Allemagne de l'est et à Berlin-est, entièrement différente de celle de l'ouest.

1945 fut seulement pour un petit nombre d'Allemands l'année de la libération : pour les prisonniers dans les camps de concentration et les prisons, pour les opposants au régime, qui avaient eu la chance de ne pas être repérés. Le nombre de ceux qui avaient participé aux crimes du régime était beaucoup plus important. Ils devaient craindre qu'on leur demande alors des comptes. C'est ce qui est arrivé aux hauts fonctionnaires survivants et au personnel des camps de concentration les plus importants, que ce soit à Nuremberg ou à d'autres endroits. Mais la grande masse des coupables nazis, des criminels mêmes ne fut pas inquiétée durant de longues années.

En Allemagne de l'ouest : parce qu'il fallait construire une démocratie dans ce pays. Cette construction n'est pas possible contre la volonté des électeurs. Certes, ils n'étaient entre temps plus nazis, mais ils ne voulaient pas que l'on parle à haute voix des crimes allemands, encore moins que l'on porte un jugement sur cette période. Il ressortait toujours des sondages que pour la grande majorité du peuple le nazisme avait été une bonne idée, mais dont la réalisation avait été mauvaise. Pratiquement personne n'a compris à l'époque comment l'étendue des crimes nazis avait été possible, comment s'était déroulé le processus des massacres. Beaucoup d'entre eux y avaient participé, chacun en avait vu une petite partie et avait accompli la tâche qui lui était assignée. Il n'était jamais arrivé dans le monde que des fabriques de la mort « produisent » des cadavres, que leur performance journalière se mesure en milliers par jour.

L'agression de l'Allemagne nazie était surtout dirigée vers l'extérieur. Seuls 5 % de ses victimes furent allemandes, 95 % des juifs assassinés n'étaient pas allemands. Il en était de même des opposants politiques. Ces faits font de cette dictature une exception dans l'histoire européenne. C'est pourquoi il était si difficile dans l'Allemagne d'après 1945 de se souvenir des victimes, puisque pour leur plus grande part elles n'étaient pas des compatriotes. Il ne faut donc pas s'étonner que les Allemands dans leur grande majorité ne voulaient plus en entendre parler. A l'époque où les crimes avaient été commis, ils avaient voulu en savoir le moins possible, avaient détourné le regard et s'étaient même persuadés que tout cela devait bien avoir ses raisons.

Il est étonnant que les choses n'en restèrent pas là. Seule une petite minorité se battait pour le maintien de la mémoire : les victimes ayant survécu au régime et des individus qui n'acceptaient pas le reniement des crimes allemands. Finalement ils se sont imposés, mais il a fallu 50 ans.

Lors des procédures contre les criminels nazis, qui recommencèrent à partir de 1958 en Allemagne de l'ouest, le grand nombre des acquittements ou la légèreté des peines montre que la justice ne s'était pas encore libérée des juristes nazis. Suite à la plupart de ces procès, les réactions de l'opinion publique furent limitées, voire inexistantes. Seuls les nazis qui avaient côtoyé les cadavres furent accusés, voire condamnés. Les responsables des projets, les instigateurs, qui ne s'étaient pas salis les mains, mais avaient mis en route et fait fonctionner le système, ne furent pas poursuivis, ils n'étaient en effet pas considérés comme des coupables, mais comme des auxiliaires. Des juristes imaginatifs avaient construit une théorie selon laquelle les coupables étaient d'une part Hitler, Himmler ainsi que d'autres déjà morts, d'autre part les tortionnaires et les criminels dans les camps de concentration. Les gestionnaires du système dans son ensemble n'étaient que des auxiliaires. Ceux-ci pouvaient, dans la mesure où ils étaient encore en vie, exercer leurs activités dans l'économie du pays et mettre à profit leurs talents d'organiseurs, sous une autre forme, mais de manière très rentable.

C'est dans les années 60 que les premières grandes expositions, témoignages de cette époque eurent lieu. Le camp de concentration de Dachau fut le premier lieu de mémoire ouvert en 1965, grâce à l'influence d'anciens concentrationnaires bien organisés.

Après il y eut une phase de silence. Je me souviens qu'à l'époque il était extrêmement difficile de s'occuper de la période nazie et de transmettre son histoire. Il s'était produit un événement auquel durant les années Adenauer, personne ne s'était attendu, les sociaux-démocrates étaient arrivés au pouvoir. Les partisans du reniement et du silence étaient alors dans l'opposition. Dans les débats importants, il était question des traités avec les pays de l'Est, de la paix avec les peuples ayant le plus souffert de la domination allemande. On ne pouvait que soutenir ce gouvernement, ce que firent la plupart d'entre nous. Les sociaux-démocrates, dont un grand nombre, le chancelier à leur tête, s'étaient opposés à la dictature hitlérienne et avaient été persécutés, évitaient de s'engager pour les « leurs », qui avaient souffert, ou pour la célébration du souvenir sur les lieux historiques ; ils étaient au courant et oubliaient que ce n'était pas le cas des autres. L'opposition ou l'opinion publique semblait vouloir se tenir le plus éloigné possible du passé.

Ces années étaient consacrées au combat contre la guerre au Vietnam. Mais 40 années, comme Israël en a fait l'expérience dans le désert, est la période qui permet à une nouvelle génération de grandir. A l'occasion du 40ème anniversaire du pogrom du 9 novembre 1938 un chancelier participa pour la première fois aux cérémonies à la synagogue de Cologne. La perception évolua, les massacres programmés des nazis furent alors considérés comme le fait essentiel de la domination nazie. C'est seulement dans les années 80 que cette nouvelle manière de voir pu s'imposer, lorsque le nouveau chancelier, élu par les conservateurs, expliqua naïvement et clairement, qu'ayant un jour étudié l'histoire, il ne pouvait ni ne voulait séparer les camps de concentration et les camps d'extermination. Maintenant on pouvait à nouveau être simultanément pour le souvenir des crimes de l'époque nazie et contre le gouvernement ! Cela, nous ne le savions pas à l'époque, nous ne nous étions pas rendu compte que cette conception nous avait manqué durant les années où le SPD était au pouvoir.

C'est durant cette phase qu'apparurent la plupart des initiatives pour l'ouverture des lieux du souvenir. On découvrit de plus en plus de lieux où avaient été commis les crimes nazis, les moyens pour y organiser des expositions et même parfois pour payer du personnel furent

trouvés. Cela s'est imposé au niveau politique, parce que de nombreux Länder et encore plus de villes étaient dirigés durant ces années par le SPD qui s'opposait à la politique du chancelier Kohl. Celui-ci souhaitait l'ouverture de musées où serait mis l'accent sur les aspects positifs de l'histoire allemande, il en créa un à Bonn et un à Berlin.

A Berlin ouest il était particulièrement difficile de travailler sur le passé nazi. Les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale exerçaient encore leur souveraineté sur Berlin. C'est la raison pour laquelle les activités de l'extrême droite étaient entièrement interdites. Par contre, une branche de la SED (le parti socialiste unifié de RDA) qui s'appelait SEW (parti socialiste unifié de Berlin ouest) était autorisée. D'un autre côté l'époque du combat pour la liberté face à la menace soviétique avait laissé des traces, d'où cette peur à Berlin ouest de tout ce qui se situait à gauche, avec même souvent un rejet hystérique. Comme des membres du parti communiste participaient à de nombreuses initiatives pour la promotion de la mémoire, ces initiatives n'étaient pas appréciées des Berlinoises.

En 1982, de tels groupes (il s'agissait entre autres de « Action de réconciliation », du groupe de travail des sociaux-démocrates persécutés par les nazis, de différentes associations d'artistes, d'extrémistes de gauche et de groupes communistes) constatèrent que le sénat de Berlin avait prévu de passer sous silence le 50ème anniversaire de l'arrivée au pouvoir des nazis, le 30 janvier 1933. Ils mirent sur pied un comité d'action citoyenne, qui organisa un programme d'expositions et de manifestations à l'occasion de l'année 1983, année du souvenir. Quoi qu'il en soit, lorsque la date du 30 janvier approcha et que l'on demanda aux élus de Berlin : « qu'avez-vous prévu de votre côté ? » on fut alors trop heureux que d'autres préparaient déjà quelque chose et quelques manifestations prévues par ce comité reçurent un soutien financier.

La centrale de la terreur

Durant cette année, l'emplacement des services centraux de la sûreté du Reich attira l'attention de ce comité d'action citoyenne.

Voici un court résumé de l'histoire de cet ensemble de bâtiments. Il s'agissait de quelques vieux bâtiments limitrophes du quartier du gouvernement à Berlin, la Wilhelmstrasse, qui avaient été utilisés avant et après 1933 par le parti nazi, la gestapo et d'autres organisations terroristes ; tous ceux-ci avaient été réunis en 1939 grâce à la création des services centraux de la sûreté du Reich, c'est-à-dire la centrale de la terreur pour toute l'Europe. Des bâtiments furent détruits pendant la guerre, mais beaucoup d'entre eux étaient encore en bon état en 1945.

Le hasard a voulu que ces bâtiments soient situés dans le quartier de Kreuzberg, à l'extrémité de Berlin-ouest, ainsi, après le partage de la ville en 1948 cet emplacement fut considéré comme étant situé à l'écart. A cause de la proximité de la frontière avec Berlin-est (le célèbre Checkpoint Charlie se trouve tout proche), puis plus tard du mur, aucune construction ne fut réalisée. Les bâtiments, seulement en partie détruits, ne furent même pas rénovés, mais au contraire, selon la



mercredi 21 novembre 2007 AOL: Mittetu

devise allemande de l'époque, d'après laquelle tout devait être refait à neuf, on les fit sauter dans les années 1949-56, pour, comme il est écrit dans la bible, procéder à la reconstruction : « Celui qui siège sur le trône dit, voici je crée toute chose nouvelle » (Apocalypse chapitre 21, 5ème verset).



Après cette opération le Sénat de Berlin ouest confia à une entreprise de démolition la mission d'évacuer les ruines de l'emplacement, il s'en suivit un scandale : des dossiers provenant des services centraux de la sûreté du Reich furent mis en vente sur le marché noir, de plus le travail de l'entreprise ne fut pas particulièrement soigné. Ensuite l'emplacement servit de décharge pour les déblais venant d'autres quartiers, il apparut ainsi une colline à la limite de laquelle poussa un petit bois de robiniers. Dans les années 80, la friche fut louée à un entrepreneur qui y installa un autodrome, où l'on pouvait conduire sans permis.

En 1980 la ligue des droits de l'homme rappela l'existence de la centrale de la terreur et exigea que soit créé un lieu du souvenir digne à cet endroit. Le comité d'action citoyenne cité plus haut, qui avait souhaité une commémoration appropriée du 30 janvier 1933 découvrit durant cette année du souvenir (1983) que l'emplacement du bâtiment de la gestapo pouvait être l'objet d'une nouvelle mission et se mit immédiatement au travail. En juin 1983 fut créée, à la place du comité d'action, une association (il est en effet nécessaire en Allemagne de créer une association si l'on veut recevoir des dons). La création de l'association permet de fixer les buts à atteindre sur l'emplacement des bâtiments de la gestapo. Il était stipulé dans les statuts que le but de l'association est :

- 1- De permettre la création d'un « Aktives Museum » sur le fascisme et la résistance à Berlin.
- 2- De favoriser la collaboration des personnes travaillant dans ce domaine.
- 3- De favoriser l'information publique ainsi que la discussion à ce sujet.
- 4- De participer activement dans ce domaine aux initiatives et aux planifications administratives.

L'association Aktives Museum

C'était beaucoup à la fois. Le nom de l'association fut comme prévu : « Aktives Museum, fascisme et résistance à Berlin ». L'association exigea que ce lieu du souvenir fût digne, Berlin répondit en proposant un appel d'offres afin de pouvoir décider de la structure de cet emplacement. A côté du lieu du souvenir un espace public pour le quartier de Kreuzberg, pauvre en espaces verts, devait être créé.

De nombreux projets répondirent à l'appel d'offres, mais aucun d'entre eux n'étant convaincant, aucun ne fut exécuté. L'association « Aktives Museum » participa à la discussion sur les projets, elle les rejeta également, car tous proposaient des modèles trop connus : les explications devaient donner sa forme au lieu de mémoire.

Voici un exemple : Un projet prévoyait de fixer des stèles sur tout l'emplacement, dans lesquelles seraient gravés les lois et décrets nazis. L'« Aktives Museum » pour sa part exigeait que soit réalisée sur place la confrontation permanente avec l'histoire du lieu et voulait donc modifier l'endroit le moins possible. Il s'agissait d'abord d'expliquer au public ce qu'avait été la « centrale de la terreur ». Une exposition intitulée « L'herbe ne doit pas pousser sur ce lieu » fut préparée. Cet intitulé est un dicton allemand signifiant que l'on ne doit pas oublier et constituant la sentence finale d'une célèbre histoire de Johann Peter

Hebel. Je cite : « *sache qu'il y a des crimes sur lesquels l'herbe ne repousse pas !* » Ici par contre l'herbe avait poussé depuis longtemps, la mission de l'association fut de prouver qu'il existait encore des traces du passé, qu'il suffisait de chercher et trouver. Pour apporter des preuves, l'association organisa début mai 1985 ces fouilles symboliques.



Vous pouvez voir sur la photo que tout cela était effectivement purement symbolique, car la plupart des participants n'avait même pas apporté de bêche, mais seulement une pelle à neige, qui ne permet pas de creuser. Le but de l'action fut atteint, le Land de Berlin autorisa des fouilles sur le terrain. On trouva des traces de l'ancienne prison locale, de l'entrée, on trouva aussi une cave carrelée, faisant partie du bâtiment de la cantine, cette découverte excita l'imagination. On put bientôt lire sur des pancartes dressées par l'arrondissement : « *Ici se trouvaient les salles de torture de la gestapo* ». C'était absurde, comme toute personne connaissant les témoignages venant de la centrale de la gestapo le savait. « *Va à côté et ôte tes lunettes* » disaient les tortionnaires avant de frapper, personne à la gestapo n'allait à la cave pour torturer. On ne fait cela que lorsqu'on a conscience d'une injustice en torturant, les fonctionnaires de la gestapo n'éprouvaient pas un tel sentiment. De plus en plus de personnes, quelques-unes très connues, s'engageaient à côté de l' « Aktives Museum » pour perpétuer le souvenir sur place.

Topographie de la terreur

Dans le cadre du 750ème anniversaire de Berlin, qui fut fêté de manière éclatante dans les deux parties de la ville, grâce à de nombreuses subventions, une partie de celles-ci fut attribuée à ce lieu de honte. Durant l'année précédant l'anniversaire, le maire de Berlin s'était rendu sur les lieux de honte de sa ville. A la suite de cette visite un pavillon provisoire réservé à une exposition fut construit sur l'emplacement des bâtiments de la gestapo.

Une petite équipe de trois personnes sous la direction d'un professeur d'histoire contemporaine organisa en quelques mois une exposition de documents sur ce lieu, sur son histoire, les criminels et leurs actes, ainsi que sur les victimes de cette prison. Cette exposition fut ouverte en 1987, elle ne devait durer que quelques mois. Un des collaborateurs, Frank Dingel décédé entre-temps trouva le nom de cette exposition « Topographie de la terreur » qui devint son image de marque.



Avec le recul, on peut dire que cette exposition constitue le début du succès. Elle agit comme un aimant sur le public, bien que trop petite et installée de telle manière, dans le pavillon au-dessus de la cantine, que chaque groupe dérangeait tous les autres visiteurs. Les responsables de l'exposition, allant au-delà de la mission fixée, organisèrent des visites sur l'ensemble de l'emplacement. Le succès fut tel qu'il était impossible de renoncer à cette exposition. Elle ne fut pas démontée, une deuxième version, itinérante, fut élaborée, son succès fut également immense, y compris à Berlin-Est.

Un des buts de l'« Aktives Museum » était atteint : on trouvait des explications sur place concernant l'histoire du lieu, mais tout cela n'était que provisoire. L'association et de nombreux sympathisants réclamaient toujours un centre de documentation fixe, ils souhaitaient qu'à côté de l'exposition de documents on offre aussi aux chercheurs et aux visiteurs la possibilité d'approfondir les recherches.



« Si tu ne sais plus que faire, crée une commission », disent les politiques, lorsque les questions sont trop difficiles ; Berlin ne fit pas exception. Le Sénat de Berlin créa une commission de spécialistes pour régler ce problème, elle réfléchit plusieurs années sur le devenir de ce lieu. En 1990, cette commission publia son rapport final, dans lequel elle recommandait de laisser l'emplacement en l'état actuel, afin que la longue histoire du reniement et de l'oubli reste visible. Elle proposa de renoncer à la construction d'un mémorial pour éviter toute modification des lieux et d'ériger un bâtiment pour les expositions, la documentation ainsi que les rencontres, à la limite de l'emplacement.

Tout cela correspondait globalement aux buts fixés par l'« Aktives Museum » sauf à un niveau : Personne ne voulait que l'association « Aktives Museum » soit

responsable du futur centre. Pourtant cette année l'association avait reçu pour la première fois une subvention du Land de Berlin, qui suffit pour ouvrir un bureau, embaucher une directrice, en l'occurrence moi-même et un pédagogue à mi-temps. La plupart des membres de l'association avaient accepté la solution trouvée en 1990, mais avaient des difficultés à croire en sa réalisation.

Car on avait alors l'impression que le but atteint s'éloignait à nouveau. L'unification allemande avait été réalisée, le mur était tombé. L'emplacement des bâtiments de la gestapo se trouvait à nouveau au centre de Berlin, de même qu'auparavant il était tout près du futur quartier du gouvernement. Le terrain immense, excepté le petit pavillon, représentait une valeur qui risquait d'exciter les convoitises. Dans ces nouvelles conditions, c'est-à-dire si Berlin redevenait capitale, il y avait peu de chances que les plans de l'association deviennent un jour réalité. L'« Aktives Museum » adopta l'attitude du vieux Caton, répétant à chaque occasion se présentant, que le centre de documentation devait enfin voir sa réalisation ! Suite aux élections de fin 1990 qui avaient donné une majorité à la CDU et donné naissance à une Grande Coalition, nous étions très sceptiques quant au succès de notre démarche. Heureusement, le sénateur, choisi par la coalition, pour la culture fut le président apolitique de l'école des Beaux Arts, qui en tant que tel s'était déjà engagé pour le projet du lieu du souvenir sur l'emplacement des bâtiments de la gestapo. Il réussit à faire créer en 1993 une fondation « Topographie de la terreur », financée pour moitié par l'Etat, pour moitié par le Land de Berlin. L'emplacement fut confié à la fondation, plus personne ne pouvait alors convoiter ce terrain. Les membres de l'association « Aktives Museum » furent nommés dans toutes les commissions de la fondation. Après 10 années d'activité de l'association, ce fut un grand succès.

Il s'ensuivit une farce qui dura longtemps, dont je voudrais parler brièvement. L'appel d'offres pour le choix de la construction du centre de documentation avait eu lieu à une époque où le gouvernement du Land de Berlin, surtout la direction de l'urbanisme, avait la folie des grandeurs. On rêvait de l'arrivée de millions de personnes, de la grande plaque-tournante entre l'Europe de l'est et de l'ouest, d'une économie florissante ou de la venue de groupes allemands et internationaux. Berlin devait concurrencer Paris, Londres et New-York, on refusait de voir plus petit. Par conséquent, s'il fallait que Berlin ait quelque chose d'aussi désagréable qu'un centre de documentation sur les crimes allemands, le bâtiment devait être le plus audacieux et le plus moderne possible.

Comme l'histoire sans fin que nous avons vécue de 1993 à 2005 le prouve, l'affaire tourna mal. Il s'avéra que le projet choisi par le jury était impossible à construire dans ce monde, en tout cas pas à notre époque ni avec le budget prévu. Lorsqu'on l'interrogeait, la direction de l'urbanisme répondait que la construction de la cathédrale de Cologne avait coûté plus



que prévu et duré des siècles. Des années durant des ruines ainsi qu'une grue gigantesque se trouvèrent sur l'emplacement, plus rien ne bougeait. Le 8 mai 2004 l'« Aktives Museum » a une fois de plus occupé l'emplacement durant 24 heures, afin d'attirer l'attention sur la situation.

Peu de temps après, alors que la moitié du budget prévu pour la construction avait été dépensé, l'Etat fédéral et le Land de Berlin, les deux bailleurs de fonds, s'impatientèrent face à cet architecte excentrique, ils proposèrent un autre appel d'offres. A la place du bâtiment architectural original, but de pèlerinage des étudiants en architecture du monde entier, sera édifié un bâtiment correspondant tout simplement aux buts fixés, il devrait ouvrir en 2009.

L'«Aktives Museum » a, durant cette période, déploré régulièrement cette situation de blocage et exigé que les choses avancent, mais quelles ont été les autres actions de cette association ? Durant une assemblée générale extrêmement mouvementée, les membres discutèrent de la création de la fondation « Topographie de la terreur » ; contre la résistance violente de quelques

membres fondateurs il fut décidé que l'« Aktives Museum » devait abandonner l'idée d'organiser et de gérer le centre de documentation.

Le travail de mémoire dans la partie Est de Berlin

Depuis 1989, depuis la réunification, un nouveau champ d'activité était apparu : il s'agissait de l'histoire difficile du travail de mémoire concernant le nazisme dans la partie est de Berlin et de la présence du souvenir dans Berlin-est, d'abord pour quelques mois toujours capitale de la RDA, puis plus tard partie de la ville de Berlin réunifiée, redevenue capitale de l'Allemagne.

De nouveau on disait ici : je refais tout à neuf. Nombreux étaient ceux qui voulaient vite renier et oublier l'histoire de ces 45 dernières années. On détruisit des monuments, des rues changèrent de nom, des plaques commémoratives furent éloignées. Comme le souvenir de l'époque nazie avait été dans la capitale de la RDA sous la responsabilité de l'Etat, c'est-à-dire l'affaire du parti officiel, ce souvenir courait le risque de disparaître avec cet Etat.

Dans de nombreux cas nous fûmes impuissants, dans d'autres, lorsque l'« Aktives Museum » faisait partie des commissions ou des groupes de conseillers, nous avons pu empêcher des destructions ou accompagner les transformations. Que cela devait se passer de manière raisonnable, nous l'avons montré dans différents projets, grâce à ces projets, des monuments ou des lieux commémoratifs ne furent pas détruits ou fermés, ils furent au contraire l'objet de commentaires et de réflexion. Cette réflexion permit des discussions qui menèrent à une nouvelle manière de voir les choses. L'ancestrale vérité communiste, « éternellement valable » ne fut pas remplacée par une autre vérité ; au contraire, elle incita à réfléchir sur le fait que chaque vérité historique n'est pas éternelle, mais seulement provisoire.

En même temps nous sillonnions tout Berlin-est à bicyclette ou à pied, à la recherche des plaques commémoratives rappelant le martyr des victimes du national-socialisme. Lorsqu'elles avaient déjà été enlevées, nous les avons remplacées par de nouvelles plaques,



dont notre association peut revendiquer le copyright. Sur ces plaques en matière plastique, dont le prix de revient était faible on pouvait lire : « Ici, sur le mur de la maison se trouvait une plaque commémorative pour x », puis suivait une courte biographie, la date où cette nouvelle plaque avait été fixée et le nom de l'« Aktives Museum ».

Nous espérions que les nouveaux propriétaires de la maison, qui avaient enlevé l'ancienne plaque, porteraient plainte contre nous, mais cela ne s'est jamais produit. En fait, grâce à cette plaque de remplacement, la plaque originale est dans de nombreux cas réapparue plus tard, lorsque les différents quartiers de Berlin-est constatèrent l'intérêt que portaient les touristes à ces plaques commémoratives, fixées à la mémoire des victimes du national-socialisme sur le mur de leur maison.

Dans les quartiers du centre, certains nouveaux propriétaires n'hésitèrent pas à effectuer des recherches sur l'histoire de leur maison et à placer une plaque commémorative.

Pour continuer à attirer l'attention sur la disparition des plaques commémoratives, nous avons édité un répertoire en trois volumes des plaques commémoratives berlinoises concernant le national-socialisme. Le premier volume de 1991 répertorie les plaques de

Berlin-est ; le deuxième, de 1993, celles de Berlin-ouest ; le troisième, de 2002, répertorie les plaques nouvellement ajoutées dans les années suivantes. Environ 600 plaques berlinoises sont répertoriées dans les volumes, avec l'histoire des personnes ou des institutions, mais aussi avec l'histoire de la plaque et de ses auteurs. Le travail continue, le quatrième volume pourra paraître vers 2010.

Lorsqu'en 1993, après la naissance de la fondation « Topographie de la terreur » nous avons regardé où on en était à Berlin, nous avons constaté qu'il existait également deux autres lieux commémoratifs de grande importance historique. Il s'agissait du lieu commémoratif « Résistance allemande » et du lieu commémoratif situé dans la maison de Wannsee, où la persécution des juifs d'Europe et l'holocauste avaient été décidés.

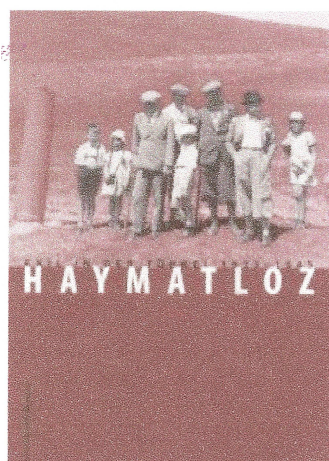
L'exil et le retour d'exil

A l'époque, le musée juif, terminé entre temps, était en construction. Ce musée retrace l'histoire des juifs en Allemagne de l'époque romaine à nos jours. On préparait alors l'année commémorative 1995, le 50ème anniversaire de la fin de la guerre. Nous avons remarqué que beaucoup de projets concernaient la libération des camps, l'occupation, les troupes alliées, les réfugiés, mais il manquait un groupe : Les Allemands qui s'étaient enfuis

d'Allemagne et surtout de la capitale Berlin après 1933, soit pour trouver un lieu d'exil, soit pour immigrer définitivement. L'« Aktives Museum » décida de préparer une exposition sur l'exil et le retour d'exil, en essayant de trouver pourquoi si peu d'entre eux sont revenus. Nous avons montré cette exposition en plein air, sur l'emplacement de la gare « Anhalter » d'où la plupart d'entre-eux étaient partis et où quelques uns, ayant décidé de revenir, arrivèrent. « Où aller maintenant ? » selon le poème de Henrich Heine : *« Où aller maintenant ? mon pied déraisonnable a envie de me porter en Allemagne ; Mais ma raison est parcourue d'un frisson... »*



De New-York à Shangai, du Cap à Valparaiso, des gens qui s'étaient enfuis de Berlin se sont posés la question en 1945 et après : pour la plupart la réponse était claire, ils ne voulaient pas revenir en Allemagne. Tout d'abord parce qu'ils ne pouvaient pas oublier ce qu'on avait fait, à eux et à leur famille, mais aussi parce qu'il apparut rapidement clairement que presque tous n'étaient pas les bienvenus, contrairement à Thomas Mann, dont on souhaitait le retour.



Ce projet concernant les exilés fut suivi d'autres. En 1997 on fêta le 50ème anniversaire du retour d'environ 300 Berlinoises et Berlinoises de Shangai ; sans ce retour, 300 était à l'époque un nombre important, la communauté juive de Berlin aurait disparu durant ces années, parce que les rares juifs qui avaient survécu dans leur cachette, avaient quitté Berlin dans les années d'après-guerre.

Les Juifs allemands venus de Shangai étaient donc particulièrement importants pour Berlin. Ils s'étaient enfuis seulement après 1938. Comme à cette époque plus aucun pays dans le monde ne voulait accueillir des réfugiés juifs, ils avaient pu trouver un refuge uniquement dans la ville internationale de Shangai. L'intitulé de cette exposition « Vivre dans une salle d'attente » correspondait à la description que les réfugiés juifs faisaient de leur vie à

Shangai. Suite à cette exposition et au colloque qui eut lieu en même temps, deux livres parurent sur l'exil à Shangai.

A l'occasion du 75ème anniversaire de la République turque, on nous demanda d'organiser une exposition à Istanbul sur l'exil en Turquie, en faisant référence à notre expérience dans ce domaine. Cette exposition, en deux langues, sur un lieu d'exil très peu connu jusqu'à maintenant, fut ensuite élargie de manière significative ; elle fut montrée à Berlin en l'an 2000, puis les années suivantes dans presque toutes les grandes villes et de nombreuses petites villes de la République fédérale sous la forme d'exposition itinérante. Elle présentait un intérêt, non seulement pour les Allemands, mais aussi pour les Turcs vivant chez nous qui constituent la majorité des immigrés en Allemagne. Un catalogue, un livre de documents ainsi qu'un CD-ROM ont été élaborés dans le cadre de cette exposition.

Enfin durant ces dernières années, nous nous sommes consacrés à la préparation d'une exposition et d'un répertoire biographique sur les conseillers municipaux de Berlin entre 1919 et 1933. Dans cette ville, appelée à l'époque « Berlin la Rouge » 1000 personnes avaient siégé au conseil municipal ou au conseil d'administration de la ville (tous n'avaient bien sûr pas siégé au même moment, mais en cette période très souvent troublée, les fluctuations étaient importantes). On a les preuves que 419 d'entre eux furent poursuivis par les nazis en 1933. On fit des recherches sur leur biographie qui fut l'objet d'une exposition et d'un répertoire biographique.

Maintenant nous avons à nouveau un projet concernant les exilés. Au mois de novembre de cette année sera inaugurée une exposition sur Varian Fry qui, à partir de 1940, a permis à de nombreuses personnes de s'enfuir de France en partant de Marseille pour se réfugier aux USA. Son cercle de collaborateurs était en grande partie composé de Berlinoises et de Berlinoises, ce qui nous permit d'obtenir les moyens nécessaires pour monter cette exposition à Berlin.

Il est agréable d'entendre une histoire couronnée de succès. Ce succès fut possible parce que les projets de l'« Aktives Museum », le projet le plus important surtout, c'est-à-dire le lieu du souvenir au centre de Berlin, ont toujours suscité dans le pays et à l'étranger beaucoup d'intérêt, de nombreux partenaires ont collaboré avec les membres de cette association, si bien qu'en fin de compte, les hommes politiques furent contraints de soutenir ce travail.

Le visage offert par les 80 à 100 lieux commémoratifs en Allemagne, où se fait un travail permanent sur le passé nazi, ne va sûrement pas demeurer tel qu'il est. Nous en sommes actuellement au stade où étaient les musées sur la préhistoire et l'antiquité à la fin du 19ème siècle. Chaque petite ville présentait ses collections ou ses expositions où l'on pouvait voir des haches de pierre, des ustensiles mortuaires et quelques tessons de poterie. On assista ensuite à une concentration, il ne resta à la fin que quelques grands musées où les différents domaines furent exploités de manière scientifique et exhaustive. Il en sera sans doute ainsi des lieux commémoratifs de l'époque nazie. L'« Aktives Museum » ne sera sans doute pas représenté. Mais la « Topographie de la terreur » appartiendra à ceux qui restent !

Introduction

Alain Battégay

sociologue Modys

Les exposés et présentations de ce matin ont traité de l'expérience de musées dans leurs rapports aux territoires comme espace d'inscription et d'initiatives. Ceux de cet après-midi partent plutôt de territoires qui ont été des hauts lieux de la Résistance pour examiner leurs rapports à la mémoire de la Résistance et de la guerre.

Ils vont nous conduire sur des chemins qui mettent en jeu, au présent et dans le présent des groupes et des territoires, les rapports entre mémoire et histoire qui localement engagent des questions concernant les rapports entre traces, témoignages et récits. Dans une telle perspective, l'opposition classique entre mémoire et histoire perd une part de sa pertinence et incite à reformulation et à dépassement.

Au lieu de considérer que l'étude de la mémoire qui serait de l'ordre de l'affect et de la partialité relèverait de l'anthropologie alors que l'étude de l'histoire, véritable « mémoire vérifiée » (Pierre Nora) serait du côté de la rigueur méthodologique et de la neutralité scientifique relevant du métier d'historien, il devient patent que mémoire et histoire sont entrecroisés. Il y a de l'histoire dans la mémoire, au moins lorsqu'elle se dit en mémoire historique, il y a de la mémoire dans l'histoire comme récit historique établi au terme d'opérations critiques. L'opposition classique entre mémoire et histoire ne suffit pas : des montées ou remontées mémorielles poussent à des travaux historiques qui à leur tour offrent de la matière première à un usage public du passé (Enzo Traverso).

L'histoire est inséparable ici d'une mémoire non encore reconstruite (Nicolaidis), et les rapports mémoire-histoire sont contenus dans les usages présents du passé, perspective d'étude qui elle-même ouvre sur plusieurs chantiers de réflexion présents dans cette journée .

- 1- **l'étude des usages publics et politiques de la mémoire** particulièrement sensibles lorsqu'il est question de la Résistance et de la seconde guerre mondiale, en France. L'étude de ces usages nous conduit à déplacer la visée normative du *devoir de mémoire*, telle qu'elle a été portée ces dernières années vers des ancrages et des horizons à la fois moins normatifs et peut-être plus incertains pour décrypter réfléchir analyser *le travail de*

mémoire lui-même, en partie informé par des travaux d'historiens mais relevant aussi de ressorts participant des mouvements des sociétés contemporaines.

- 2- L'étude de ces usages de la mémoire nous conduit sur les chemins **d'une histoire de la mémoire publique**, qui en l'occurrence montre comment au cours des dernières années récits historiques de la résistance et de la Guerre, manières de remémorer et commémorer ont évolué. En particulier, le retour sur les années noires aurait conduit à la constitution d'une nouvelle mémoire dont l'Etat aurait pris acte en intégrant au dispositif mémorial français, des événements négatifs (1992 : journée de commémoration de la rafle du *Vel d'Hiv*). Peut-on considérer, que la prise en compte de ces événements négatifs n'a pas seulement valeur de repentance, mais qu'elle participe d'un travail de mémoire qui gagne en vérité, et en sérénité ?
- 3- Au-delà du constat que l'Etat ne possède plus le monopole qu'il possédait sur les politiques mémorielles, ne faut-il pas prendre en considération que les cadres nationaux d'interprétation sont eux-mêmes en évolution, et au lieu d'être tenus pour acquis, apparaissent aujourd'hui de manière particulièrement forte comme des constructions historiques en recomposition. Le récit national n'est plus cette idéologie mémoire qui liait étroitement passé, présent et futur : il ne suffit plus comme instrument de lecture de l'expérience historique du présent qui s'ordonne aussi à des échelles supra-nationales (Europe) et infra-nationales (régions et groupes). C'est cet après-midi cette échelle infra-nationale qui sera au centre de nos préoccupations, avec tout d'abord l'exposé de Marine Guichard Crozet.

La question désormais se pose, non plus de ré-adosser dispositif et politiques mémorielles au modèle national-républicain qui avait prévalu du XVIII^e à la deuxième moitié du XX^e siècle, mais aussi d'inscrire l'inflexion de l'action publique en matière de politique mémorielle et de travail de mémoire dans un contexte mondial comme une inflexion vers une mémoire démocratique, qui est désormais une mémoire négociée, cette négociation n'étant plus circonscrite au territoire national.⁹

⁹ Patrick Garcia, *Politiques de la mémoire*, www.eurozine.com

Les associations de résistants et l'institutionnalisation de la mémoire de la Résistance sur le plateau des Glières

Marina Guichard-Crozet

doctorante en anthropologie politique, UJM/ Modys

En Haute-Savoie, la mémoire des événements du maquis des Glières étonne souvent les visiteurs ou les néo-locaux par sa vitalité.

Pourquoi, à l'issue du 50^{ème} anniversaire, les rescapés des Glières ont-ils souhaité une dévolution symbolique des lieux de mémoire du maquis des Glières au Conseil Général de la Haute-Savoie, sur lesquels se situent le monument commémoratif d'Emile Gilioli, un sentier historique, un musée de la Résistance, une nécropole nationale et enfin un mémorial de la déportation ? Quels messages l'instance départementale se donne-t-elle le devoir de transmettre ? De quelle évolution de la mémoire des Glières témoigne ce « passage de témoins » ? Et réciproquement, quelles transformations cette prise en main départementale a-t-elle induite, notamment en terme d'usages et de récits ?

Dans un premier temps, nous allons brièvement présenter les événements du maquis des Glières ainsi que leur mémoire immédiate. Puis, nous allons dresser un bref panorama des étapes clefs de la mémoire des Glières jusqu'à aujourd'hui. Ces deux aspects évoqués, nous aurons alors un bilan de la situation à la veille du positionnement de la collectivité locale comme acteur de mémoire. Nous aborderons alors ses diverses motivations en croisant notamment les actions et moyens mis en œuvre avec les rapports entretenus avec les autres acteurs de mémoire, notamment associatifs.

Le maquis des Glières et l'émergence d'une mémoire endeuillée

En janvier 1944, face à la situation insurrectionnelle créée par la Résistance, le gouvernement de Vichy met le département de la Haute-Savoie en état de siège et proclame la loi martiale. Par ailleurs, Londres décide d'y envoyer d'importants parachutages d'armes afin d'équiper au moins deux mille maquisards en vue du débarquement. En janvier 1944, le Plateau des Glières a été choisi comme lieu de parachutages d'armes au profit des maquis de Haute-Savoie, riches en hommes mais démunis en armements. Le lieutenant Tom Morel donne l'ordre à 120 maquisards de prendre position sur le Plateau des Glières, forteresse naturelle et terrain idéal de parachutages, à 1400 mètres d'altitude, dans le Massif des Bornes, près d'Annecy. L'effectif du Bataillon des Glières atteint progressivement 460 hommes réunis alors au-delà des clivages idéologiques et partisans et en symbiose avec les populations des vallées, notamment de Thônes, d'Usillon et du Petit-Bornand. Jeunes et enthousiastes, ils jurent de « Vivre libre ou mourir » comme le proclame leur devise.

Certains d'entre eux ont suivi un stage durant le mois précédent dans un chalet situé à La Colas, lieu-dit de Manigod, surplombant la vallée de Thônes. L'enseignement consiste à initier ces jeunes à l'utilisation des armes et aux manœuvres de la guérilla. Parallèlement à

cet enseignement des rudiments du combat, sous l'influence de l'école des cadres d'Uriage¹⁰ notamment qui d'une part s'est rendue dans la vallée de Thônes et d'autre part a reçu Tom Morel en formation, ces jeunes sont amenés à réfléchir sur le sens de leur action. Selon l'un des rescapés des Glières, « *il y avait là un rassemblement d'hommes très différents mais une extraordinaire cohésion si je puis dire, morale, ça c'est clair* »¹¹. Et finalement, pour ce témoin, « *décrire l'histoire du Plateau des Glières, c'est essentiellement faire apparaître un phénomène d'ordre moral de destins individuels confrontés à une situation insupportable. En effet, nous allions devoir affronter ces nuits noires de la barbarie face à un adversaire qui avait pris possession de notre sol et étouffé toutes les richesses de l'esprit. Mais de cette mosaïque humaine qui a constitué les Glières, quelque chose a surgi, une fusion d'êtres différents mais inspirée par une commune volonté de trouver un motif d'espérance humaine* »¹².

Sur le Plateau des Glières, leur mission consiste à tenir jusqu'au parachutage. Après un premier largage limité, ils doivent attendre le mois de mars en raison des mauvaises conditions météorologiques. Lorsqu'il arrive enfin, le 10 mars, un étai constitué par les troupes de Vichy puis de la Wehrmacht, avec une division composée de plus de 10 000 hommes, s'est refermée autour du Plateau des Glières. La milice étant tenue en échec par les maquisards, l'attaque allemande, précédée de bombardements aériens destructeurs, est lancée le 26 mars. Face à l'inégalité des forces en présence, le capitaine Anjot, qui a succédé à Tom Morel après que celui-ci ait été tué le 9 mars, donne l'ordre de dispersion dans la nuit. Le franchissement des barrages autour du Plateau, en raison de la nuit et du fait d'un enneigement important s'avère éprouvant. Au total, les combats des Glières, et la répression qui suit, coûtent la vie à près de 129 maquisards ainsi qu'à une vingtaine d'habitants des vallées assurant le ravitaillement et le soutien du Plateau. Mais dans les semaines qui suivent, les maquis se reforment. Plus de 2000 hommes montent à nouveau sur le Plateau des Glières pour recevoir le parachutage massif qui les aidera, entre le 15 et le 19 août, à libérer la Haute-Savoie.

Ce récit des événements des Glières, ici présenté dans sa forme contemporaine la plus concise, en est une synthèse sur laquelle chacun s'accorde aujourd'hui. Il constitue un outil indispensable dans le processus de transmission mis en œuvre par les acteurs et « faiseurs » de mémoire. Elaboré dès 1945 par les acteurs eux-mêmes, il a évolué jusqu'à aujourd'hui en fonction des apports de divers acteurs de mémoire. En ce sens, les événements des Glières ont été régulièrement (ré)interprétés aux fins de construction d'une mémoire des Glières, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'ils revêtent une signification collective. Par mémoire des Glières, nous entendons donc une interprétation symbolique des événements de 1944, à travers un récit de mémoire, dont la fonction serait de fixer une manière d'être individuelle et collective au service d'un « vivre ensemble » républicain.

Une mémoire endeuillée sur la défense

Depuis 1944, la mémoire des événements des Glières semble alterner des périodes d'effervescence et de latence apparente. Les deux premières années qui suivent les événements s'avèrent particulièrement actives.

¹⁰ Institution officielle de l'Etat français créé en 1940 par un officier soucieux d'éducation intégrale : Dunoyer de Ségonzac. Privilégiant les échanges intellectuels, elle est devenue un carrefour de réflexions prospectives. Condamnant la collaboration, Uriage s'est détachée de Vichy jusqu'à sa suppression fin 1942. Néanmoins, de nombreux formateurs ont alors continué leur action au sein de la Résistance.

¹¹ J-H, entretien du 6 février 2006.

¹² Discours prononcé par un représentant des Rescapés des Glières lors de la venue du Président de la République, François Mitterrand à l'occasion du cinquantième anniversaire.

Tout d'abord elles correspondent au regroupement des rescapés en une association dite, « des rescapés des Glières », fondée le 22 septembre 1944 à Annecy, sous la présidence de Louis Jourdan, seul officier survivant. Dans les statuts, les membres fixent pour objet, outre le regroupement des Rescapés, « *le maintien de l'Esprit du Plateau, la défense des membres [...], le maintien du culte des camarades tombés pour la France aux Glières...* »¹³. Les premières actions au nom de l'association sont d'une part, le développement d'une aide sociale aux familles de prisonniers et déportés, l'organisation de diverses commémorations, la pose de plaques ; d'autre part, l'inscription du Plateau comme site protégé à l'Inventaire des monuments naturels et des sites, la réalisation d'un ouvrage fondé sur des témoignages et retraçant l'histoire du maquis des Glières¹⁴, la diffusion d'un bulletin de liaison intitulé « Message » (dont le premier numéro sort en juillet 1945 et qui continue encore aujourd'hui, mais avec un S à « Messages », avec de longues phases d'interruption). Le démarrage de l'association des Rescapés des Glières est particulièrement dynamique dans la mesure où celle-ci dispose d'un secrétariat permanent jusqu'en décembre 1946, date à laquelle la publication de Message est d'ailleurs interrompue une première fois au 11^{ème} numéro. Cette première année d'existence est marquée par un chantier important, à savoir le regroupement et l'identification des corps. Cet effort aboutit à la réalisation du cimetière de Morette, aujourd'hui nécropole nationale¹⁵. Ainsi, outre l'entraide et le regroupement des membres, les fondateurs de l'association travaillent également à l'élaboration d'un lieu de recueillement. A peine initié, ce lieu autour duquel se cristallise déjà la mémoire des Glières, reçoit la visite officielle du Général de Gaulle, en tant que représentant de la France Libre, le 4 novembre 1944. Morette devient alors le lieu autour duquel s'organise l'anniversaire commémoratif et, par là même s'élabore le rituel mémoriel des Glières jusqu'à aujourd'hui.

Des critiques, qui par la suite deviendront récurrentes, concernant le sens même de leur regroupement aux Glières par les héritiers des mouvances FTP se font jour dès cette époque de l'immédiat après-guerre.

Un ouvrage notamment, émanant d'un collectif d'auteurs soutenant la vision FTP de la Résistance, critiquent ouvertement la stratégie des Glières qu'ils présentent et, certainement ressentent, comme une tragédie illustrant « *une monstrueuse erreur de conception stratégique* »¹⁶.

Marcel Prenant, Professeur à la Sorbonne et ancien chef d'Etat-major FTP parle, dès 1946, dans sa préface, « *de la triste aventure du Plateau des Glières* » ou « *Plus de trois cent braves furent héroïquement mis hors de combat, victimes d'une conception militaire surannée, qui n'avait pas su s'adapter aux réalités de la guérilla* » (R.1.3, p 11).

Dans le chapitre consacré aux événements des Glières, les auteurs évoquent un piège qui se serait refermé sur les maquisards des Glières en raison de la mise en état de siège du département et donc de l'afflux des forces de l'ordre tant allemandes que françaises.

Ces auteurs reprochent également à ces « piétres stratèges » d'avoir permis, avec cette concentration d'hommes dans un lieu de montagne éloigné, d'avoir fait le jeu de l'ennemi en leur permettant ainsi de s'organiser dans les vallées. Selon ces anciens résistants FTP, « *l'héroïsme d'un Tom Morel ou d'un capitane Anjot aurait été plus utile à la cause de la Patrie s'il avait été mieux employé. Et le vrai drame des Glières c'est que, sur un mot d'ordre venu de Londres, servant mieux les intérêts de l'impérialisme anglo-saxon que ceux*

¹³ Fonds Conseil Général de la Haute-Savoie.

¹⁴ JOURDAN L., HELFGOTT J., GOLLIET P., *Glières, première bataille de la Résistance*, Association des Glières, Genève, 1946, réédité en 1988.

¹⁵ Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, il est décidé que les corps des soldats ne seraient pas rendus à leurs familles (sauf à la demande de ces dernières) mais regroupés dans des cimetières nationaux. Ces dispositions sont ensuite appliquées aux soldats morts pendant la Seconde Guerre Mondiale. L'application de ces règles relevant du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre revient alors au Ministère des Anciens combattants.

¹⁶ R.I.3, Francs-Tireurs et partisans de la Haute-Savoie, Ed. France d'abord, Paris, 1946.

de la libération du territoire national, des patriotes y aient été inutilement sacrifiés » (R.1.3, p 98). Les termes employés sont forts et Glières est qualifié d'un « *abcès de fixation criminellement prémédités par les cercles de Londres* » (R.1.3, p 102).

Puis, les rescapés sont confrontés aux contingences de leurs vies personnelles et professionnelles. Cette période de latence, rythmée par les commémorations annuelles de Morette, s'achève avec la volonté de l'association des rescapés des Glières de construire un monument sur le site même des Glières en vue des commémorations du 30^{ème} anniversaire. Ainsi, au printemps 1971, avec le lancement d'un concours international destiné à ériger un monument aux Glières qui serait situé à proximité du premier lieu de sépulture de Tom Morel. Pour l'association, l'objectif est que l'artiste à élire soit capable de « *mettre les ressources de l'art moderne au service de l'idée [qu'ils gardent] de la Résistance et de ses combats* » pour un budget global d'environ 75 000 euros¹⁷. Pour ce faire, elle établit un jury présidé et constitué par Bernard Dorival, alors conservateur du musée d'art moderne de Paris. Ce dernier s'adjoint entre autre le peintre contemporain Hans Hartung. Ils récoltent 74 projets et en sélectionnent d'abord 6 avant de se fixer définitivement sur celui d'Emile Gilioli le 15 juillet 1972, par huit voix sur neuf.

Le monument de Gilioli se présente comme un grand V amputé d'un côté et portant un large disque, reposant sur le trait plein, qui signifie le soleil, autrement dit la liberté. Symboliquement, une des branches est brisée en son centre, en raison des morts, tandis que l'autre jaillissante marque l'enthousiasme du mouvement d'espérance des résistants. La position du disque lui donne un effet d'instabilité et il menace ainsi sans cesse de glisser. Cette hésitation marque la vigilance qui s'impose à tous à l'égard de la liberté, « *miracle toujours menacé, dont le monument rappelle le prix douloureux, mais aussi la victoire irrésistible* » (P. Golliet, 1994)¹⁸.



Photographie : Association des Glières

Impressionnant par ses dimensions, le monument conçu par Gilioli a une hauteur totale de 15,20 mètres sur 4 mètres. Le disque posé en son centre pèse 65 tonnes. Cette

¹⁷ GOLLIET P., 1994, *Monument aux Glières*, Cahiers des Amis du Val de Thônes n°1.

¹⁸ Op.Cit.

monumentalité contemporaine répond à leur souhait que soit commémorée la grandeur de l'événement et des hommes par une œuvre marquante. Alors, se pose la question de l'inauguration. Le nom d'André Malraux s'impose comme une évidence. Ce choix témoigne de la volonté d'inscrire les événements dans l'imaginaire national dans la continuité du discours de 1964, à l'occasion de l'entrée des cendres de Jean Moulin au Panthéon¹⁹.

Inauguré le 2 septembre 1973 par André Malraux, devant une foule immense, le monument de Gilioli inscrit ce lieu de moyenne montagne comme un lieu de rayonnement de la mémoire des Glières et l'ancre encore davantage dans le territoire haut-savoyard et les mentalités collectives. C'est directement à la suite de ces commémorations que sont publiées les recherches de Jean-Louis Crémieux-Brilhac²⁰, en 1975. Les rescapés prennent alors conscience de la dimension psychologique du Maquis des Glières dans la mesure où leur affrontement avec la 157^{ème} division alpine de la Wehrmacht, relayé sur les ondes par Maurice Schumann, a montré aux Alliés la réalité de la Résistance française et a contribué significativement à son armement. En effet, pendant l'automne 1943, grâce à la première mission « Musc »²¹, l'information remonte à Londres que plus de 2300 hommes sont prêts à combattre dans l'Ain et les Savoie, avec « *un moral à toute épreuve* »²² ce qui aboutira aux parachutages d'armes sur le Plateau des Glières en mars 1944 que nous avons évoqués.

Grâce à cette contextualisation historique des événements des Glières, les Rescapés comprennent les enjeux stratégiques de leurs actions et, du même coup, trouvent leur place dans l'histoire de la Résistance française. Il n'est plus question d'une erreur stratégique, ni d'un piège qui se serait refermé sur les maquisards. Ils assimilent également toute la portée de la phrase du Général de Gaulle prononcée le 4 novembre 1944 et rapportée par le seul officier rescapé des Glières : « *c'est grâce à Glières que j'ai pu obtenir des parachutages importants pour la Résistance* ». Bouleversés par l'article de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ils soutiennent sa diffusion par une édition spéciale au nom de leur association qu'ils préfacent et dans laquelle ils témoignent que l'auteur « *nous livre l'essentiel d'une vaste et fraternelle aventure. [...] Il corrige les inexactitudes, rétablit la vérité, projette sur des zones d'ombre, des explications logiques, révèle des faits demeurés encore inconnus* »²³.

Les cérémonies entrant dans le cadre du 30^{ème} anniversaire semblent ainsi amorcer la légitimation de la mémoire des événements du maquis des Glières par son rapport à l'histoire. Néanmoins, dans ce contexte de guerre froide, la seconde interprétation mémorielle des événements des Glières, issue du courant FTP, perdure en filigrane ne serait-ce que parce que l'association des Glières cherche toujours à combattre les traces laissées dans les esprits par l'ouvrage de 1946 et la vision FTP. Selon Henri Rouso²⁴, « *la question de l'histoire et de la mémoire, inscrite d'une manière générale dans l'air du temps est particulièrement prégnante dès que l'on aborde des périodes proches. C'est encore plus net lorsqu'il s'agit des événements tragiques du XXe siècle, le débat ou*

¹⁹ CORDIER, Daniel, 1989-1993, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon* : tomes I, II, III, Ed. J.C. Lattès.

²⁰ *Revue d'Histoire de la 2^{nde} Guerre Mondiale*, CREMIEUX-BRILHAC J-L, « La Bataille des Glières et la « guerre psychologique », n°99, juillet 1975.

²¹ Un lieutenant-colonel britannique, Richard Heslop, dit « Xavier », accompagné d'un capitaine français, Jean Rosenthal, dit « Cantinier », sont parachutés en Haute-Savoie afin de vérifier, pour le compte du Haut commandement allié, la vigueur des forces de la Résistance dans ce département et, le cas échéant, de les coordonner en vue de parachutages de matériels de guerre.

²² CREMIEUX-BRILHAC J-L, *La Bataille des Glières et la « guerre psychologique*, extrait de la revue d'Histoire de la 2^{nde} Guerre Mondiale (n°99, juillet 1975), P. 5 (réédité en 2004 par l'association des Glières).

²³ Op. cit., préface.

²⁴ ROUSSO H., « La mémoire et l'Histoire » (Table ronde animée par), Actes de l'université d'été, *Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain*, Direction de l'Enseignement scolaire, publié le 24 avril 2002.

l'opposition entre ces deux manières d'invoquer ou de convoquer le passé prenant de fortes connotations éthiques et morales ».

Le troisième temps fort dans la construction de la mémoire des Glières émerge avec les préparatifs et les retombées du cinquantième anniversaire, marqué par la venue de François Mitterrand, alors Président de la République. En effet, en raison des effets du temps, les rescapés se posent la question cruciale de la pérennisation de leur travail de mémoire sur les événements des Glières. Ils modifient les statuts de leur association afin d'intégrer les générations suivantes dans leur action mémorielle. Sous l'effet de ces nouveaux acteurs se posent plus précisément encore la question de la finalité de cet effort de mémoire et de leur légitimité.

En 1998, les responsables du bureau de l'association des Glières²⁵ sollicitent finalement auprès du Département de la Haute-Savoie la prise en charge de leur patrimoine aux fins de sa pérennisation. Une première convention est passée en 1997 concernant le seul site des Glières. Puis, une seconde consacrée cette fois au site de Morette intervient une année plus tard. La mémoire portée jusqu'ici par les seuls Rescapés et leurs amis tend alors à s'institutionnaliser, c'est-à-dire à bénéficier d'un relais mémoriel d'ordre public.

Ainsi, selon nos observations, apparaissent trois temps forts dans la construction de la mémoire des Glières : sa naissance dès 1944, avec déjà toutes les conditions de sa mythologisation ; une première légitimation à l'occasion des commémorations du trentième anniversaire ; et enfin l'amorce d'une institutionnalisation à l'issue du 50^{ème} anniversaire. C'est à partir de cette chronologie que nous allons maintenant nous intéresser à l'institutionnalisation de la mémoire des Glières.

L'institutionnalisation de la mémoire des Glières

A l'issue de la période du cinquantième anniversaire une catégorie d'acteurs de la mémoire des Glières prend une nouvelle importance : **l'acteur institutionnel**.

Avec la transmission des sites de Glières et Morette au Département, se retrouvent les différents échelons nationaux : Etat (essentiellement les Ministères de la Défense, de l'Education nationale et de la Culture), collectivités locales (Conseil régional, Conseil général et différentes communes ou communauté de communes).

Ces **acteurs institutionnels** semblent soutenir la mémoire des Glières en raison d'un enjeu précis : permettre à un territoire de revendiquer une profondeur historique. La porte d'entrée de ce type d'acteurs dans la construction de la mémoire des Glières passe par son implication dans la gestion d'un patrimoine public, tant muséographique qu'immatériel.

Depuis 1998, l'institution départementale développe ainsi tout un ensemble de projets en faveur du travail de mémoire, toujours plus nombreux et conséquents en termes de moyens humains et financiers, avec des finalités scientifiques, culturelles et artistiques. Ceux-ci constituent autant d'instruments dont se dote le territoire départemental pour « *rendre accessible collectivement son passé et assurer la continuité dans le temps* »²⁶.

En raison de cet encadrement institutionnel, la mémoire des événements du maquis des Glières trouve ainsi également une qualification sociale, dans la mesure où elle est invitée à être pratiquée. Certes, les institutions de conservation transformeraient la mémoire en patrimoine²⁷. De même, les commémorations figeraient le message.

²⁵ Qui a pris la suite de l'association des Rescapés.

²⁶ RAUTENBERG M., 2003, *La rupture patrimoniale*, A la Croisée, p. 51.

²⁷ Op. Cit.

Ainsi, Pierre Nora constate que ces lieux de mémoire constituent souvent des chantiers de construction d'une mémoire politique et institutionnelle de la nation²⁸. Aussi, Antoine Prost soutient l'hypothèse que les politiques ne sont pas capables de créer des mythes historiques et ne peuvent instrumentaliser que les mythes qui préexistent²⁹.

Chaque institution semble envisager une action mémorielle autour des Glières selon ses intérêts plus généraux. Au niveau national, le renforcement de cette mémoire accompagne notamment le mouvement de décentralisation tandis qu'au niveau local, elle devient un instrument de reconnaissance politique et symbolique qui doit lui permettre de se positionner autrement.

En ce qui concerne la mémoire des Glières, l'hétérogénéité des acteurs en présence, y compris institutionnels, la maintiennent dans un bouillonnement d'échanges. Aussi, pour l'instant, les pratiques de mémoire, même encadrées et normalisées à des fins de conservation, tant avec des finalités historiques que patrimoniales, semblent contribuer au renforcement d'une mémoire collective fondée sur la rencontre.

Parallèlement à cette institutionnalisation de la mémoire des Glières et peut-être en raison de celle-ci, le département s'est trouvé sollicité par les représentants du musée de la Résistance de Bonneville, issue de la mouvance FTP, sur les mêmes interrogations de pérennité de cette mémoire dans le contexte de disparition des témoins directs.

Dans un 1^{er} temps, il a été question d'une aide financière. Puis, considérant l'importance de la somme engagée, la discussion s'est centrée autour d'une dévolution. La mise en cohérence des attentes des uns et des autres n'a pas été simple en raison, certainement, du contexte AS/FTP. C'était un peu comme si en étant devenu le propriétaire et le gestionnaire de Morette, le Département était devenu le détenteur d'une mémoire de l'AS. De la même manière, la dévolution du musée de Bonneville risquait de rendre perplexe les interlocuteurs du Département du côté de l'association des Glières, comme si les uns et les autres craignaient que le Département souhaite fusionner ces deux mémoires en une seule. Tout s'est débloqué lorsque la question de la complémentarité des mémoires a été définie, et affirmée, comme une richesse à préserver et non comme une contrainte à surmonter.

Il importe de signaler également que depuis plusieurs années, des représentants de chacune de ces deux mouvances travaillaient avec le Département sur un projet commun : le Cd-rom sur la Résistance en Haute-Savoie, initié par l'Association pour les Etudes sur la Résistance intérieure. En conséquence, lorsque les discussions sur la dévolution du musée de la Résistance de Bonneville, issu de la mouvance FTP, s'engagent, les anciens résistants de l'AS et des FTP travaillent ensemble, autour d'une même table, depuis près de cinq ans.

La mutualisation des moyens inhérent à la prise en charge publique induit la mise en œuvre d'une politique mémorielle à l'échelle d'un territoire. Au cœur de cette départementalisation se trouve un projet partagé par chacun des acteurs de mémoire, tant associatifs que publics : la création d'un musée éclaté de la Résistance en Haute-Savoie avec l'objectif d'obtenir le label « Musée de France », c'est-à-dire la reconnaissance de l'Etat. Ce musée s'articulerait autour de quatre sites départementaux : Glières, Morette, le musée de Bonneville et enfin un centre de documentation sur la Seconde Guerre Mondiale situé à Annecy, au Conservatoire d'Art et d'Histoire. Aujourd'hui, ce projet se construit théoriquement dans le cadre de la réalisation d'un projet scientifique et culturel. Il conviendra d'en parler plus précisément d'ici 2009, si tout se passe comme prévu.

²⁸ NORA P., 1984-1992, *Les lieux de mémoire*, 7 volumes.

²⁹ Colloque « Les usages politiques de l'histoire dans la France contemporaine, des années 70 à nos jours, 2003 », 25 septembre 2003, Centre d'Histoire Sociale du XX^{ème} siècle, compte-rendu général des débats par Danielle Tartakowsky.

Pour conclure

Les événements des Glières engendrent une mémoire qui apparaît aujourd'hui d'autant plus complexe qu'elle est revendiquée comme un moyen de compréhension d'une identité territoriale : la Haute-Savoie. Cette emprise locale de la mémoire issue de la Résistance, renforcée par son institutionnalisation, génère une patrimonialisation des lieux, des traces, des objets...comme autant de preuve de son existence.

Elle se présente comme le résultat du regard d'un groupe social sur son passé et, par là même, nous invite à comprendre les mutations de notre société, notamment en terme de conscience politique. Né du chaos et de la lutte contre le totalitarisme, au moment où se comptaient les morts et les disparus, le discours historique actuel véhiculé par la mémoire des Glières ne se restreint pas aux émotions de l'époque mais exprime l'attachement d'un groupe au principe de cohésion et d'unanimité sociaux, symbolisé par la devise de 1944 du Maquis des Glières : « Vivre Libre ou Mourir ». Ce processus exprime certes des inquiétudes collectives, mais il montre aussi un autre phénomène peut-être plus important que le repli identitaire : un refus diffus de l'uniformisation culturelle.

Aussi, cette dynamique mémorielle, directement issue de l'implication de ses nombreux acteurs, semble porteuse d'un discours, d'une forme d'engagement dans la construction d'un territoire local en pleine (re)construction politique du fait de la décentralisation et confronté à une croissance démographique importante. Des formes de cet usage politique de la mémoire des Glières a d'ailleurs largement été démontré avec la visite de Nicolas Sarkozy à la veille de son élection et par la contre manifestation du 13 mars 2007 s'élevant contre l'instrumentalisation des valeurs de la Résistance par un candidat à l'élection présidentielle.

En Haute-Savoie, la mémoire des Glières cristallise les enjeux politiques en cours, comme si l'idéal qui animait ces maquisards ayant fait le choix de combattre ensemble afin de « Vivre libre ou mourir », selon leur devise et malgré leurs différences, permettait à une forme d'utopie citoyenne de s'exprimer.

Marina Guichard-Croset

Doctorante en ethnologie/anthropologie politique sous la direction de Michel Rautenberg (Université Jean Monnet - Saint-Etienne) - Chef du service Mémoire et Citoyenneté / Direction des Affaires culturelles / Conseil Général de la Haute-Savoie.

Mail : resistancedepartementale74@cg74.fr

Un tournant mémoriel sur le Vercors entre blocage et ressources

Philippe Hanus

Historien, Centre permanent d'initiation à l'environnement
Parc Naturel Régional du Vercors

Marie-Thérèse Têtu

Socio-anthropologue Modys

A partir de deux postures différentes, celle d'une anthropologue qui enquête sur le terrain et celle d'un historien qui anime des réseaux d'acteurs du patrimoine culturel du Parc Naturel Régional du Vercors, nous avons travaillé, chacun de notre côté et ensemble, sur les mémoires actuelles et locales de la Résistance et de la guerre, sur leurs usages et leurs manifestations contemporaines dans ce territoire des Préalpes dauphinoises, à cheval sur l'Isère et la Drôme.

Nous proposons de vous livrer des indices qui ont conduit nos cheminements et nos réflexions à se croiser sur l'hypothèse d'un tournant mémoriel dans le Vercors, entre blocages et ressources. Nous tenterons dans le même temps d'indiquer ce qui nous semble être des manifestations et des pistes pour des redéploiements de ces mémoires.

Les blocages

MT Têtu : Ce sont les silences, et peut être plus encore les non dits, les secrets, qui malgré l'éloignement de cette période, l'épuisement des polémiques, perdurent et continuent à faire de cette période des Années Noires une question sensible, avec une mémoire fragmentée qui parvient difficilement à l'apaisement et à l'exposition publique.

C'est aussi la difficulté sur ce territoire à passer du devoir de mémoire célébrant les héros et rendant hommage aux victimes, de la Résistance comme image de marque voire d'Epinal, comme haut lieu de la mémoire nationale, au travail de mémoire prenant en compte la pluralité des mémoires et de ses acteurs, et ses enjeux pour le devenir de ce territoire composite et en recomposition.

P. Hanus : Je constate que dans le Vercors, paradoxalement, la Résistance est à la fois partout et nulle part. Lorsque l'on approche le massif par la vallée de l'Isère, un immense panneau marron, installé au bord de l'autoroute reliant Valence à Grenoble, annonce : "Le Vercors, Haut lieu de France !" suivi d'un autre : "Site national historique de la Résistance en Vercors", le ton est donné. Le visiteur ne peut pas ne pas savoir qu'il pénètre un "sanctuaire de la Mémoire nationale". De toute part le Vercors porte dans ses murs l'empreinte de ce grand événement. Nombreux sont en effet les lieux témoignant de la tragédie dans lesquels on convie le visiteur. A ces hauts lieux, il convient d'ajouter une myriade de sites

plus ou moins discrets dans le cœur des villages (Méaudre), à l'orée du bois (Coulmes) ou près des cols d'altitude (pas de Bérièves) qui constituent une véritable topographie résistante du Vercors³⁰. Pourtant, malgré l'omniprésence de ces signes, monuments et autres dépliant touristiques, qui disent cette histoire, il semble régner un silence assourdissant autour de la question lorsque l'on vit quotidiennement dans ce territoire. Je sens en effet poindre un malaise chez la plupart de mes interlocuteurs, lorsque j'aborde cette épineuse question de la Résistance.

Les ressources

Le cantonnement dans des oppositions duales entre la légende dorée et la légende noire, entre héros et victimes, entre résistants et populations locales, entre mémoires nationales et locales se fissurent.

La guerre et la Résistance comme vitrine d'un territoire, comme emblème qui a fait connaître ce pays, comme gagne pain pour une partie de la population ne suffit plus et doit être reconsidérée à l'aune des recompositions de populations et des activités.

Le développement multiforme du tourisme et la diversité des touristes, le passage et l'installation de nouvelles populations, et les aspirations des nouvelles générations appellent des dynamiques culturelles et économiques dont le travail actualisé des mémoires est une des dimensions.

Le Vercors c'est quoi ?

Avant que Pierre Dalloz n'en reprenne l'idée dans son "Plan montagnards", ce sont les héritiers du romantisme, les alpinistes, « explorateurs de cavernes », et autres rédacteurs de guides de voyage, à la recherche du pittoresque alpin qui ont en quelque sorte inventé la citadelle du Vercors à l'aube du XXe siècle³¹. Contrairement aux idées reçues ce pays n'est pas isolé, mais dialogue avec les secteurs voisins au moyen d'un dense réseau de chemins qui serpentent à travers la montagne³². L'ouverture des routes à partir de 1850, accélère le mouvement des échanges entre la montagne et la plaine et favorise la venue d'un public nouveau : les touristes. Sous la plume de Henri Ferrand, le Vercors devient en 1900 un lieu circonscrit, porteur d'image et d'identité. Dans les premières décennies du XXe siècle, le climatisme contribue à accroître la notoriété du nord du massif. A la fin des années 1920, les géographes de Grenoble, Jules Blache et Raoul Blanchard en décrivent précisément la structure de massif préalpin³³. Les événements de la Résistance à l'occupation allemande vont encore accroître la notoriété de ce territoire singulier symbole à la fois de liberté (l'homme debout face à l'opresseur) et de martyr (massacre des populations civiles).

Les trois Vercors de la Résistance

L'étude de Gilles Vergnon³⁴ centrée sur les organisations de la Résistance en Vercors met en évidence trois principaux dispositifs.

- Le réseau « franc-tireur » et les réfractaires : dès 1942, des militants socialistes, sous l'appellation « franc-tireur », se réfugient sur le plateau. Ce réseau va se consacrer à l'établissement d'un maquis d'hébergement, composé de différents camps destiné à accueillir les nombreux réfractaires au départ vers le STO en Allemagne.

1 Olivier Valade, *Des combats au souvenir. Lieux de résistance et mémoire. Isère et Vercors*, PUG, Grenoble, 1997.

2 François Boulet, *Les montagnes françaises 1940-1944 : des montagnes-refuges aux montagnes-maquis*. 2 tomes, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 1999.

3 Pierre Louis Fillet, « Les élites dans le Vercors aux XVIIe et XIXe siècles. L'exemple des familles Jullien et Guillon de Saint-Jullien-en-Vercors », *La Pierre et l'écrit* 16, 2005, pp. 81-97.

4 Anne Sgard, *Paysages du Vercors, entre mémoire et identité*, *Revue de géographie alpine*, Grenoble, 1997.

5 Gilles Vergnon, *Le Vercors, Histoire et mémoire d'un maquis*, L'atelier, Paris, 2002.

- Le plan montagnard : sur ce semis de camps à la fonction délimitée, se superpose le projet « Montagnards » de Pierre Dalloz divulgué en décembre 1942, nourri d'idéalisme romantique, considérant le Vercors comme une immense forteresse naturelle. Il est soumis à de Gaulle qui en accepte l'idée.

- La République du Vercors : « Ici commence le pays de la liberté » : du 9 juin 1944, date du verrouillage par les résistants de l'accès au Plateau, au 21 juillet, qui marque le début de l'attaque allemande, le Vercors fonctionne comme une zone libérée. La résistance jusque là clandestine, envahit l'espace public. On assiste en quelques jours, après l'appel du 6 juin, à la « levée en masse », de milliers d'individus qui s'en vont rejoindre le maquis. Ce qui fait son originalité face aux nombreuses « zones libérées » de juin 1944, c'est la tentative d'y installer un embryon d'Etat, de rétablir la République face à l'Etat français du maréchal Pétain. La réaction allemande ne se fait pas attendre et, en quelques jours, à la fin du mois de juillet, le Vercors est pris d'assaut par les soldats de la Wehrmacht. Cela aboutit au massacre de Vassieux le 21 juillet 1944. Dans l'ensemble du Vercors, ce sont plus de 300 fermes qui seront entièrement détruites et 400 endommagées³⁵. Au moment de la reconstruction la puissance publique imposera un modèle architectural urbain, ce qui confère aux villages du Vercors drômois cette ambiance particulière, encore perceptible de nos jours. Concernant le destin tragique de ce maquis différentes thèses vont s'affrontant jusqu'au milieu des années 1970 : abandon ? Trahison ? Le Vercors est en effet un des points de cristallisation du bras de fer idéologique entre gaullistes et communistes...

Au-delà de la polémique, le massif du Vercors est désormais considéré comme une « citadelle de la liberté ³⁶ ». Dans les années d'après guerre, un certain nombre de communes de la partie iséroise du massif revendiquent désormais l'appellation en "Vercors". Les Jeux Olympiques de 1968 contribuent à la renommée du massif, tout comme la création du Parc Naturel régional du Vercors, en octobre 1970. Y a-t-il cependant une identité commune entre les différents secteurs du Vercors ? Si, dans certaines circonstances, citoyens, élus et opérateurs touristiques parviennent à se fédérer autour d'un authentique "projet de territoire", il arrive cependant que des concurrences identitaires opposent les habitants du nord à ceux du sud.

Notre posture et nos premiers contacts avec la Résistance

MT Têtu : Je ne suis pas entrée sur le Vercors par l'histoire, la mémoire et la Résistance mais par le phénomène d'installation d'urbains, sur leur manière de faire société à distance et à proximité de la société locale elle même en mouvement. Leur point commun étant de réfléchir aux manières de vivre et aux ressources pour réussir à vivre ici qu'ils y soient nés, ou qu'ils l'aient choisi.

C'est donc en ayant en mémoire et en référence ces changements sociétaux que j'ai approché l'objet mémoire, au-delà du cercle des acteurs traditionnels de la mémoire que sont les associations, les commémorations ou les professionnels des lieux de mémoire.

Mes investigations ont commencé par la fréquentation de quelques-uns des lieux de mémoire, des rencontres avec ceux qui les animaient, les visitaient ou qui vivaient dans leur proximité.

La grotte de la Luire est connue comme lieu de « l'hôpital massacré » par l'armée allemande, mais aussi comme cavité naturelle exploitée par les spéléologues depuis cent ans et visitée par les touristes.

Valchevrière, un village abandonné bien avant guerre, est tout à la fois le témoin du passé agricole de Villard de Lans en voie de péri urbanisation, un lieu touristique remarquable, et la destination d'un pèlerinage catholique créé en août 1944 par le curé pour rendre

³⁵ Lyon-Caen Jean François, « Reconstruction des fermes et des villages du Vercors », *La Fayolle*, 2, 2000, pp. 28-31.

³⁶ Titre d'un ouvrage de Paul Dreyfus, Arthaud, Grenoble, 1969

hommage aux 87 Villardiens morts civils ou morts au combat à proximité de ce village sur lequel plane le doute du village martyr.

Vassieux, le vrai village martyr, qui a été détruit et brûlé par l'armée allemande. Entièrement reconstruit sur le modèle des années 50, il rassemble sur le même lieu l'héroïsme et le martyr, incarne ce que la mémoire nationale a voulu célébrer. Vassieux, tout Vassieux est lieu de mémoire et entretient à chaque coin de rue, de sentier et de ferme les traces de son passé. Carcasses de planeurs, containers rouillés, plaques, stèles, jardin de la mémoire en place de l'ancien cimetière créé par le plasticien Emmanuel Saulnier, nécropole nationale évoquent le souvenir des « événements ». Dans le même village se trouve un musée ouvert en 1973 par un ancien résistant avec l'aide et les dons d'anciens résistants et des populations locales. Privé au départ puis racheté par le conseil général de la Drôme, décrié par les professionnels de la muséographie mais adopté par son public et ses voisins, c'est le témoignage et la vision d'un homme et d'une époque. On peut ajouter que Vassieux lui doit en grande partie sa popularité et son maintien en vie.



le musée de Vassieux et le mémorial de la résistance au col de la Chau - photos Joël Garnier

En surplomb du village, a été érigé un mémorial dont la réalisation a été décidée en 1995 par le président de la république. Mais en même temps Vassieux n'est pas Oradour et n'a pas voulu conservé ses ruines, le village a été reconstruit sur place. Il transpire la mémoire mais il est vivant. Après le drame et l'épopée, il s'est attiré les bienfaits touristiques de la mémoire, mais il ne veut pas vivre en restant à l'ombre de la mémoire.

Ces trois lieux ne sont donc pas dédiés uniquement à la mémoire et je vous parlerai plus tard des récits que l'on peut entendre à leur sujet ou à proximité.

P. Hanus : Dès les premiers temps de ma présence en Vercors, je me suis trouvé plongé au cœur du conflit opposant l'Etat et les collectivités locales dans la gestion des symboles de la Résistance, en participant en 1993, à l'inventaire des stèles dans chaque commune du Parc et à l'évaluation de leur état en prévision de la mise en place du Site National historique de la Résistance pour le cinquantième anniversaire des Evénements.

MT Têtu : dès mes premiers contacts s'est posée la question du silence et celle de l'usage de la Résistance comme gagne pain.

La fin tragique et l'imposition un peu trop rapide de commémorations auraient bloqué le deuil et auraient condamné au silence. Or le sentiment est à la fois que les gens du pays ne parlent pas et que depuis 60 ans ils ne parlent que de ça. Des jeunes disent qu'ils en ont trop entendu parler en même temps qu'ils ont l'impression de ne pas connaître grand chose.



Les cérémonies du 60^{ème} anniversaire - photos Joël Garnier

D'autres se demandent sur quoi porte le silence, à qui les gens parlent, à qui ils ne parlent pas et de quoi. Cette histoire est encore proche, et il semble difficile de se mettre d'accord sur les messages à transmettre.

Chez les témoins j'ai rencontré toute la gamme : du silence, au tabou en passant par les secrets ou confidences.

Alors que j'accompagnais le pèlerinage catholique de Valchevrière, un ancien, qui avait 14 ans au moment des faits me faisait un récit détaillé à chaque lieu de combat sur le chemin de croix. Puis il m'a dit sans que je l'interroge *« vous savez la Résistance nous laisse un goût amer. C'est pas blanc ou noir. On a été abandonné, on n'a pas digéré la trahison et puis le reste... »* Je lui demande : vous voulez parler de quoi, la collaboration ? *« Non, non, trop de violence en peu de temps. Et puis les dénonciations, les règlements de compte, le marché noir, le racket... Et puis après avec la reconstruction, il y a eu des jalousies »*. C'est un silence un peu bavard où il est difficile de faire la part des choses entre ce qu'il sait, ce qu'il a vécu, ce qu'il a entendu dire et ce qu'il a lu.

Le propriétaire de l'hôtel des Barraques en Vercors avait 17 ans au moment de la guerre et était seul avec sa grand-mère quand l'armée allemande a brûlé l'hôtel et le hameau en représailles de coups du maquis. Pour lui c'est un sujet tabou. *« Nous on était entre deux feux, on a fait ce qu'on a pu pour aider les maquis mais on n'osait pas critiquer, on passait vite pour un collaborateur, même encore aujourd'hui on peut pas le dire. Il y a des acharnés. Entretenir les querelles autant que ça s'apaise. »*

Pour maintenir la société locale ne fallait-il pas garder le secret et se taire ? Les rancœurs, les soupçons, les divisions y compris dans les familles étaient tels qu'il paraissait impossible de tout dire. L'écart avec la version officielle était si grand qu'il n'était pas facile de parler au risque de ternir sa réputation. Certains se sont tus, d'autres ont gardé leurs paroles pour leurs semblables, dans les réseaux de sociabilité familiale ou de voisinage quitte à entretenir de nouveaux mythes ou à grossir des faits (sur des sujets comme la collaboration, ou les parachutages). D'autres encore se sont abrités derrière la version officielle.

Le maintien dans la seule position de victime qui ne fait au mieux des locaux que des objets du drame, des figurants (alors même que des résistants soulignent leurs liens avec ces populations locales) ne facilite pas non plus la prise de paroles.

A défaut de dire sa mémoire certains ont choisi au moins d'attirer à eux les bienfaits de la mémoire. Pour ceux qui pouvaient en attendre des ressources, la Résistance est devenue leur gagne pain, l'image de marque, le label, le produit d'appel qui valait bien que l'on plie la réalité, que l'on fasse des entorses à la mémoire, et que l'on adopte un discours commun. Des restaurateurs qui ont profité de l'attrait de cette région après la Libération disent *« c'est la guerre qui a fait connaître le Vercors »*. D'autres s'interrogent ça s'épuise, combien de temps ça va durer et par quoi le remplacer, ou comment le transformer, le relancer.

Et c'est au moment où les enjeux économiques et politiques diminuent qu'on constate une reprise de parole à voix haute. Le tourisme comme empêqueur d'oubli a joué un rôle et 1994 avec l'inauguration du mémorial de Vassieux semble une date charnière. Il a animé les débats locaux sur son utilité, son implantation, son contenu et sa mission. Il a attiré les foules peut être pour la dernière fois sur le Vercors. La presse et les télévisions sont venues, l'intérêt pour le travail de mémoire a été relancé mais avec plus de distance. Les polémiques avaient été digérées, les enjeux politiques n'étaient plus les mêmes. Sur le plan économique et touristique il est acquis que l'on ne peut plus jouer sur le seul tourisme de résistance mais qu'on ne peut pas non plus s'en passer.

Cette reprise de parole, cette remontée à la surface des mémoires locales en interaction avec d'autres mémoires, mémoire nationale, mémoire des passants, des visiteurs, ou les travaux d'historiens ouvre à une découverte de la complexité. Ces mémoires locales ne sont pas que locales (A. Battegay³⁷) et elles ne sont pas exemptes d'antagonismes, de conflits. Elles sont multiples, elles émanent « *d'un ailleurs acclimaté et incorporé* » (D. Fabre³⁸)



« Officiels » et populations locales lors du 60^{ème} anniversaire - photos Joël Garnier

La découverte de la complexité

MT Têtu : La complexité c'est d'abord l'ambiguïté, l'entre deux de la position des locaux pendant les événements et ce sont les transmissions et les différents enjeux de la mémoire selon les générations et les époques.

C'est le cas des grands parents pétainistes mais qui protégeaient et nourrissaient leur camp de maquisards près de leur ferme.

D'une ancienne de Vassieux dont le père a été fusillé sous ses yeux quand elle avait neuf ans, qui se souvient avoir craché sur les pieds d'un prisonnier allemand et qui par la suite dans le cadre de son activité touristique recevait chez elle des touristes allemands.

Où la mémoire du grand père maquisard, engagé dans la résistance à contre pied de son père pétainiste avec une bande de copains du village et un célèbre voisin venu de la ville, l'écrivain Jean Prévost, et dont le fils se souvient qu'il ne parlait qu'avec les copains du maquis à la veillée. Le fils (55 ans) est porteur de cette mémoire mais aussi d'autres courants de mémoire, influencé par l'actualité de son temps et les polémiques politiques entre gaullistes et communistes autour de la mémoire nationale. Ce qui ne l'empêche pas

³⁷ Alain Battegay, (2005), « Le bien pensant des mémoires urbaines à l'épreuve du présent des villes », in André Bruston (dir.), *Des cultures et des villes. Mémoires du futur*, Editions de l'Aube.

³⁸ Alban Bensa et Daniel Fabre, (2001) *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, Paris, Editions de la Mission du patrimoine ethnologique, collection ethnologie de la France, cahier 18.

d'être capable de reconstruire sa mémoire en fonction du présent et aussi de l'avenir, en particulier de celui de son territoire et de son propre fils.

Le petit fils (30 ans) qui travaille comme guide à la grotte de la Luire et gère un gîte, a une plus grande distance, relativise les faits de résistance du grand père, a une vision réaliste de l'engagement de la société locale. Il s'inquiète de la face trouble de cette histoire qui n'arrive pas à passer, qui bloque l'avenir, empêche de dire et de faire. Les sentiments anti-allemands et la sacralisation patriotique vont pour lui à l'encontre d'un monde qu'il souhaite et qu'il a intérêt à envisager de façon plus ouverte. « *La résistance et la mémoire ici, c'est comme la terre, certains s'en sentent propriétaires plus que d'autres. Je ne peux pas travailler dans le tourisme avec des valeurs pareilles.* »

P. Hanus : C'est par l'univers de la forêt (dans sa dimension socio-économique, mais aussi comme espace refuge³⁹) que je me suis intéressé à la Résistance, suite à l'écriture d'une monographie consacrée aux charbonniers, profession dont certains membres issus de l'immigration ont vécu directement les Événements du Vercors, sans qu'ils aient été à ce jour pris en considération par les chercheurs comme des informateurs légitimes sur le sujet. Pendant les Années Noires, dans une Europe privée de pétrole, le charbon de bois connaît un nouvel essor. Le bois de hêtre devient en effet le principal carburant des véhicules « gazogènes », mais est aussi utilisé comme bois de chauffage pour les foyers urbains de Grenoble, Romans, Valence et même Lyon. Les forces d'occupations allemandes (organisation Todt) ponctionnent également les forêts des Alpes en vue de la construction du mur de l'Atlantique. Au côté des professionnels du bûcheronnage, majoritairement bergamasques ou Vénètes, les forêts du Vercors se peuplent alors d'une foule de travailleurs improvisés bûcherons et charbonniers, notamment les appelés des « Chantiers de la jeunesse », mais aussi des hommes de toute l'Europe - Rhénans, Tchèques, Catalans, Andalous, opposés à la montée des états fascistes, contraints de fuir leurs pays d'origine. Je voulais également rappeler que les maquis vont se constituer grâce à l'implication d'exploitants forestiers dans les organisations de la Résistance (maquis d'Ambel).

Parmi les bûcherons italiens certains ont apporté une aide ponctuelle aux maquisards, les ont guidés, épaulés dans les moments difficiles, ainsi que le rapporte « Bébert », caché dans le bois de l'Allier : « *Me trouvant à proximité d'une baraque de bûcherons dans le courant de l'après-midi avec deux copains, j'appelle une femme qui vaquait aux alentours de la baraque. Elle vient à moi pour me dire, angoissée : il y a des officiers italiens qui mangent chez moi, n'approchez pas. Je vais revenir et vous apporterai le casse croûte. Effectivement, elle ne tarde pas à tenir sa promesse.* »⁴⁰

Gaston Gelly évoque sa présence clandestine en forêt de Saint Agnan au côté d'un ami bûcheron italien : « *il s'était marié ici. Il avait 20 ans. Et puis, il est jamais rentré chez lui pour faire le service militaire... il était italien, mais porté déserteur. Alors, c'était sûr que si on le prenait lui aussi... Alors on est resté environ trois semaines, jusqu'au 10 août environ, dans le bois... cachés.* »⁴¹.

Les usages contemporains, les mémoires comme ressources et pour l'avenir d'un territoire

P. Hanus : A l'occasion de la dernière commémoration décennale de 2004, nous avons participé, au côté d'un certain nombre de partenaires associatifs et institutionnels rhônalpins (CHRD, DRAC, ARA) à un événement en trois temps, structuré autour de la

³⁹ Paul et Suzanne Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère 1943-1944*, PUG, Grenoble, 1978, p. p. 37-38

⁴⁰ « Du Vercors à l'Alsace, histoire du C 11 par ses combattants », textes recueillis par l'amicale des Anciens du C11 en 1946, *Le pionnier du Vercors*, 16, 1976, p. 18

⁴¹ *Enquêtes sur la mémoire orale des anciens du maquis du Vercors*, 1^{er} rapport intermédiaire, Donner à voir, Avignon, avril 1992.

personnalité de Germaine Tillion⁴². En ce qui concerne la journée d'étude du Vercors, afin de ne pas bousculer l'organisation des commémorations officielles⁴³, nous avons délibérément choisi une date ne correspondant à aucun temps fort de la mémoire du Vercors. A cette occasion, des témoins (Rosine Crémieux infirmière à la grotte de la Luire déportée à Ravensbrück⁴⁴, Roland Bechmann dit Lescot, gendre de l'écrivain Jean Prévost), des artistes, des comédiens, des poètes, des chercheurs, et pour la première fois depuis la guerre une historienne italienne, Anna Balzarro et un Allemand, Volker Schlunk, ont eu la possibilité de venir s'exprimer officiellement devant les habitants du Vercors. Des muséologues, et un public « multi-générationnel » venu de toute la région Rhône-Alpes ont convergé vers Vassieux le 16 octobre 2004.

A la suite de cette journée, nous avons mis en place un projet de réflexion mémorielle et d'action culturelle intitulé "Résonance de la Résistance", sur l'ensemble du territoire du Parc. Dans la mesure où le maquis du Vercors est célébré, à la fois comme creuset d'une certaine utopie maquisarde et comme terre martyrisée, il peut être opportun de s'appuyer sur ce territoire pour questionner l'histoire de la Résistance française et ses résonances contemporaines.

Un danger nous guette cependant, celui de banaliser, à travers ce type de démarche centrée sur les "résistances" (esthétisation de la figure du rebelle dans l'espace démocratique), le sens de l'action de la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Pierre Laborie nous invite à réfléchir au sens de mots et nous met en effet en garde contre le danger d'anachronisme mental, qui conduit à croire que les codes culturels d'aujourd'hui valent pour toutes les périodes du passé⁴⁵.

Il faut également reconnaître que dans le Vercors, cela ne va pas nécessairement de soi de parler d'un autre conflit dans l'espace et le temps, ainsi qu'en témoigne cette anecdote : Le 20 mai dernier, le Parc du Vercors a organisé, en collaboration avec la Maison Pour Tous des Quatre Montagnes et un groupe de jeunes artistes du Vercors, un événement au Mémorial. Au moyen d'une installation sonore et photographique, le collectif *Capitaine Dubois* a plongé le public dans le cœur de l'Ex-Yougoslavie. Dans l'assistance se trouvaient deux anciens maquisards se demandant qui pouvait bien être ce mystérieux "Capitaine Dubois", au demeurant inconnu parmi les acteurs authentiques de la Résistance en Vercors. Il a fallu les rassurer en leur expliquant que le capitaine Dubois en question est un personnage de fiction, protagoniste du film *No Man's Land* réalisé par Danis Tanovic (2001), un officier de la Forpronu devant conduire une action pacificatrice durant la guerre de Bosnie, qu'il ne parvient pas à mener à bien puisqu'il ne possède pas l'aval de ses supérieurs...



⁴² Cf. Lettre de l'ARA n ° 56, *Autour du parcours d'ethnologue de Germaine Tillion : Entre implication et explication*, 2004.

⁴³ Mauricette Crouzet, *Mémoire de fer, mémoire de terre, approche ethnologique d'un maquis de montagne. Drôme Isère, 1943-44*, maîtrise d'ethnologie, Université Lumière Lyon 2, 2003.

⁴⁴ Rosine Crémieux, Pierre Sullivan, *La traîne sauvage*, Flammarion, Paris, 1999

⁴⁵ Pierre Laborie, in *Les mots de 39-45*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006.

La démarche des membres de Capitaine Dubois se veut être un témoignage subjectif sur cet après-guerre douloureux mais aussi et surtout, sur une forme spécifique de résistance. Celle d'une partie de la jeunesse qui, dans la ville divisée de Mostar, est descendue dans la rue pour revendiquer des espaces culturels, pour réclamer la fin des violences et des discriminations, tout en refusant les divisions communautaires issues des années de guerre. Le pari consistant à rassembler au Mémorial des jeunes gens pas forcément préoccupés par le "devoir de mémoire" a été gagné. En revanche, force est de reconnaître qu'une partie de l'assistance a été quelque peu déroutée. Cette aventure montre que si il nous apparaît légitime d'interroger ce "passé qui ne passe pas" dans un langage d'aujourd'hui, cela suppose de le faire avec humilité en respectant la sensibilité de celles et ceux qui ont directement vécu ces événements, mais aussi de leurs descendants restés au pays.

MT Têtu : Les blocages ne sont pas absents des usages contemporains des mémoires qui sont cependant tournés vers les conceptions que les acteurs se font de l'avenir de ce territoire. La mémoire peut parfois devenir un prétexte, un moyen, une ressource, un support pour exprimer, faire entendre, faire valoir ou imposer son point de vue, et éventuellement débattre de ce que ce territoire doit rester et devenir, et de qui doit en décider.

Certains qui se réclament d'avoir vécu et participé à des moments historiques tentent de jouer sur les droits et le pouvoir que cela devrait leur donner pour prendre part aux décisions. La Résistance et les « événements », le respect de la mémoire, le rappel de l'histoire, devient alors un argument pour soutenir ou s'opposer à tel projet, pour entrer en conflit avec tels usages, leurs promoteurs ou leurs usagers. Par Résistance interposée, se livre alors une bataille sur les interprétations que les uns et les autres peuvent lui attribuer pour des usages contemporains.

Des événements, des projets se mesurent à l'aune de la Résistance, de ses valeurs et de ses usages que chacun peut manipuler en fonction de la défense de ses intérêts. Les défenseurs du tunnel des grands goullets mettent en avant l'impossibilité pour les cars de touristes aux normes européennes de monter sur le plateau. Et mettent sur le compte de l'état des routes la baisse du tourisme de Résistance. Un éleveur a pendu ses carcasses de moutons égorgés à l'entrée du village martyr en comparant le loup aux nazis. Des écologistes ont érigé une stèle à la mémoire du loup sur le parking du mémorial de la Résistance.

Mais pour dépasser ces clivages, il y a aussi des ressources qui demandent à être exploitées. Des commerçants de la mémoire (hôteliers restaurateurs) conviennent qu'il faut penser à une reconversion, passer à l'après résistance. Pour les acteurs qui vivent de ce territoire s'exprime la demande d'une économie de la mémoire et de l'histoire qui ne vise pas tant à la conservation mais à la création de ressources au regard des caractéristiques de ce territoire.

Les publics eux mêmes seraient plus ouverts à d'autres lectures de l'histoire que ne le pensent les institutions publiques et les élus qui craignent de s'écarter du devoir de mémoire.

Enfin, l'idée que résister aurait pendant la guerre d'abord consisté à rester chez soi, à prendre le maquis pour ne pas partir au STO, rencontre la volonté dans d'autres circonstances de membres de plusieurs générations, venues d'origines diverses. Rester non seulement chez soi mais peut être plus encore rester là où l'on a décidé, choisi de vivre.

C'est dans ce contexte que peut prendre sens la venue à jour de récits qui ouvriraient sur le pluralisme des interprétations de cette période de l'histoire dépassant les seules perspectives nationales et les versions aseptisées ou trop homogènes. Ces mémoires locales en prise avec le monde permettraient de les faire sortir du huis clos sans les enfermer dans le localisme, et ainsi de ne pas les cantonner à des illustrations anecdotiques de la grande histoire qui se jouerait ailleurs et avec d'autres acteurs.

Un travail de mémoire qui par un désenclavement et une ouverture au monde contribuerait au débat toujours actuel sur le devenir de ce territoire de plateau en rupture avec la forteresse, et sur les interprétations contemporaines de ce que peut vouloir dire résister.

Les usages de la mémoire en territoire délicat : quand l'histoire s'en mêle

Anne-Marie Granet-Abisset

Histoire contemporaine UMR LARHA - UPMF Grenoble 2

Depuis le début de cette journée, bon nombre de thèmes structurant ce séminaire ont été abordés. Les questions de mémoire, d'histoire, de construction de récits, d'usages et d'enjeux respectifs de la mémoire et de l'histoire ont traversés l'ensemble des communications. A mon tour, je voudrais remercier les organisateurs d'avoir rassemblé autour de ces thématiques des chercheurs et enseignants chercheurs de disciplines différentes mais aussi des experts et praticiens de la culture. Cette rencontre extrêmement stimulante nous a permis de saisir comment les uns et les autres nous nous emparons de ces questions pour tenter d'éclaircir la fonction du discours (qu'il vienne d'un témoin direct, d'une archive écrite, d'un paysage, d'une photo...) dans l'écriture de l'histoire et nos responsabilités scientifiques et humaines dans la réalisation de nos analyses et leur mise en récit.

Très brièvement et pour ne pas revenir sur ce qui a déjà été très largement abordé aujourd'hui, je vais à mon tour proposer quelques pistes autour des usages de la mémoire, en historienne du social, orientant mon propos sur la question du territoire habité. Coupler le territoire à la mémoire est une autre manière d'investiguer les jeux de la mémoire et ses usages, dans un cadre défini pour des groupes sociaux.

- **L'historien, le témoin et la guerre : une rencontre délicate sur des sujets difficiles**

En préambule et à la suite de ce qui a déjà été dit depuis ce matin, il convient de ne pas tant opposer la mémoire à l'histoire que de rappeler leurs niveaux respectifs et complémentaires dans l'écriture du passé. Dire cela c'est insister sur la fabrication du récit, une démarche qui incombe aussi bien aux historiens dans l'exercice de leur discipline qu'aux témoins dans l'expression de leur mémoire. Seuls diffèrent les objectifs, les cadres et les fonctions de cette construction. Il faut également distinguer le témoignage source, expression du souvenir et paroles de témoins, de la mémoire, élaboration d'un récit sur le passé et dont le fonctionnement devient objet d'études. Quoiqu'il en soit du témoignage ou de la mémoire, travailler avec le récit mémoriel n'est pas simple, puisque se rajoute à la complexité de toute source la présence d'un témoin, acteur direct ou transmetteur des faits qu'il évoque et dont il se sent le garant. C'est d'autant plus compliqué qu'il s'agit d'histoire douloureuse, d'événements difficiles aux conséquences lourdes pour les territoires dans lesquels ils se sont déroulés et pour leurs populations.

Le terme de territoire est comme celui de la mémoire : ses acceptions sont polysémiques et floues. J'en retiendrai ici trois. Tout d'abord le sens géographique du terme, le sens le plus classique, qui définit le territoire par ses composantes physiques et ses paysages. Ensuite, le territoire humanisé, valorisant les hommes qui habitent cet espace et le façonnent pour leurs usages, un territoire qui fonde leur sentiment d'appartenance et leur identité. Enfin le

territoire de l'histoire et de la mémoire, dressant les contours de l'objet d'étude ; en bref, poser la terminologie d'un territoire « délicat », c'est coupler les trois niveaux pour aborder la construction sociale d'un sujet, comme sa construction mémorielle.

Par son côté exceptionnel à tous les points de vue, la situation de guerre pose de manière aigüe la question de son souvenir comme celle de la construction de sa mémoire. En apportant une fracture dans le quotidien, cet événement participe à la cassure des habitudes, suscite des situations extrêmes avec leur cortège de destructions et de victimes, en même temps que se délitent les liens sociaux ou à l'inverse se nouent des attitudes et des solidarités nouvelles. Période difficile dans tous les cas, elle génère des comportements incommensurables dans l'héroïsme ou dans l'indignité. Le plus souvent pourtant, elle donne lieu à un attentisme qui gère des stratégies d'évitement et de soumission réelle ou apparente. Au final, elle laisse des traces physiques et psychologiques souvent occultées à défaut d'avoir été oubliées ou seulement atténuées. Il en va également des silences qui éclairent les comportements passés et présents à condition de ne pas se contenter d'effleurer les dits et les non-dits, mais de les resituer dans l'ensemble des récits dont on connaît la complexité et les difficultés d'analyse.

Il ne s'agit pas de revenir ici sur la fonction de l'historien, sur son rôle d'analyste des témoignages. On le sait, ce nécessaire décryptage du souvenir comme des mémoires doit se faire même au prix de l'incompréhension des témoins « qui ne se retrouvent pas⁴⁶ » dans ce qui est écrit, et qui vont parfois jusqu'à dénier aux historiens qui n'ont pas vécu les faits, de pouvoir savoir, de pouvoir comprendre. Depuis ce matin, on n'a cessé de le dire, le témoignage est un matériau complexe. Au moment où il parle le témoin relit sa vie, relit ses actes et ceux des groupes dans lesquels il s'insère, devenant ainsi leur porte parole et leur porte mémoire. Il produit un récit avec son lot normal d'oublis, d'erreurs, de silences, de mythes. Consciemment ou inconsciemment, volontairement ou involontairement, il trie dans ses souvenirs, livrant autant de traces du passé que de trous, posant surtout à l'historien des énigmes compliquées.

Car le témoin ne se contente pas de d'évoquer des faits. Il rapporte son expérience qu'il considère comme spécifique, évoquant sa réalité vécue - ou qu'il aurait voulu vivre- avec son opinion et rapportant sa vérité. En procédant ainsi, il dépasse son cas personnel. En parlant de lui, il parle aussi des autres, de ceux dont il se sent proche par le réseau familial, professionnel, social, culturel, de ceux dont il partage l'identité. Pourtant, plus qu'à une confusion des mémoires, on assiste à une juxtaposition des mémoires, à un jeu d'emboîtement des mémoires individuelles dans la mémoire collective⁴⁷, je préférerais d'ailleurs dire commune. En acceptant de raconter, le témoin fixe le souvenir, construit sa et la mémoire et forge son existence. Une des fonctions essentielles de la mémoire est en effet de négocier le temps, passé et présent, dans une projection vers un devenir individuel et surtout collectif. D'où des récits, notamment pour les anciens résistants et déportés, qui servent à transmettre des valeurs. Tous ces témoins trouvent là une manière de lutter contre l'oubli, de mettre en acte le fameux « devoir de mémoire », dévoyé par un récent et abusif usage du mot comme de la fonction.

A défaut de légitimer, cela explique les postures différentes et les variations dans le récit. En effet chaque témoignage, tout en livrant des données générales produit toujours des nuances, des contradictions, exprime des positions particulières. Ce sont justement ces discordances, ces éléments différents qui permettent de relire les autres témoignages, d'interroger le discours commun ou général, le discours que l'on peut qualifier parfois de discours officiel du groupe. Mais ces variations sont aussi tributaires du moment où le témoin parle, d'où la nécessité de toujours contextualiser ces récits pour les utiliser dans

⁴⁶ P. Laborie, « L'historien sous surveillance » dans *Esprit*, janvier 1994, pp. 36-49

⁴⁷ Selon la définition qu'en a donnée M.Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, A.Michel, rééd. 1997, et *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris (rééd.) 1975

toute la force de leur expression : apport factuel mais surtout conception de la manière d'agir, de penser et d'être des témoins. Cette expression peut être fleuve, saturée autant que silencieuse. Deux formes, deux niveaux de récit qu'il faut interroger dès lors que l'on veut comprendre l'histoire d'un territoire et les comportements passés et présents des sociétés qui y vivent.

- **Silences et oublis : « l'arrêt » de la transmission.**

On comprend peut-être mieux ainsi le titre que j'ai retenu pour cette présentation. Il me paraît important d'accorder une place majeure aux silences de la mémoire, voire à la mémoire du silence, si bien définie par P. Laborie⁴⁸. Comme je le disais, à côté des paroles fleuves, il y a le silence, une forme de récit dès lors qu'il devient prégnant. On tient là une entrée pour interroger les thèmes retenus par la mémoire, ceux qui sont visibles et ceux qui ne le sont pas, ceux qui restent non transmis ou dont la transmission a été arrêtée partiellement ou totalement.

Pour saisir ces usages de la mémoire, je vais évoquer très rapidement deux exemples territoriaux : le Queyras et le Vercors, deux lieux d'une mémoire active pour des raisons différentes.

Lorsque je préparais ma thèse sur la mémoire et l'histoire des migrations du Queyras aux 19^e et 20^e siècles, j'avais tenté, lors de mes enquêtes, de savoir si ce pays à forte minorité protestante avait, à l'instar d'autres territoires protestants, été pendant la seconde guerre mondiale une zone de refuge, notamment pour les populations juives. A la fin des années 80, les réponses avaient été éloquentes par l'absence de cette thématique dans la mémoire commune. Le discours habituellement nourri sur les migrations et sur le Queyras dans son ensemble, devenait peau de chagrin s'agissant de cette période. Généralement, les témoins expliquaient par la proximité de la frontière et du danger de l'ennemi proche le faible nombre connu de populations menacées qui s'étaient réfugiées. A cette date, les récits sur la Résistance restaient sporadiques⁴⁹, alors que le souvenir des incendies ravageurs dans les villages frontaliers (Abriès-Ristolas) ressortait très rapidement, même si à chaque fois surgissait : « *ne regardez pas trop [sur ce sujet], ce n'est pas la peine d'en parler* ». Certes, seuls deux villages avaient été incendiés, mais ils l'avaient été à plusieurs reprises, par les Italiens en 1940 lors de la guerre des Alpes puis en 1943 lors de leur départ et ensuite en 1944 par les Allemands lors des combats de la Libération. Paradoxalement les incendies fomentés par les Italiens et les Allemands se mêlaient dans le récit, les uns et les autres étant décrits comme les occupants du territoire et les ennemis, notamment dans le village le plus proche de la frontière⁵⁰. Depuis ces dernières années, des récits sur la Résistance ont resurgi, portés par quelques publications d'érudits, parfois aussi inexacts qu'incomplètes⁵¹, avec des héros qui s'institutionnalisent dès lors que les acteurs principaux ont disparu. Autre élément, on insiste dorénavant sur la proximité des résistants hauts-alpins avec les partisans piémontais. Or, lors du premier colloque organisé à Turin sur la seconde guerre

⁴⁸ P. Laborie, *Les Français des années troubles : de la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, 2003, p.58 et 66

⁴⁹ Même si, il faut le redire ce n'était pas l'axe principal de mes recherches.

⁵⁰ Alors que dans les villages détruits du Briançonnais - Villar Saint Pancrace notamment- ce sont les exactions allemandes qui sont mises en exergue.

⁵¹ Je pense en particulier à cette publication collective de R.Meyer-Moyne, M.-C. Olivero, J.Feuillassier, E.Moyne, *1940-1945, le temps du refus. La résistance dans le Guillestrois-Queyras*, Aix en Provence, Calade, 2004 à ne pas confondre avec celle de H.Beraud, *La seconde guerre mondiale dans les Hautes -Alpes et l'Ubaye*, Gap, Société d'études des H-A, 1990.

dans les Alpes⁵², un ancien partisan piémontais m'avait évoqué avec une sourde amertume, la manière dont il avait été rejeté par des habitants d'un hameau frontalier queyrassin, alors qu'il y cherchait refuge durant l'hiver 44-45, une période particulièrement dure en Piémont pour les partisans pourchassés par les armées allemandes et les troupes de la République de Salo. Pour comprendre ces différentes attitudes que donnaient à voir ces récits, il fallait les resituer dans un contexte plus large. Pour aller vite, je me contenterai de signaler que dans ces territoires frontaliers-là, les mémoires longues de guerre s'emboîtent et se recouvrent. A la faveur des destructions (incendies, pillages qui ont eu lieu en 1940, 1943 et 1944) resurgit la mémoire des anciennes razzias. Très fréquentes aux XVIIe et XVIIIe siècles, lors des guerres entre le Roi de France et le Duc de Savoie, elles innervaient alors la culture des relations frontalières ambiguës, faites de proximité et de méfiance, dont ce partisan piémontais avait fait l'amère expérience⁵³.

En Vercors, la mémoire du territoire pour la période de la seconde guerre mondiale est d'une autre nature et d'une autre complexité. M. Thérèse Têtu et P. Hanus ont largement évoqué le silence des habitants de Vassieux et les raisons de ce silence. Encore une fois, les approches ethnologiques et historiques se complètent pour éclairer ces énigmes de la mémoire. A mon tour j'aimerai apporter quelques éléments issus des travaux sur le sujet par deux de mes étudiantes et des réflexions que leurs analyses et observations ont nourries⁵⁴.

Connaissant l'ensemble des travaux déjà réalisés sur le Vercors, spécialement sur la question des maquis⁵⁵, et m'intéressant à la question du passage de la guerre à la paix, j'avais demandé à E. Alphand de travailler sur la reconstruction à l'instar de ce qui avait commencé à l'être pour d'autres villages. Je pensais également que parler du nouveau mode d'habiter renverrait indirectement mais obligatoirement à un récit sur les destructions et la guerre. C'est ce que j'ai appelé une fausse bonne hypothèse. Malgré son approche méthodique et respectueuse, lorsqu'elle a cherché à collecter en 2000 la mémoire des habitants des deux villages, E. Alphand n'a obtenu que des refus, exception faite de l'ancien maire de la Chapelle en Vercors, un des acteurs majeurs de la reconstruction. Ce refus généralisé, à la fois très troublant et éloquent, est devenu l'objet de l'étude mémorielle alors que par le biais des archives administratives départementales et municipales, pouvait être étudié l'ensemble de la reconstruction matérielle de Vassieux et de La Chapelle. L'interrogation majeure, dépassant la seule responsabilité de l'enquêtrice (sa position extérieure aux deux villages), concerne bien entendu ce refus de témoigner, plus exactement ce sentiment de la parole inutile et du récit silencieux. Pourquoi continuer à se taire 60 ans après et même pourquoi recommencer à le faire après tout ce temps ? Pourquoi cette mémoire bloquée, même si, s'agissant de Vassieux et de la Chapelle, le traumatisme est à l'échelle du drame absolu de l'événement subi, du nombre des victimes et des destructions. Pour autant dans les autres villages du Briançonnais il s'agit aussi d'un récit à minima et très largement d'une mémoire silencieuse.

⁵² E. Alessandrone Perona et A. Cavaglion (dir.), *Luoghi della memoria, memoria dei luoghi nelle regioni alpine occidentali, 1940-1945*, Turin, BLU, 2005.

⁵³ Voir A.-M. Granet-Abisset, « Marguerite Eymeoud, la Jeanne d'Arc du Queyras » dans J.-N. Pelen, M. Crivello, (dir.) *Individu, Récit Histoire*, Aix en Provence, PUP, à paraître 2008. Depuis la fin des années 90, les évolutions économiques et sociales des deux pays et les rapprochements transfrontaliers entre Briançonnais, Queyras et Piémont ont changé la nature des relations et celle du et des discours.

⁵⁴ Voir en particulier, E. Alphand, *La reconstruction du Vercors, entre histoire et mémoire*, Mémoire de maîtrise, A.-M. Granet-Abisset (dir.), Université de Grenoble, juillet 2003, 240p, C. Hoeffler, *La mémoire construite : le musée de la résistance de Vassieux en vercors, mémoire de Master 1*, 2006 et *Vassieux en Vercors, territoire de mémoire, mémoire de master 2*, septembre 2007, A.-M. Granet-Abisset, (dir.) et aussi A.-M. Granet-Abisset, « D'une ancestralité à l'autre. Les villages martyrs du Vercors, entre histoire et nature », dans *La quête des Ancêtres*, édit. du Musée Dauphinois, à paraître 2007.

⁵⁵ Notamment les travaux de G. Vergnon mais aussi tous ceux déjà réalisés par P. Bolle, P. Dreyfus, P. et S. Silvestre ou M. Gabert ainsi que l'ensemble des ouvrages publiés par le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

Le travail réalisé à partir des archives de la reconstruction et de la période (1944- fin des années cinquante) sur les méthodes et le déroulement des travaux éclairent cet actuel silence. Sans entrer dans le déroulement de cette reconstruction-là⁵⁶, il faut cependant relever quelques éléments essentiels pour l'analyse de la mémoire silencieuse. Il y a d'abord la lenteur des démarches. Si la volonté d'entreprendre les actions s'exprime rapidement, la mise en place administrative est laborieuse. Il ne faut pas moins de 9 plans successifs⁵⁷ pour parvenir à leurs réalisations ; d'où la durée de l'hébergement des populations dans des baraquements précaires et peu confortables. Le retard est pris pour de multiples raisons, notamment celle de la mesure des patrimoines. Nombre d'enquêtes sont réalisées pour jauger le patrimoine antérieur et l'état des destructions. Ces enquêtes, notamment les réponses faites par les habitants sont extrêmement intéressantes pour saisir l'attitude des populations à l'égard de cette politique et l'évolution de celle-ci ; elles sont significatives des tensions entre les administrations départementales et centrale et les habitants, des incompréhensions qui croissent entre les architectes en charge du projet et la population. Elles font enfin ressortir de manière claire les ruptures et les oppositions devenant quasi identitaires entre les deux départements, la Drôme et l'Isère. Au-delà du drame initial, la différence dans le niveau des destructions et la rapidité des remises en ordre économique accentuent les vieilles oppositions territoriales. Mais d'une manière générale, la reconstruction se fait au nom des normes nouvelles portées par les architectes et les ingénieurs qui veulent profiter de cette situation pour moderniser les campagnes.

Car c'est bien un changement radical qui est apporté par cette reconstruction, un changement dans l'organisation du bâti - avec la séparation entre la ferme et l'habitation -, dans les matériaux utilisés et dans l'agencement interne des maisons. Plus encore, c'est la conception même des villages qui est transformée. C'est sans doute cette transformation-là qui déstabilise le plus les habitants, rajoutant à la difficile situation vécue depuis les événements de juillet 1944. Pour moderniser les villages, les architectes urbanistes ont arasé les ruines et mis fin à la disposition enchevêtrée des villages. En créant des places, des rues spacieuses, en pratiquant de larges ouvertures dans les maisons et l'ordonnancement des villages, ils en ont recomposé l'allure et revisité non seulement leur organisation matérielle mais aussi sociale. Les propriétés ont été remembrées, modifiant le cadastre ; en déplaçant les terres, on a déplacé les gens et bouleversé plus profondément qu'il n'y paraît le mode de vie, fragilisant au final les relations sociales. Pour que cette transformation se fasse rapidement, au nom de principes légitimes du point de vue des administrateurs et des urbanistes, les habitants ont été progressivement écartés des choix. Les remarques insérées dans les dossiers de la reconstruction ne font que rendre lisibles les incompréhensions réciproques entre habitants et aménageurs sur les manières d'habiter et plus largement sur les conceptions et les normes sociales. Même si des aides furent distribuées, tous les habitants ne furent pas au même niveau, comme déjà ils ne l'avaient pas été face au drame. Certains plus aisés purent plus facilement acquérir les nouvelles machines pour relancer leur activité agricole et reconstituer plus rapidement leur patrimoine. Enfin, il est habituel que certains sachent mieux que d'autres tirer partie des événements, ravivant d'anciennes querelles ou rivalités de voisinage, de famille ou de villages⁵⁸ et suscitant des rancœurs nouvelles mais que l'on ne peut dire.

On comprend mieux pourquoi cette reconstruction nécessaire et acceptée au départ soit devenue, par la méthode employée, sinon de fait du moins dans les représentations, une nouvelle destruction, sociale cette fois-ci ; une destruction du tissu social qui ravive les cicatrices encore à vif de l'été 1944. Si les gens se sont encore exprimés lors des enquêtes publiques ou par leurs réactions envers l'administration, progressivement le silence s'est

⁵⁶ Pour les villages de Vassieux et La Chapelle, je renvoie à l'étude précise faite par E. Alphant.

⁵⁷ E. Alphant, mémoire déjà cité p. 130 et suivantes.

⁵⁸ Ce sont des observations similaires que E. Faure avait faite lors de son enquête à Villar Saint Pancrace publiée dans le Monde Alpin et Rhodanien, 1983, n° 4, pp. 77-95 et des remarques de même nature que j'avais obtenues dans le Queyras, dites à mots couverts mais bien sentis.

imposé. De toutes manières, à qui sait l'observer, le paysage est à lui seul une mémoire en acte et suggère qu'un événement brutal s'est produit. La parole n'est alors pas nécessaire. Le travail réalisé entre 2005 et 2007 par C.Hoeffler⁵⁹, originaire de Vassieux et fille d'un ancien maire de la commune, confirme ces notations. Certes, en raison de sa proximité, elle a obtenu des récits nourris des quelques personnes vivantes, enfant lors des événements. A l'inverse du silence face à E.Alphant, elle a eu le sentiment d'une demande forte de paroles, comme si maintenant il fallait témoigner, en urgence, avant qu'il ne soit trop tard. Il y aurait beaucoup à dire sur ce retour de la parole, qui dépasse très largement le cadre de cette intervention. Quelques remarques toutefois.

Il y a bien sûr la position de C.Hoeffler qui, par son étude sur le Musée La Picirella (devenu musée départemental), a donné des gages de son implication sur le sujet, en sus d'être du village. A elle on peut confier les souffrances mais aussi revenir sur les comportements moins glorieux et les attitudes ambiguës de certains habitants durant la guerre, avec le sentiment que la cohésion du village ne sera pas trahie. Il y a à cette même période le travail réalisé sous l'égide de P.Hanus, ce film donnant la parole à d'autres habitants du plateau et l'enquête ethnographique conduite par M.T. Têtu, qui ont amorcé cette parole. Ajoutons à titre d'hypothèses à retravailler, l'évolution générale récente du discours sur le Vercors. Durant de longues années, le traumatisme des habitants a été recouvert par les discours dominants des maquisards du Vercors, principales victimes héroïques pour le Massif comme pour la collectivité nationale. Avec l'atténuation du rôle des maquis dans la Libération, dont celui du Vercors, les habitants partagent avec les maquisards le sentiment d'avoir été trahis, d'être des victimes sacrifiées et abandonnées, sur le moment comme au long des années qui ont suivi. Prendre la parole tient de la revendication de légitimité pour les descendants, d'autant que cette histoire est à son tour recouverte par les nouveaux usages touristiques du territoire qui effacent, ou tendent à le faire, la mémoire des événements.

Le travail d'analyse n'est donc ni limpide ni facile. C'est même un travail très exigeant qui passe par la nécessaire confrontation des mémoires entre elles, par la confrontation entre toutes les formes de mémoires, qu'elles soient écrites, iconographiques ou matérielles ; bref finalement par toutes les productions humaines qui racontent nos sociétés. Cela passe par la confrontation des discours, par une nécessaire mise en perspective et en contexte de toutes ces mémoires. Une analyse qui se fait selon les méthodes et les démarches de l'historien, que je ne détaillerai pas bien entendu dans ce cadre. Rappelons seulement les deux paradigmes qui président à nos travaux et doivent nous guider : le principe de réalité, c'est-à-dire de relativité et l'exigence ou le principe de vérité, en tout cas, une tension vers cette vérité. J'ai souvent l'habitude d'ajouter, le principe d'honnêteté dans la manière dont on travaille. Une tâche ardue souvent, qui va avec le doute scientifique qui nous anime. Pour reprendre une expression d'Antoine Prost⁶⁰, une expression qui dérange souvent ceux qui ont une certaine vision de l'histoire, il faut rappeler que « l'historien dit vrai, mais que ses vérités ne sont pas absolues ». Le parallèle est évident avec le témoin et la mémoire. Au final donc une tâche réellement essentielle et passionnante, y compris et surtout du point de vue de la construction du récit et de la mémoire.

Dans nos sociétés qui sont celles de la preuve et de la garantie, on demande souvent aux historiens de chercher des explications, et, de plus en plus de dire les responsabilités et de désigner les responsables. Cette posture nouvelle n'est pas sans interroger notre discipline et oblige à réaffirmer avec force nos positionnements⁶¹. Face à ce qui est une vraie question

⁵⁹ C.Hoeffler, mémoires déjà cités

⁶⁰ A.Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris Points Seuil Histoire, 1996.

⁶¹ F. Bédarida, « L'historien régisseur du temps ? Savoir et responsabilité », dans *Revue historique*, n° 249, 1995, ou encore du même « Les responsabilités de l'historien "expert" » dans J. Boutier, D. Julia (dir.), *Passés*

et nécessiterait un autre développement je me contenterai pour finir de rappeler que face aux mémoires et à la mémoire, l'historien doit toujours rester modeste dans ses conclusions. S'il doit être ferme pour affirmer un certain nombre de faits et d'éléments étayés, qui ne peuvent être remis en cause, il faut aussi toujours garder en mémoire, comme nous le dit si bien le poète René Char, que l'histoire, « une et multiple, est celle d'hommes et de femmes définitivement marqués par le partage d'une expérience dont on sait bien qu'elle restera pour une part inaccessible » aux historiens comme aux autres personnes.

recomposés. Champs et chantiers de l'histoire, *Autrement*, série Mutations, n° 150-151, janvier 1995, pp. 136-144 ; Y.Thomas « La vérité, le temps, le juge et l'historien » dans *Le Débat*, n° 102, 1998, pp. 17-36.

Ouverture et compte rendu du débat

Alain BATTEGAY remercie Anne-Marie GRANET et demande à André BRUSTON de bien vouloir, tenant compte du temps réduit qui reste, introduire au débat final, à partir de son écoute de la journée et des éléments de sa communication envisagée, intitulée « Entre trace et récit la négociation des mémoires du futur ».

André Bruston

Sociologue, urbaniste
Président du programme interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales »

Je vais essayer d'être rapide. Je prends quand même trois minutes pour quelques précisions.

La première, on m'a demandé d'intervenir au titre du programme territorial Rhône-Alpes, portant sur les questions de mémoire, qui a été agencé, il y a déjà quelques années, et dans lequel s'inscrit ce séminaire, avec toute une série d'autres travaux qui ont déjà été engagés à différentes échelles.

La seconde est un élément de présentation personnel, puisque la question de savoir si on est chercheur ou professionnel est ici importante. Je ne suis pas chercheur, c'est clair, il y a longtemps en tout cas que je ne le suis plus, je suis un professionnel, mais un professionnel d'organisation de la recherche, ce qui est une profession un peu différente dans ses attendus.

Je remarque enfin qu'il nous faut absolument relever, à travers tout ce qui a été dit aujourd'hui, les questions de fond qu'il faudra d'une manière ou d'une autre mettre en valeur. Mais j'aurais bien de la peine à les résumer dans le temps imparti. Je vais plutôt relever deux ou trois points qui me paraissent importants.

Le titre qui a été donné à mon intervention « Entre trace et récit, la négociation des mémoires du futur » aurait été à la dimension d'une demi-heure d'intervention, ce que j'avais prévu, mais je vais être plus bref. Bien évidemment « les mémoires du futur », c'était là qu'était la pointe du projet d'intervention. Mais, sachant qu'il existe par ailleurs un ouvrage qui a été publié aux éditions de l'Aube et qui fait lui aussi des références au futur, du point de vue des cultures et des villes, vous voudrez bien vous y reporter, pour ce qui est de l'explication du rapport au futur. (voir : Des cultures et des villes, mémoires au futur, Bruston André (dir.), La Tour d'Aigues, Les éditions de l'Aube, 2005.). Compte tenu

du débat de la journée, je voudrais, plutôt mettre en sous-titre de mon commentaire : « du territoire cohabité aux valeurs à partager ».

La notion de territoire dont on a parlé tout à l'heure, est en fait décisive dans cette affaire, et elle mérite d'y insister par rapport à ce qui a été dit précédemment. On voit bien en parlant des Glières, en parlant du Vercors, que le territoire est lui-même important. Dans le même sens, et en partant d'analyses historiques, on voit bien qu'il y a un désaccord fondamental sur le rôle du territoire, pour ce qui concerne la résistance, entre les thèses d'un François-Georges DREYFUS, - qui fut autrefois professeur dans cette université, si ma mémoire est bonne -, et qui a essayé de montrer qu'il s'agit d'un grand affrontement socialo-communiste et gaulliste, essentiel à son sens, pour comprendre l'histoire de la résistance, et d'autre part les thèses d'un KEDWARD, historien qui a fait quelques travaux remarquables sur les origines de la résistance et des maquis dans le sud de la France.

Ce désaccord fondamental porte sur l'analyse de ce que sont les territoires dans lesquels s'inscrivent les mouvements de résistance. Parce que résister n'est pas n'importe quoi. Résister n'est pas n'importe quel mouvement, même si c'est un mouvement qui, bien entendu, n'est assimilable ni à la seule période dans laquelle il s'est passé, ni à un seul lieu. Il a des formes de généralités dans l'histoire, dans le passé et peut-être dans le futur. Et c'est là que se trouve la raison de ma référence au futur.

Pour ma part, je suis Cévenol, je le dis tout de suite, et c'est vrai que dans ces travaux-là, on trouve un très grand nombre de références aux pratiques de refuge, comme vous le disiez en citant Philippe JOUTARD. Je le sais bien, puisque dans le lieu où je vis aujourd'hui, la question du « qu'est ce que le résister » est une question qui a une historicité formidable et en même temps un avenir. Tous ceux qui ont, à travers l'histoire des camisards du début du XVIIIe siècle, vécu le résister, ont donné à leurs héritiers un contenu à cette notion pendant la dernière guerre. Ce contenu qui a été donné a concerné ceux pour qui les Cévennes ont été une terre de refuge notamment des familles juives par centaines, ceux qui ont vécu, dans ce territoire, la résistance au sens classique des maquis, ceux des maquis, ceux qui sont remontés au nord..., etc. Il y a une histoire, dans laquelle la notion même de résister a du sens. Et curieusement tout se passe comme s'il y avait une forme de continuité, alors que les éléments eux mêmes ont complètement changé. Mais dans ce territoire là, les gens ont construit et partagé un certain nombre de définitions propres de ce qu'est que le résister. Ce que met très bien en valeur KEDWARD d'ailleurs, si ma mémoire est bonne.

A partir de là, on peut se poser la question de la confrontation de ces définitions historiques du résister avec des formes plus contemporaines. Dans ce même territoire dont je parle, sont venus s'installer après mai 68 ceux qu'on a appelé des néo-cévenols qui, eux, étaient porteurs de tout à fait autre chose. Parmi eux, il y a d'ailleurs un nombre non négligeable d'ethnologues, qui étaient porteurs d'une définition de ce qu'est renoncer à la ville, s'inscrire dans le territoire rural, résister à des logiques de l'Etat qui sont des logiques de la norme. Ces nouveaux venus ont construit une mentalité de la résistance à la norme. Est-ce que c'était la même résistance que la résistance des anciens Cévenols ? Evidemment non. Ils sont dans le même pays, dans le même territoire, dans deux vallées, ils se font face, et ils se confrontent. Ils ont eu 15 à 20 ans de confrontation et d'incompréhension quasi radicale entre les deux modalités de compréhension de qu'est ce que le résister. Et petit à petit, il se passe tout à fait autre chose, parce que ce territoire là a du sens du passé, patrimoine. Dans la commune dont je parle, il y a 110 habitants, deux musées, un lieu de spectacle vivant. Cela donne une idée du poids du patrimoine dans l'existence même du terroir. Quand ces 110 habitants disent résister aujourd'hui, ils commencent à se comprendre, ils commencent à confronter des points de vue qui n'auront de sens que demain et peut-être probablement après demain.

Aujourd'hui, il reste encore des formes très fortes d'incompréhension dans les comportements, dans les modes d'existence collective. En revanche lorsqu'il s'agit de discuter ou réfléchir sur ce qu'est refuser un certain nombre de normes, ou refuser un certain nombre d'obligations de pensée, et bien là se construit petit à petit une négociation, un compromis sur ce que l'on pourra être ensemble.

On est donc actuellement en phase de négociation, et je le dis comme observateur de la zone où je suis co-participant. Cela pose toute une série de problèmes parce que s'il y a effectivement négociation sur ce qu'est résister, cela veut dire que l'on a en référence ce qu'a été la résistance à tel ou tel endroit, parce que sans les lieux pour le dire, on ne pourrait pas le dire. Maurice HALBWACHS a admirablement démontré cela. Si on n'a pas les lieux pour le dire, on ne peut pas le dire. Si on n'a pas le temps, le moment où cela a pu exister et qu'on puisse encore en parler, on ne peut pas le dire. Il faut donc disposer et du lieu et du temps. Et quand on peut le dire, alors on peut le répéter, on peut l'inscrire dans la mémoire collective, c'est ce que vous disiez tout à l'heure Madame GRANET.

J'insiste parce que cela veut dire que de ce point de vue, le travail de mémoire est indissociable du travail d'histoire. Si on peut le dire, si on peut avancer à partir des lieux et d'un temps donné, alors cela peut pour demain, être un espace, un espace public de négociations collectives. Cela devient, non pas un espace intime du discours sur soi, cela devient un espace public dans lequel la confrontation est possible. C'est l'extraordinaire richesse des mécanismes de mémoire que de se passer dans l'espace public, et d'autoriser parce qu'il y a espace public un débat qui est très largement de nature politique, bien évidemment, et qui n'est pas du tout seulement de nature de confrontation inter-individuelle. Et par ce travail de mémoire-là, on fait de l'espace public.

Je vous appelle à cela dans la discussion, parce que c'est pour moi une des lectures possibles de ce que j'ai entendu depuis ce matin, concernant toute une série de points. En ce qui concerne les musées, j'ai la conviction profonde à travers ce que j'ai entendu que si l'on exprime vis-à-vis du musée la revendication, de le voir rendre compte de sa propre mémoire et en même temps de l'inscrire dans une mémoire collective, c'est pour ne pas être seul avec sa mémoire, parce qu'on a le sentiment que les autres vont s'en saisir. On n'est pas seulement dans la démarche communautaire comme KEDWARD le montre justement à propos des Cévenols...

Je reviens sur la question. Les mémoires ou les mémoires en question ne sont pas ici intimes : elles se déplacent. Par exemple, je crois que c'est qu'on disait sur la maison d'Izieu où il y a une revendication pour dire, le musée est public, la puissance est publique, mais les 44 enfants sont du peuple juif. Il y a là à première vue un retour sur la communauté juive, en disant c'est nous, mais il y a très certainement aussi, d'une certaine manière, même si c'est un peu du non-dit, l'idée qu'il faut bien aussi que le peuple juif de France soit reconnu comme étant le peuple français et qu'il a le droit à élargir à l'espace public une partie de sa conscience. C'est ma question : est-ce qu'aujourd'hui ce groupe qui est demandeur est prêt à une confrontation, prêt à une négociation ou au contraire est-il encore en phase de construction d'un point de vue exclusivement communautaire ? C'est une question ouverte.

Dans d'autres types de musées, on risque de rencontrer ce même débat. On le voit dans le cas du Centre National d'Histoire de l'Immigration où le débat est tout à fait présent concernant les rapports avec le Ministère de l'Intérieur et le statut qu'il faut donner à la communauté islamique dans ce pays. Est-ce qu'effectivement les phénomènes religieux doivent être déterminants dans la construction des mémoires ? Ou est-ce qu'on peut penser au contraire que c'est dans notre espace ?

C'est bien du futur dont il s'agit et on est dans un champ du futur extrêmement prégnant.

Dans ce que j'ai entendu, je retiens encore un certain nombre d'éléments de même nature. Pour ma part, par exemple, je suis très frappé par ce qui a été dit sur Berlin, par le fait que

cela ne s' imagine pas sans la multiplicité des lieux dans lesquels la chose s'est construite. C'est parce qu'on ne s'en tenait pas qu'au seul lieu du Centre de la Gestapo que l'on pouvait déborder complètement le champ de la mémoire, intégrer ce qui se passait en R.D.A., etc. On sent bien que tout ce qui est processus spatio-temporel d'élargissement est une question centrale pour le futur.

Je crois que cela a été excellemment dit dans les différents exposés de cet après-midi, les diaporamas et les exposés l'ont montré. Cette dynamique ou pas de l'élargissement et son inscription dans l'espace public est une question de notre futur pour la mémoire et pas seulement de la transmission de la mémoire elle-même. La transmettre, c'est la transmettre dans ce champ d'élargissement et de projet. C'est par le champ du projet que se situe le problème, me semble-t-il.

Voilà, j'ouvre le débat, je voulais être court. J'aurai pu en dire plus, mais ce n'est pas l'objet.

Alain Battégay

Merci d'avoir été aussi direct et aussi bref, pour ouvrir la séquence de débats et de questionnements sur ce qui a été dit aujourd'hui. Bien entendu, les différents intervenants qui sont encore présents sont sollicitables.

Michèle Sustrac
chargée de mission PUCA

Je voudrais revenir sur le visage contemporain de ces mémoires et sur ce qui vient d'être dit en parlant d'élargissement et de projet. Est-ce qu'il s'agit juste de projets sociéto-politiques, c'est-à-dire de se reconnaître dans un récit commun donné en partage, ou est-ce qu'on pourrait imaginer qu'en allant au-delà de ces lieux très symboliques d'une histoire forte, il puisse exister des lieux de résistance ou des lieux qui ne sont pas encore nommés, qui ne sont pas patrimonialisés, qui ne sont pas encore apparents comme histoire de résistance, mais qui sont des résistances contemporaines qui pourraient être aussi dans des banlieues, dans des histoires urbaines traumatiques, qui ne seraient pas forcément liées à la guerre.

La question c'est : qu'est ce qu'on pourrait sortir de ces comparaisons, de ces exemples, qui puisse quand même nourrir des questions très contemporaines de la résistance et des luttes sociales et politiques ?

André Bruston

Juste un mot pour rappeler la définition de résister, qui, je cite JOUTARD, entre autres, la définit en disant qu'effectivement, c'est quand on est défait, c'est-à-dire dans la défaite, et qu'on ne veut pas l'accepter, qu'on entre en Résistance. Or être défait,

temporairement, c'est le statut de toutes les minorités. Pour les minorités, être défait, c'est leur statut de l'instant. Et par conséquent, pour les minorités, se mettre en situation de refus de la défaite de l'instant, c'est résister. Résister passe par là en tout cas, d'une manière ou d'une autre. Et donc, cela peut être géré dans différents champs de significations de la pratique sociale et quotidienne. Résister, ce n'est pas rien.

Bernard Neplaz

Moi, je voudrais dire que quelques interventions, dont celle de Monsieur DUCLOS en particulier, me posent problème.

J'ai l'impression qu'aujourd'hui, parce qu'il faut effectivement réfléchir sur les valeurs qui sous tendaient l'action de la Résistance et tout ce qu'on vient de dire, c'est-à-dire les problèmes d'aujourd'hui, on oublie un mot, on oublie quelque chose, personne n'en a parlé je crois, c'est tout ce qu'on appelle le négationnisme, ce qu'on appelle le relativisme aujourd'hui. On vient de vivre en Haute-Savoie la sortie d'un livre qui est intéressant. C'est la vision de l'histoire à travers les archives de la milice, de la police, de la gendarmerie, etc. C'est très intéressant, cela apporte des éclairages nouveaux, sauf que dans la seconde partie, cela devient l'histoire réelle de la Résistance par rapport à toutes les « déformations » du passé. Il me semble que, tout en étant d'accord avec les réflexions d'aujourd'hui par rapport aux valeurs, par rapport aux problèmes que plusieurs ont évoqués, on vient d'en parler, il y a quand même encore beaucoup à faire pour faire connaître la Résistance dans sa réalité avec la vision d'aujourd'hui, en corrigeant, en utilisant tout ce qu'on sait.

Il me semble que ce travail reste profondément d'actualité, et je ne suis pas convaincu que la jeune génération y est insensible. Je crois qu'à travers tout le travail qui est fait notamment autour du concours de la Résistance qui est très important dans le département, Marina GUICHARD en a parlé, je crois que, ou alors je n'ai pas très bien compris, mais il y a quelque chose qui me gêne dans ce débat.

André Bruston

Cela appelle à une réaction. Si c'est l'ensemble de la journée qui apparaît un peu délicate de ce point de vue, il va falloir que d'une manière ou d'une autre on sache comment répondre à cela, parce que cela a un sens.

Je réponds pour moi, alors cette fois-ci. Ce n'est pas parce qu'il y a appel à l'élargissement de la notion que pour autant il faut en perdre le sel. Le sel dans un litre d'eau ne donne le goût du sel que lorsqu'il est mis en proportion du litre. Le problème n'est pas là. Il ne faut pas en perdre le sel, on est bien d'accord. Parce que quand je pense à tous les travaux qui ont été faits sur la résistance, il y en a évidemment des milliers, la majeure partie de ceux qui ont été faits à la fin des années 40, ont insisté sur l'héroïsme de donner sa vie pour la patrie, etc. C'était tout à fait décisif : comment pourrait-on l'oublier ? Ce n'est pas parce qu'ensuite, on inscrit autre chose dans ce débat, que pour autant cela s'oublie. Simplement si dire que les jeunes ne sauraient pas, signifierait que la notion même de mourir pour une cause, qui était un grand débat il y a cinquante ans, n'en serait plus un aujourd'hui, cela reste à prouver. Pas plus tard qu'hier, une jeune femme de la Croix-Rouge s'est fait tuer en remplissant sa mission.

Donc ce n'est pas forcément vrai. Ce qu'on appelle les éléments fondamentaux de la compréhension du résister, sont peut-être tout à fait là, tout à fait présents.

Jean-Claude DUCLOS étant parti, c'est difficile de répondre à sa place. Vous dites, et vous m'arrêtez si je me trompe, en insistant sur le fait que l'histoire de la Résistance n'a pas été assez faite qu'il faut se méfier du négationnisme. Non, je crois que ce qui est dit et c'est peut-être pour cela qu'on ne revient pas sur l'histoire de la Résistance, c'est que l'histoire, elle se fait toujours au présent. L'histoire de la Résistance a été faite, l'essentiel des choses est connu, et maintenant, on peut revenir sur les aspects moins nobles quand même, moins héroïques de l'histoire de la Résistance. Je crois c'est dans ce sens là que l'histoire commence à être apaisée et justement faite.

Ce que dit, me semble-t-il, Jean-Claude DUCLOS dans la politique qu'il mène au musée de la Résistance, c'est que réinscrire cette période de l'histoire dans une réflexion plus large ouvre sur : qu'est-ce que résister ? Quelles sont les valeurs au nom desquelles on a fait de la résistance ?

Je crois que c'est peut-être cela la fonction actuelle et la plupart des résistants, quand on les interroge sur : pourquoi ils témoignent et qu'est ce qu'ils ont envie de dire ? C'est-à-dire quelles sont les valeurs au nom desquelles on est partis ?

Moi, pour avoir travaillé avec des étudiants, j'essaie de leur dire : mais finalement ce qui compte à l'heure actuelle, bien entendu, c'est de savoir ce qui s'est passé en 40, et on est bien d'accord - sinon à quoi sert l'histoire ? -, mais ce qui compte aussi, c'est de savoir, qu'est ce qu'on fait à l'heure actuelle par rapport à des situations qui peuvent se poser et au nom desquelles il faudrait peut-être réagir. C'est cela qu'il a voulu dire, je crois et le sens des expositions qui sont menées sur la Tchétchénie, sur d'autres cas de figure c'est de dire : comment on réinscrit l'histoire de la Résistance dans les résistances actuelles ?

Philippe Hanus

Si vous le permettez, je crois que vos préoccupations, on les partage au quotidien. C'est extrêmement délicat. Nous veillons dans nos ateliers à essayer de ne « pas dissoudre » l'engagement de ces personnes dans un contexte guerrier particulier, dans une espèce de magma, parfois un peu narcissique aussi, des postures d'esthétisation des figures du rebelle, etc. qui sont aussi très présentes dans le discours publicitaire contemporain. Moi, j'ai le sentiment effectivement qu'il y a quelque chose d'un peu dangereux, à propos de ce relativisme : tout ce vaut, les luttes, toutes nos petites manifestations contestataires contre tel ou tel projet dans le Vercors peuvent être inscrites sous la figure de résistance, mais il y a ce danger que LABORIE appelle l'anachronisme mental. Je crois qu'on y est vigilant. Mais néanmoins, il y a cet enjeu du passage de ce que TODOROV appelle la mémoire littérale à la mémoire exemplaire. En continuant à creuser cette période là avec les nouveaux outils que mettent les disciplines historiques et l'anthropologie à notre disposition nous tentons de fertiliser une réflexion sur les enjeux du temps présent. Mais je ne crois pas qu'on soit là en train de déréaliser, de tout noyer, au contraire c'est vraiment quelque chose qui fait partie de nos préoccupations quotidiennes. Peut-être qu'on s'est mal exprimés là-dessus.

Alain Battégay

Une autre réaction à cette question, en partant de ce qui s'est dit dans la journée. Moi, j'ai l'impression qu'en insistant sur le travail de mémoire, on a, d'une certaine manière, prit un

peu de distance par rapport à votre question. Je voudrai dire que l'exposé de Madame HOSS sur le travail de Aktives Museum et de la Topographie de la terreur à Berlin est de ce point de vue tout à fait intéressant. Il nous fait voir que la manière dont on pose la question de la résistance va souvent dans le sens d'une mémoire positive, - ce qui est une modalité très française de la formuler, dans ces termes, plus que dans son sens même. C'est pourquoi j'aurais aimé réinterroger Madame HOSS. Pour autant que vous ayez pu suivre les réflexions qui ont été menées ici, est-ce que ces réflexions vous paraissent terriblement françaises au regard de votre expérience et en quoi ?

Madame Hoss

Oui, terriblement françaises et France du sud. La résistance est le grand thème ici, mais est-ce qu'il y avait des maquis dans le nord de la France ?

André Bruston

Dans le nord de la France, ce sont les réseaux qui sont l'essentiel de la résistance, très largement, comme d'ailleurs ici. Mais les maquis évidemment comme rassemblement d'hommes, sont beaucoup moins fréquents. Par exemple en région parisienne il y a des groupes qui reçoivent des parachutages, qui font des opérations limitées, mais ce sont des groupes qui se dispersent tout de suite. Ce sont des groupes, y compris des groupes armés, qui font des coups, des commandos qui se dispersent, qui se regroupent, qui se dispersent. Ils ne stationnent évidemment pas comme dans des territoires du type Glières, Vercors ou autre. C'est hors de question, les Allemands sont partout. Il n'y a pas de territorialité, il y a en revanche une résistance urbaine très forte, dans certaines grandes villes du nord. Il n'y a pas que Lyon en résistance urbaine.

Jean-Claude Bibollet
traduisant des propos de **Madame Hoss**

Madame HOSS dit qu'effectivement, elle a l'impression qu'en France tout le monde n'était pas dans la résistance d'une part et on sait également qu'en Allemagne il y avait relativement peu de résistants, pour des raisons que nous connaissons. Mais il y en avait. Et puis de toute façon, pour elle, ce qui est important, c'est qu'à partir de ce qui s'est passé, et bien, on ne recommence pas les mêmes choses, c'est-à-dire qu'on apprenne du passé pour ne pas commettre les mêmes erreurs dans l'avenir.

Je voudrais ajouter personnellement quelque chose qui va tout à fait dans la même direction. Je me trouve depuis plusieurs années régulièrement avec des groupes de jeunes allemands qui ont autour de 20 ans et je suis surpris chaque année que ces jeunes allemands, lorsque je leur parle de la collaboration des Français avec les Nazis, sont extrêmement surpris. Ils ont été très surpris lorsque je leur ai appris que la Division Charlemagne avait combattu à Berlin jusqu'à la dernière seconde. Alors au début, je me suis dit, ce sont des exceptions, mais, étant donné que cela se produit depuis plusieurs

années, je considère maintenant que ce ne sont plus des exceptions. La sensation que j'ai eue, c'est que pour eux, Allemands, leurs parents, leurs grands-parents avaient été nazis et avaient donc lutté contre l'Europe entière et qu'ils ne pouvaient pas s'imaginer qu'en Europe il y ait eu des gens qui aient collaboré avec l'Allemagne. Et j'ai eu une sensation chez eux, non pas de soulagement, mais ils m'ont dit finalement : l'être humain est un être humain, il commet des erreurs de partout.

J'ai accompagné aussi en visite des camps des groupes d'étudiants français, allemands et biélorusses. Et au bout de cette journée qui avait été très dure, parce qu'on nous a expliqué tout ce qui a pu se passer dans ce camp, les étudiants ont demandé qu'on fasse une mise en commun le soir, et j'ai constaté que pendant 20 minutes, tout le monde était assis, personne ne pouvait ouvrir la bouche. Et au bout de 20 minutes, un Biélorusse a ouvert la bouche et a dit très ému : « j'ai honte »... Alors, on l'a tous regardé, on s'est dit : mais il a honte. Et il a ajouté : « j'ai honte pour l'humanité ». Et j'ai trouvé que c'était extraordinaire. Et j'ai senti chez les étudiants allemands, un soulagement. Parce qu'ils se sont rendu compte que pour ce jeune, c'est l'être humain qui était remis en question. Tout cela, je trouve que cela va bien avec ce qu'on a vécu aujourd'hui.

Jacqueline Neplaz-Bouvet

Je suis de la Haute-Savoie, Présidente des amis de la fondation pour la mémoire de la déportation. Je voudrais poser une question à Madame HOSS et la remercier vraiment pour son témoignage sur l'Allemagne, qui est plein d'espoir, parce que je me souviens qu'il y avait eu des délégations de France qui étaient parties en Allemagne pour protester contre l'enlèvement de plaques qui honoraient des résistants et pour savoir dans quelles conditions elles ont été reposées. Je trouve que c'est un travail pédagogique très important. Merci Madame HOSS.

Mais je voulais vous demander une chose. Chez nous en 1941, nous avions une famille d'Allemands antifascistes, les VACHER. Maria et Jacques VACHER qui étaient de Trèves et qui avaient connu les prisons allemandes et qui sont venus faire de la résistance chez nous en France, dans le cadre du « travail allemand ». Je pose une question à Madame HOSS : êtes-vous au courant de cette organisation qui s'appelait « Travail allemand » en France et qui a organisée les antifascistes et qui ont fait un travail étonnant pour infiltrer la Wehrmacht.

Maria avait dans ses valises des tracts en allemand et qu'elle devait distribuer, dans lesquels ces tracts disaient : Hitler conduit notre pays à la ruine -c'est très précis, c'est dans notre village, chez nous-, désertez, rejoignez la résistance française ! Et cela se passe le 1^{er} octobre 1943. C'est très précis, car ce jour-là les résistants avaient attaqué un train d'Allemands qui remontait sur le front, et ce jour-là, elle a compris en arrivant à Annemasse, qu'un attentat avait eu lieu, réalisé par les maquisards vraisemblablement. Elle a demandé au chauffeur de la locomotive, parce qu'il y avait branle bas de combat à la gare d'Annemasse, si elle pouvait traverser la locomotive, parce qu'elle avait ses deux enfants à la main, Willy et Sonia, et elle avec ses tracts, il fallait absolument qu'elle s'échappe. Le chauffeur de la locomotive l'a laissé traverser la locomotive. Elle a fait la même demande à la brasserie de la gare d'Annemasse. Et là on lui a ouvert aussi une porte pour qu'elle puisse s'échapper.

Voilà, je voulais rendre hommage à cette résistance allemande très courageuse et je voudrais savoir si en Allemagne on revalorise ces actes pour ces Allemands qui étaient en France et qui risquaient leur vie. Merci.

Jean-Claude Bibollet
traduisant les propos de **Madame Hoss**

Un bref résumé de ce que vient de dire Mme HOSS. Donc oui, il est effectivement connu qu'il y avait un travail en commun ou une collaboration entre Français et Allemands au niveau de la résistance. Cela c'est clair, donc vous en avez très bien parlé Madame. Mais la question que je pose : quelle est l'importance pour le futur de toutes ces études sur la Résistance ? Ce qui importe finalement c'est le futur, et je crois que ce qui est le plus important dans tout ce que nous avons dit c'est de réfléchir à tout ce que ce passé peut nous apprendre pour le futur, pour que nous puissions vivre dans un futur qui soit peut-être plus vivable, plus facile à vivre.

Voilà, en gros ce que Madame HOSS a dit.

Pieranne GAUSSET
Musée Gadagne

Je travaille au musée d'histoire de la Ville de Lyon, donc le Musée Gadagne, mais j'ai commencé ma carrière en fait au musée d'histoire de la Résistance et de la déportation de Nantua. Il faut dire que cela a été un peu le baptême du feu pour une jeune professionnelle de 25 ans qui débarque dans une petite ville. Je suis toujours très troublée en fait sur toutes ces questions mémorielles et la représentation des événements dans les musées et les mémoriaux. Je suis très contente d'être là parce qu'à chaque fois que je participe à une journée comme cela, cela m'éclaire un petit peu sur mes troubles de l'époque qui sont toujours présents. Vous avez tous dit quelque chose que Monsieur BRUSTON a, je pense, très bien expliqué, et qui me soulage un peu à l'instar des jeunes allemands dont le monsieur parlait tout à l'heure. C'est la négociation en fait entre les différentes mémoires. Car c'est très difficile quand on a 25 ans, qu'on est une femme, et qu'on se targue d'être un peu historienne de débarquer dans un musée d'histoire de la Résistance et de la déportation où il y a une association d'anciens combattants, maquisards je précise, puisqu'à Nantua, il y avait aussi un maquis que l'on dit victorieux, après on peut ergoter, et qui se heurte de plein fouet à cette première remarque : vous êtes une jeune femme, vous n'avez pas vécu la période, vous ne pouvez pas en parler. Et puis ensuite vous découvrez toutes les dissensions entre les anciens combattants entre eux, avec les déportés, le monde politique, avec la population, etc.

Ce que j'ai retenu de tout cela, et je vais arriver à ma question qui à mon avis ne trouvera pas de réponse, c'est que, comme disait Monsieur BRUSTON, la négociation de la mémoire, c'est ce qui construit. On voit bien que la Seconde Guerre mondiale c'est quelque chose qui construit notre identité nationale et locale et les deux qui s'entremêlent etc. Et que là on est probablement dans un temps où les choses peuvent réellement se faire et que peut-être tout n'a pas été dit mais que le côté positif, le côté moins positif a été creusé par les historiens et a été creusé aussi par les acteurs, par les témoins, par leurs descendants, etc. Et on voit bien que cela nous construit. Alors j'ai une question. On a l'impression, mais peut-être qu'on n'est pas dans le bon cercle, que depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas eu d'autres guerres. Je veux dire, d'autres guerres dans laquelle a été engagée très fortement, notre belle nation française et qu'en tous cas, en tant que professionnelle de musée, moi j'ai un gros souci avec une autre guerre, dont à mon avis, on est en train de payer, à coup de voitures cramées pour partie, n'est-ce pas, la suite, c'est la guerre d'Algérie.

Alors je le dis, parce qu'encore une fois, ce n'est pas une incrimination en direction de la recherche et des scientifiques, même s'il faudrait qu'ils soient aussi partie prenante, mais des lieux de mémoires et des musées, qu'est ce qu'on fait pour cette guerre là ? Et comment ? Parce que le musée d'histoire de la Ville de Lyon, quand même à Lyon, il s'est aussi passé des choses. C'est une question que je pose parce que c'est aussi une question qui arrive. On est en train de faire un travail mémoriel dans les quartiers à Lyon et souvent on nous dit : oui mais il y a une absence. Et je pense que cette guerre là est autant fondatrice de notre nation et de ce qui se passe actuellement que la Seconde Guerre mondiale. Et c'est quelque chose dont on ne peut pas parler. Je ne sais pas pourquoi, enfin je me doute un petit peu, en tous cas, j'ai énormément d'admiration pour le peuple allemand qui, malgré une guerre pour laquelle ils ont été déclarés coupables, coupables et bourreaux, ont su faire une histoire et un travail mémoriel que Madame HOSS décrivait très bien, et elle l'a dit, ce travail aurait pu ne pas avoir lieu. Mais ils l'ont fait quand même. Donc, je ne sais pas si quelqu'un peut me donner un peu d'espoir, et me dire, nous, on a fait quelque chose.

Alain Battégay

Donc, Anne-Marie GRANET va vous répondre. Pour ce qui concerne le C.H.R.D., Madame RIVÉ a organisé une exposition sur Germaine TILLION, dont on en a parlé tout à l'heure, et une exposition temporaire sur le 8 mai 45 qui a été aussi la question des événements de Sétif. Il y a donc ici des éléments de réponse à votre question.

La deuxième partie de ma réaction sera plus un rebond qu'une réponse. Ce qu'apprend l'exposé de Madame HOSS, c'est qu'il y a là, un travail de mémoire qui est sur une question de mémoire négative, sur une question de honte et qui ne débouche pas uniquement sur de la repentance, mais qui active un travail de mémoire, dont on espère pouvoir tirer les leçons. C'est en termes de travail de mémoire plus qu'en termes de repentance, vous me direz si je me trompe Madame, que les choses sont menées.

Anne-Marie GRANET

Je pourrai peut-être répondre à deux niveaux. Il y a eu l'année dernière à Lyon, à l'E.N.S. un colloque important qui abordait la question de la colonisation et de la décolonisation. C'est au niveau de la recherche. En tous cas ce colloque montrait qu'il y a des recherches qui sont en cours, et il faut travailler. Il y avait des témoins, il y avait tous ces aspects là qui étaient abordés. Ce colloque va être édité, il est en ligne en partie. Donc, voilà, c'est une partie des choses qui se sont faites à Lyon, cela ne veut pas dire qu'ailleurs... Il y a plein d'autres choses.

En ce qui concerne la mise en exposition, puisque c'était le sens de votre question, pour y avoir participé, dans le cadre du musée dauphinois, cette question n'a pas été abordée par le biais d'une exposition sur la guerre d'Algérie, mais par le biais d'expositions qui portent sur les communautés immigrées. Il y a eu une première exposition qui a eu lieu sur la communauté qui s'appelait d'Isère et d'Algérie, je regrette de parler encore au nom de Jean-Claude DUCLOS, où effectivement tout était parti de l'idée de la colonisation, ce qui n'était pas tout à fait la guerre, et cette exposition a suscité tellement de réactions... Enfin je ne vais pas rentrer dans le détail, mais cela montre bien la force des expositions pour aborder ces questions, et peu de temps après, il a été obligé de faire une exposition sur le

d'Isère et d'Algérie qui abordait le sujet de la mémoire des rapatriés. Je ne réponds pas à votre question, ce n'est pas la guerre, mais c'est tous les effets de la guerre. Ce qui montre bien que c'est une histoire douloureuse, compliquée, qui est encore extrêmement vive. Il faut du temps sans doute, et ce n'est pas tout à fait la même chose que la deuxième guerre mondiale. Mais il faut aussi remarquer qu'il a fallu du temps avant qu'on aborde non pas la deuxième guerre et la résistance, mais la question de Vichy, - parce que dans le fond la guerre d'Algérie c'est la question de Vichy-. Ce n'est pas en 1946, c'est après l'ouvrage de PAXTON, après *Le chagrin et la pitié*, après l'ouvrage d'Henry ROUSSO et de tous les travaux qui ont été faits après que la question du musée et de la collaboration a été posée, et qu'elle est encore une question qui est très compliquée à montrer en exposition. Ce matin, il était question des enfants de résistants qui venaient au musée pour chercher l'histoire de leurs ascendants. Le musée de la Résistance de Grenoble, son documentaliste me dit que fréquemment il a des neveux, ou petits-neveux d'anciens miliciens qui viennent essayer de comprendre pourquoi leurs ascendants ont choisi la collaboration. Ceci dit, dans l'exposition, il y a trois, quatre panneaux de collaborateurs notoires qui sont mis en scène et quand je fais visiter l'exposition à des étudiants, c'est quand même les panneaux devant lesquels ils sont les plus mal à l'aise, en se disant si moi, c'était mon père qui est présenté ainsi. Ce sont des sujets qui sont difficiles à mettre en scène. .. Je pense que vous avez totalement raison, et qu'il faudra aborder cette histoire là, la mettre en exposition. Il faudrait aussi noter qu'il y a eu d'autres formes, des amorces de travaux, non pas par le biais de l'exposition, mais par des séries de conférences où intervenaient des témoins, qui se sont tenues au musée dauphinois. Voilà, mais je ne vous réponds pas.

Philippe Hanus

Simplement pour vous dire quand même que, effectivement, il y a eu longtemps un tabou, mais là néanmoins, depuis quelques temps, j'ai l'impression quand même que la parole se libère. Dans le Vercors, au moment où Aussares a fait ses révélations, le sénateur-maire d'Autrans, Jean FAURE a publié un ouvrage.

Il a publié ses carnets d'un modeste appelé du contingent en Algérie et puis il a fait des conférences publiques partout sur le territoire organisées par les maisons pour tous, l'éducation nationale, etc. Et c'est vrai que cela a libéré des paroles. Je me souviens de ces soldats issus du monde rural, en sanglots, dans cette salle, venant vers nous, en disant : venez nous rencontrer, venez nous interroger.

Et la deuxième petite anecdote, je vais aller très vite. Lorsque pour l'émission « à voix nues » sur les retours de déportation, donc émission de France Culture, on a interrogé Rosine CREMIEUX, à la fin de son intervention, elle a dit : 8 mai 45 : Sétif.

Elle a dit, moi, je vais parler de cela. Et lorsque l'émission a été montée et diffusée sur France Culture ces propos là ont été censurés. Alors elle a demandé au producteur pourquoi. Alors il a dit, on ne mélange pas les mémoires des déportés, etc. Ceci dit, c'est quelqu'un avec qui on travaille depuis un certain temps et en bonne intelligence. Dans les actes de nos rencontres on va réintroduire ces problématiques de Sétif pour bien montrer le continuum. Et je crois qu'il y a des témoins qui jouent le jeu, qui ont envie. Donc ce n'est pas si verrouillé que cela, me semble-t-il.

Nadine Méouchy
Historienne

Je suis historienne et voulais juste faire un petit commentaire pour dire que le travail d'élaboration historique ne peut pas se faire en un jour parce qu'il a besoin d'archives et que, comme vous le savez, il y a toujours un certain délai avant que les archives soient ouvertes. Par exemple aujourd'hui, suivant les régions, les archives sont ouvertes jusqu'à la fin des années 50, au début des années 62. On est en 2007. D'accord, il y a certainement un délai de latence pour des périodes qui sont douloureuses pour nous en tant qu'acteurs historiques et qui sont beaucoup moins glorieuses, donc on a déjà plus de mal à les assumer. Mais ensuite, cela ne veut pas dire qu'il suffit qu'il y ait des mémoires qui commencent à être publiées : pour qu'une véritable élaboration historique se fasse, il faut qu'il y ait des archives, sinon on ne peut pas travailler.

Et je voudrais quand même signaler, que cette année, en mars 2007, a été publié le dictionnaire de la colonisation, dictionnaire historique de la colonisation française, sous la direction de Claude LIAUZU qui vient malheureusement de décéder et qui justement essaie de prendre l'ensemble de l'empire colonial français, dans l'état où sont les connaissances aujourd'hui. C'est-à-dire qu'il y a des domaines qui sont plus ou moins avancés, mais je crois que sur l'Algérie on a quand même beaucoup avancé. Il y a d'autres domaines, où on est moins avancé, en matière d'état des connaissances. C'est vrai que maintenant la balle est un peu du côté des institutionnels français.

M. Bibollet
traduisant Madame Hoss

Je voulais ajouter une précision au risque d'être à contretemps, mais Mme HOSS insiste sur ce point et je voudrais en faire part. Nous nous posons la question de savoir si le passé permettait peut-être d'éviter des choses semblables dans l'avenir. Mme HOSS me disait qu'à son avis, il n'est pas nécessaire de le montrer clairement dans une exposition. A son avis, le fait de montrer ce qui s'est passé devrait automatiquement conduire le spectateur à comprendre qu'en fait, tout cela, c'est pour que cela ne se reproduise plus dans l'avenir. Cela est dans l'idéal bien entendu.

Alain Battégay

Merci. On est obligé d'arrêter. Je vous remercie tous d'avoir eu autant de constance pour rester jusqu'à la fin. Je voudrais simplement signaler encore un élément de réponse. Cette journée, qui a été conçue à l'articulation de la recherche et de professionnels des milieux concernés et intéressés, a été aussi conçue comme la première d'un cycle de plusieurs séances qui devraient porter d'une part précisément sur les mémoires de la guerre d'Algérie et les revendications mémorielles contemporaines, et d'autre part sur un élargissement de la réflexion sur les mémoires de la Résistance et de la guerre à l'échelle européenne, prenant en compte ce qui s'est passé en Allemagne et en Italie.

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom prénom	Organisme	Fonction
AUTANT Claire	Université Jean Monnet - Modys	anthropologue
BARON Marie-Ange	Maison d'Izieu	responsable pédagogique
BATTEGAY Alain	Modys - CNRS	sociologue
BAULET Francis	ANACR 74 - musée de Bonneville	vice président
BELKIS Dominique	Université Jean Monnet - Modys	anthropologue
BETTON Christèle		Professeur d'histoire
BIBOLLET Jean Claude		Professeur d'allemand
BIBOLLET Josiane		
BISSONNIER Sylvain	IERP Saint-Etienne	doctorant
BOUVERET Dominique		professeur d'italien
BROYER Déborah		
BRUN Michèle		professeur d'histoire
BRUSTON André	PUCA	Sociologue urbaniste
CERCIELLO BACHY Marie		muséologue
CHARFA Louisa		chargée d'études
CHARLES Cécile	Mairie Rilleux la Pape	archiviste
CHARVOLIN Florian	Modys	chercheur
CHAVANON Isabelle		ethnologue et muséologue indépendante
CHENEVIER Marie	Association des amis du CHRD	Présidente
COLLIN Claude	Association amis du musée Résistance Grenoble	maître de conférence université Stendhal
COLLET Etienne	Collège l'Astrée – 42 Boën sur Lignon	enseignante
CONTE Céline	Maison du patrimoine Villard de Lans	directrice
COSTIL Caroline	IERP Saint-Etienne	allocataire moniteur
COTTE CORLIN Catherine	Lycée Notre Dame des Minimes Lyon	professeur d'histoire géographie
DARET Simone	Chaire lyonnaise des droits de l'homme	
DELAY Myriam		professeur d'histoire géographie
DELLA VEDOVA Gilles		
DEPEYRE Michel	IERP Saint-Etienne	directeur de recherches
DEVIS Françoise	Collège Marcel Dargent 69008 Lyon	professeur d'histoire géographie
DORE RIVE Isabelle	CHRD Lyon	directrice
DORME RISPOLI Anne Marie	ANACR Rhône	
DUCLOS Jean-Claude	Musée de la Résistance Grenoble	directeur
DUBOIS Nadine	DRAC Rhône Alpes	chercheure patrimoine industriel
EOUZAN Léa		photographe
ERRAMUZPE Geneviève	Maison d'Izieu	directrice
FAURE Ludivine		Etudiante en lettres
FAVIER Camille	Maison des passages	
FILLOT Monique		
FRANGUIADAKIS Spyros	Université Lyon 2	sociologue
FOUCHE Samy	Maison pour tous 4 coins - Vercors	directeur

GALMOT Laurent	Brut productions – Montpellier	Réalisateur et producteur de films
GAUSSET Pieranne	Musée Gadagne	responsable services des publics et programmation culturelle
GRANET ABISSET Anne-Marie	Université UPMF Grenoble - Larhra	historienne
GREFFIER Antoine	Mémorial du citoyen de 1870 à nos jours Mâcon	Chargé de l'inventaire
GUICHARD CROSET Marina	Université Jean Monnet - Modys	doctorante anthropologie politique
GUICHARD Bruno	Maison des passages	
GUILIN François Yves	CHRD Lyon	président du conseil d'orientation
HANUS Philippe	CPIE parc du Vercors	historien animateur patrimoine
HOEFFLER Céline	Université UPMF Grenoble	Etudiante histoire
HOSS Christiane	Actives Museum Berlin	historienne
JAMBOU Didier	Université UPMF Grenoble - Larhra	Étudiant histoire M1
JOUANLANNE Monique	ANACR Rhône	
KAHN Francine	RCF	consultante
KOHLER Elodie	Conseil général 74	conservatrice départementale du patrimoine
LACROIX Sophie	Mission coopération culturelle ville de Lyon	agent de développement culturel
LAUER Christine	Lycée Condorcet Saint Priest	professeur d'histoire géographie
LIBLIN René Michel	Lycée professionnel Magenta Villeurbanne	proviseur
MAGRIN Solange		enseignante
MARTINEZ Laura	Université Lyon 2	DU arts du spectacle
MATHEVET Jean-Claude	Ass. Rhodanienne pour le souvenir aérien	secrétaire
MEILLERAND Clotilde	Lahra UPMF Grenoble	doctorante histoire contemporaine
MEOUCHY Nadine	Gremmo CNRS	historienne
METRAL France	Gremmo CNRS	anthropologue
MICOUD André	Modys	sociologue directeur de recherche
MOREL Philippe	Association des Glières	vice président
MULLIER Dominique		professeur d'histoire géographie
NAJMI Mustapha	Aralis département Traces	
NEPLAZ Bernard	Fédération des Oeuvres Laïques 74	Membre du bureau
NEPLAZ-BOUVET Jacqueline	Amis de la Fondation mémoire déportation 74	Présidente
ORJOLLET Fabrice	Collège Mère Teresa 69 Villeurbanne	professeur d'histoire géographie
OSTIER Guy	Collège F. Dolto 69 Chaponost	Principal
PAILLET Henry	musée histoire XXIème siècle Estivareille	conservateur
PASCAL Evelynne	ANACR et amis de la Résistance	secrétaire départementale Rhône
PONCET Fabrice	Mémorial de la Résistance Vassieux en Vercors	régisseur
PORTE Corinne	Archives Municipales de Saint-Etienne	directrice
PORTET François	DRAC Rhône Alpes	conseiller à l'ethnologie
REYMOND Céline	Conseil général 74	agent du patrimoine - concours de la Résistance
RICHARD Anouk	Conseil général 74	chargée inventaire musée résistance Bonneville
ROUANET Stéphanie	Université UPMF Grenoble - Larhra	Étudiante histoire master 1
STEINER Jean-Michel	IERP Saint-Etienne	historien
SUSTRAC Michelle	PUCA	
TASSANI Georges	Association des rescapés de Montluc	Président
TETU Marie-Thérèse	Modys	socio-anthropologue
THOINET Chantal	Collège Vaise	enseignante

VALLON Alain	Muadir (déportés et internés de la Résistance)	coprésident
VANDERLICK Benjamin	Traces	chargé d'étude ethnologie et action culturelle
VIAL Michèle	Lycée Notre Dame des Minimes Lyon	professeur d'histoire géographie
VIDIANI		
VIGNON Christiane	Mémorial de la Résistance Vassieux en Vercors	animatrice